Parti Socialiste
Comité directeur
16 juin 1990

Sommaire

Le président (Claude Estier) 1
Marcel Debarge 3
Jean-Claude Petitdemange 6
Henri Emmanuelli 9
Pierre Mauroy 13
Françoise Seligmann 24
Gérard Lindeperg 26
Michel Debout 30
Laurent Fabius 35
Jean-Luc Mélenchon 44
Le président (Claude Estier) 47
Mohamed Mebtoul 47
Michel Charzat 50
Bernard Derosier 55
Gérard Le Gall 57
Gérard Fuchs 62
Louis Mermaz 65
Pierre Guidoni 69
Jean Le Garrec 74
Gilles Martinet 78
Marie-Thérèse Mutin 80
Marie-Noëlle Lienemann 82
Pierre Guidoni 83
Gérard Le Gall 84
Yannick Bodin 85
Jérôme Lambert 86
Jean-Marie Le Guen 87
Pierre Mauroy 88
Catherine Mabrut-Lissonde 88
Thierry Mandon 90
Marie-Noëlle Lienemann 94
Pierre Mauroy 98
Alain Barrau 102

La séance est ouverte sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Camarades, je déclare ouverte la réunion du Comité directeur.

Fondation Jean-Jaurès

Depuis notre dernier Comité directeur, qui suivait le Congrès de Rennes, nous avons eu la grande tristesse de voir disparaître deux de nos camarades membres de cette instance, Henri Fiszbin et Jacques Piette.
Issus de milieux très différents, ayant parcouru des itinéraires qui ne l'étaient pas moins, ils étaient l'illustration même de la diversité de notre Parti, en même temps qu'ils étaient tous deux des hommes de rassemblement.
Henri Fiszbin nous avait rejoints après sa rupture avec le Parti Communiste, dont il avait été l'un des dirigeants à la tête de la fédération de Paris et membre du Comité central.
Militant d'un courage inlassable, il avait choisi de poursuivre son action au Parti Socialiste, en y maintenant avec les amis qui l'avaient suivi ce qu'il appelait "une culture Communiste".
Il siégea donc de 1986 à 1988 au sein du groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale, avant d'entrer au Comité directeur, où ses interventions étaient toujours écoutées avec la plus grande attention.
Sérieusement atteint par la maladie, il était encore présent parmi nous lors de notre réunion du 21 mars, dix jours à peine avant sa mort.
Jacques Piette était notre doyen. A ce titre, il avait présidé les premières minutes de notre Comité directeur d'après Congrès, sans que nous puissions imaginer que nous n'allions plus le revoir.
Après avoir été pendant la guerre un des principaux dirigeants de la résistance, fait par le Général de Gaulle compagnon de la libération, Jacques Piette a fait une longue carrière à la SFIO. Proche collaborateur et ami de Guy Mollet, membre du Comité directeur, député de l'Yonne, puis à la mairie d'Hénin-Beaumont dans le Pas-de-Calais, qu'il conserva jusqu'en 1989, année qui lui valut aussi d'être promu Grand officier de la Légion d'honneur par François Mitterrand, membre du courant molletiste lors du Congrès d'Epinay, il avait ensuite rejoint la majorité du Parti et rempli de très nombreuses missions, notamment dans le secteur social et industriel. Il n'eut pas le temps d'occuper sa dernière fonction, président du Fonds de développement social du conseil de l'Europe, à laquelle il avait été nommé trois jours avant sa mort.
A la mémoire d'Henri Fiszbin et de Jacques Piette, je vous demande d'observer une minute de silence.
(L'assemblée, debout, observe une minute de silence)
Je vous remercie.
Chers camarades, avant d'ouvrir véritablement les débats du Comité directeur, je voudrais vous faire part de quelques mesures d'organisation qui ont été adoptées par le Bureau exécutif.
En premier lieu, quatre Commissions vont siéger à l'heure du déjeuner.
Il est prévu un repas à la maison de l'Amérique latine pour chacune de ces quatre Commissions.
Lorsque le Comité directeur siège une seule journée, il n'est pas possible de faire autrement que de faire siéger les Commissions à cette heure-là. Lorsque le Comité directeur siégera également le dimanche (mais vous savez que cette semaine, ce n'est pas possible, à cause du colloque qui a lieu demain sur les

Fondation Jean-Jaurès

inégalités), on pourra procéder différemment, mais quand le Comité directeur ne siège qu'une seule journée, il faut bien tenir les Commissions à l'heure du déjeuner afin de ne pas trop amputer le débat de politique générale qui doit se poursuivre normalement dans l'après-midi.
Je crois que vous avez été appelés à remplir à l'entrée des feuilles d'appartenance à chacune de ces Commissions ; pour ceux d'entre vous qui ne l'auraient pas encore fait, je vous demande de le faire avant la fin de la matinée.
Deuxième information : le Bureau exécutif a décidé d'organiser, comme c'était le cas autrefois, un présidium du Comité directeur, c'est-à-dire un certain nombre de camarades représentants de chaque courant qui siégeraient au présidium autour de moi-même. Je demande à tous les représentants des motions qui ne l'ont pas encore fait de bien vouloir désigner leurs représentants à ce présidium de façon que nous puissions le faire avaliser, ratifier dans le courant de la matinée.
Une mesure d'organisation a également été adoptée par le Bureau exécutif, qui consiste à limiter le temps de parole à 12 minutes, étant entendu qu'un représentant par courant pourrait s'exprimer plus longuement. Ceci devrait permettre d'organiser dans les meilleures conditions les débats et d'éviter qu'ils se poursuivent jusqu'à une heure où il n'y a plus grand monde dans la salle.
Voilà un certain nombre de timides réformes que nous avons décidé de mettre en application dès aujourd'hui, y compris d'ailleurs le fait que chacun d'entre vous dispose d'une carte permanente suivant qu'il est titulaire ou suppléant, de manière qu'on puisse vérifier l'entrée dans la salle et la limiter très exclusivement aux membres titulaires et suppléants du Comité directeur (ainsi qu'aux parlementaires, qui ont toujours droit à venir au Comité directeur). D'autre part, ces cartes doivent servir au moment des votes, s'il y a lieu, de manière qu'on sache clairement qui vote, titulaire ou suppléant.
Voilà un certain nombre de mesures qui ont été prises. J'espère qu'elles faciliteront l'organisation de nos débats.
Je donne tout de suite la parole à Marcel Debarge pour le rapport d'activité.

Marcel Debarge

Mes chers camarades, ce Comité directeur se tient trois mois après notre Congrès de Rennes. Il constitue indéniablement un temps fort pour notre Parti, et ce pour deux raisons essentielles.

- D'une part, parce qu'il doit nous permettre de faire le point entre nous, de tracer un premier bilan de l'application des premières décisions découlant de la synthèse, une sorte de vérification du fonctionnement du Parti.
- D'autre part, parce qu'il doit constituer un relais important en ce qui concerne le Parti de ce que j'appellerai la nécessaire reconquête de l'opinion de gauche, donc des électeurs de gauche, donc de leur mobilisation.

Avant toute chose, néanmoins, je vous indique, s'agissant des différents secteurs du Parti, qu'un rapport vous a été distribué qui récapitule l'activité de ces secteurs depuis plus de deux mois. Je vous invite à le consulter, afin de ne pas

Fondation Jean Jaurès

être trop long dans mes propos, vous y constaterez que sous la responsabilité du Premier secrétaire, dans des conditions de travail parfois difficiles pour certains, moins pour d'autres, les secrétariats nationaux se sont mis à l'ouvrage.
Nous avons cependant, mes camarades, et sans porter de jugement, à améliorer l'harmonisation indispensable à notre Parti pour assumer sa nature basée sur des sensibilités diverses, tout en sachant nous rassembler.
L'Etat du Parti Socialiste.
Chers camarades, réfléchissons ensemble à cette question : sommes-nous aujourd'hui en état de marche ?
De Rennes, il reste incontestablement des séquelles que nous devons collectivement gérer et progressivement (si possible avec la volonté de le faire) effacer, et ces séquelles se sont parfois traduites par des difficultés pour la direction du Parti, notamment dans l'application complète de l'accord national concernant l'animation des fédérations.
Cependant, au niveau national, au risque de me répéter, nous savons, nous devons savoir que nous devons vivre ensemble et lutter ensemble pour nos valeurs, car la division et la rupture signifieraient notre perte à tous, la fin d'un espoir commun à des millions de citoyennes et de citoyens.
C'est pourquoi aussi, et pas seulement pour cette raison, dans la discussion, dans le débat, nous sommes arrivés à des accords, à des compromis, à des votes le plus souvent unanimes sur différents textes, comme celui concernant l'intégration, comme celui concernant les plus défavorisés.
C'est pourquoi une campagne a été lancée contre le Front National, par des affiches et des tracts, appelant avec les Socialistes à la mobilisation contre le Front National, qu'il faut bien qualifier de formation néo-fasciste. Ils ont été envoyés dans les fédérations, dans les sections, un certain nombre d'actions se sont déroulées, importantes, autour de la campagne qui a été lancée.
C'est pourquoi nous sommes arrivés à une position commune avec les groupes parlementaires sur le travail précaire.
C'est pourquoi, en liaison avec le groupe parlementaire de l'Assemblée Nationale, et demain en liaison avec celui du Sénat puisque la question doit venir la semaine prochaine devant le Sénat, nous avons défini une position commune sur la part départementale de la taxe d'habitation.
C'est pourquoi nous avons adopté à l'unanimité un texte appelant le gouvernement à lutter contre la spéculation foncière et immobilière et à lancer une nouvelle étape sociale que le Président de la République demande avec insistance.
C'est pourquoi nous avons retenu le principe de l'élaboration d'un projet des Socialistes pour l'an 2000.
Pourtant, je pense, nous pensons que nous devons encore améliorer la circulation de l'information entre le niveau national et nos fédérations. Cela vaut aussi dans l'autre sens, car il faut éviter que ne se crée un décalage entre les décisions des organismes de direction et la base du Parti.
C'est ainsi que la réunion des premiers fédéraux de la semaine dernière est un premier pas important depuis Rennes. Il convient d'amplifier cette démarche et

c'est ce à quoi s'attellent les Secrétaires nationaux dans leur secteur.
L'état de la société.
Partant de ce qui a été fait par le gouvernement, nous devons développer notre action et notre activité quotidienne. Il faut le faire et nous le faisons avec le véritable enjeu qui s'offre à nous aujourd'hui, à savoir : comment reconquérir l'opinion et donc les électeurs de gauche qui se détournent du Parti Socialiste ?
Nous devons être capables d'être de plus en plus à la pointe de la lutte contre le Front National et, donc, contre l'exclusion, contre le racisme.
Nous devons être capables de répondre de mieux en mieux à l'attente des Français en matière de logement, d'emploi, de salaire ; de ce qui fait leur vie quotidienne : environnement, écologie.
Nous devons être capables de développer sans cesse, de façon hardie, une politique de réduction des inégalités.
Pour avoir une action forte, nous devons être capables de préciser collectivement une véritable stratégie consistant à rassembler d'abord les nôtres pour attirer ensuite les autres, donc d'accorder la priorité au rassemblement de la Gauche.
Bref, nous devons être capables de démontrer sans cesse qu'il y a une Gauche avec ses valeurs, et une action inscrite dans le cadre de ses valeurs, nous en sommes tous persuadés, et qu'aucune confusion ne peut être possible avec la Droite.
De l'attitude que nous développerons dépendra, pour une bonne part, le résultat des futures élections.
Si j'ai, dès l'ouverture de ce Comité directeur, livré à votre attention un certain nombre de réflexions qui m'apparaissent importantes, c'est que je crois que nous sommes à un tournant de cette législature. Il faut donc développer notre action, notamment comme nous y invite le Président de la République, François Mitterrand, et comme l'annonce le Premier Ministre, dans le domaine social. Soyons à l'écoute des militants et des gens. Nous sommes tous d'accord pour qu'une nouvelle étape sociale soit franchie. Celle-ci est nécessaire.
J'emprunterai un moment un exemple sportif. Puisque nous sommes au démarrage ou au pré-démarrage du tour de France, je dirai que cette étape sociale n'est ni une étape de plat, ni même une étape de montagne mais que, comme le temps nous est compté, cela devient véritablement une étape contre la montre.
Nous disposons avec le Parti Socialiste d'un outil puissant. Nous avons débattu, organisé des colloques : demain se tient une journée sur la lutte contre les inégalités sociales. Nous savons ce que nous devons faire. Agissons, Parti, gouvernement, groupes parlementaires ensemble, chacun jouant son rôle avec de plus en plus de force.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Marcel Debarge et merci également pour la concision de son rapport oral, étant entendu que ce rapport se trouve développé par écrit dans les chemises que vous avez entre les mains.
Je donne maintenant la parole à Jean-Claude Petitdemange pour un point

Fondation Jean Jaurès

d'information sur le regroupement des élections et sur le scrutin régional.

Jean-Claude Petitdemange

Camarades, je voudrais brièvement aborder trois points devant vous.

- D'abord, les tendances qui se dégagent des élections partielles récentes.
- Ensuite, le projet de regroupement des élections cantonales et régionales.
- Et enfin, la question de la modification du mode de scrutin régional.

Le bilan des élections partielles récentes, notamment des élections municipales partielles.

Depuis le Congrès de Rennes, il y a eu dix élections municipales importantes : Houilles, Colombes, Pantin, Clichy-sous-Bois, Dunkerque, Bastia, Grand-Couronne, Romans, Montereau et Cahors.

On doit remarquer que, sur ces dix municipalités sortantes, 9 étaient de gauche : 3 PC, 2 MRG, 4 Socialistes. Toutes ces villes ont été conservées alors que, parfois, les victoires en mars 1989 avaient été acquises de justesse, Dunkerque et Cahors. La Gauche était dans les buts, la Droite visait les penalties, aucun ballon n'est passé, pour prendre une formule du sport...

(Brouhaha)

On doit particulièrement saluer la brillante élection de Michel Delebarre à Dunkerque.

En ce qui concerne la participation électorale, au risque de contredire une fois de plus l'antienne à la mode sur l'effondrement du civisme, disons qu'elle a été plutôt forte.

Il est parfaitement normal que la participation à des élections partielles soit plus faible qu'à des élections générales. Mais il faut noter qu'il n'y a qu'une ville, Bastia, où la participation a baissé de plus de 6%, par rapport à mars 1989. Encore doit-on remarquer que, dans cette ville, une partie du corps électoral habite sur le continent.

(Rires)

Outre une bonne tenue de la Gauche, et du P.S. en particulier, ces élections ont montré une progression du FN. et un recul de la Droite UDF-RPR.

Quant aux élections cantonales partielles, 9 cantonales partielles ont eu lieu depuis le Congrès de Rennes : Oullins, Fontaine, Tournon, Champdeniers, Mundolsheim, Nant, Alzon, Amance, Villeurbanne-sud.

Là encore, la stabilité est de règle. Le PS détenait 4 cantons, il les a conservés ou les conservera.

La Droite détenait 5 cantons, elle risque d'en perdre un, Amance, en Haute-Saône, dimanche, à notre profit. Cette position offensive du PS est confirmée par l'analyse des résultats. Alors que les écologistes ont été présents lors des partielles dans 6 cantons au lieu de 2 précédemment, le PS et les candidats de la majorité progressent dans 7 cantons. Le Parti Communiste recule dans 8 cantons, et le FN progresse dans 6 cantons, et la Droite UDF/RPR recule dans 6 cantons. C'est donc la majorité et le PS qui ont eu la meilleure évolution.

En ce qui concerne la participation, dont encore une fois il est parfaitement habituel qu'elle soit moins élevée dans des partielles, elle recule dans 5 cantons,

Fondation Jean Jaurès

mais progresse dans 4 dont les deux de la série renouvelable en septembre 1988. Le cas de Villeurbanne où elle chute de 30% est tout à fait exceptionnel. Nous savons très bien que dans ce type de zones urbaines peu d'électeurs perçoivent l'enjeu d'élections cantonales partielles. On peut le regretter mais ce phénomène n'est pas nouveau !

En conclusion, on peut dire concernant toutes ces partielles que la participation est normale, que la stabilité politique a été la règle mais que, cependant, la majorité et le Parti Socialiste ont en général progressé, le Parti Communiste a subi un recul général, le Front National est en progression et la Droite UDF-RPR en recul. On doit noter également une confirmation de l'implantation des écologistes.

A nous d'expliquer que le soi-disant effondrement général de la participation ne correspond pas à la réalité.

S'agissant du regroupement des élections. Comme vous le savez, le Bureau exécutif du Parti a souhaité, lors de sa séance du 6 juin dernier, que s'engage rapidement une procédure de regroupement des élections. Il s'agit à la fois de regrouper les deux séries cantonales et de regrouper les élections cantonales avec les élections régionales.

Le gouvernement, ayant accueilli favorablement les propositions exprimées par notre Premier secrétaire, Pierre Mauroy, a préparé en ce sens un projet de loi qui devrait être adopté très rapidement en conseil des ministres pour être discuté au Parlement au début de la prochaine session.

Les dispositions seraient les suivantes.

- Le mandat des Conseillers généraux élus en 1985 serait prolongé d'un an, cette série étant donc renouvelée en mars 1992 et non en mars 1991.
- Les élections régionales auraient lieu à la date prévue, en mars 1992, le même jour que les élections cantonales.
- Le mandat des Conseillers généraux qui seront élus en 1994 - série renouvelée en 1988 - serait raccourci de deux ans et expirerait donc en 1998.
- Enfin, en 1998 aurait lieu, le même jour, le renouvellement de l'ensemble des assemblées régionales et départementales.

Ainsi, nous aurons largement progressé dans la simplification du calendrier électoral dont chacun s'accorde aujourd'hui à estimer qu'il est trop chargé.

S'agissant de la réforme du mode de scrutin régional, je rappellerai d'abord pourquoi il nous paraît nécessaire de modifier le mode de scrutin actuel.

Si les tendances qui se manifestent aujourd'hui dans l'électorat se confirmaient, il n'y aurait, à l'issue des prochaines élections régionales, aucun Conseil régional disposant soit d'une majorité de gauche, soit d'une majorité UDF-RPR. Dans 14 régions, le RPR-UDF pourrait avoir une majorité avec le Front National. Ce n'est évidemment pas notre objectif.

Si la Droite refusait l'alliance avec l'extrême droite et si les verts refusaient de s'allier avec nous, aucune région ne serait gouvernable. Un très beau résultat pour les adversaires de la région et pour les contempteurs de la démocratie représentative.

Collection Jean Jaurès

De plus, ce mode de scrutin est défavorable à la Gauche puisque la Droite, avec 50% des voix, pourrait obtenir, avec le Front National, 14 régions dont l'Ile de France, Rhône-Alpes, Provence Côte d'Azur.
Comme il est fort probable que le Parti Socialiste fera un score moins bon qu'aux régionales de 1986 où il avait été tiré vers le haut par les législatives, il apparaîtra comme le grand perdant. Le Front National et les verts seront, eux, les grands vainqueurs.
Il serait donc irresponsable de conserver le mode de scrutin actuel.
Quelles modifications apporter ?
Trois objectifs doivent nous guider dans le choix du mode de scrutin.

- Favoriser la formation de majorités stables dans les conseils régionaux.
- Assurer une représentation significative des minorités.
- Faire en sorte que le projet qui sera adopté puisse être voté par le Parlement.

C'est par rapport à cet ensemble d'objectifs que le Bureau exécutif de notre Parti s'est prononcé pour un mode de scrutin qui s'inspire de l'actuel mode de scrutin municipal.
Ce type de mode de scrutin présente en effet trois avantages.

- Comme vous le savez, il s'agit d'un scrutin de liste mixte qui, par son caractère proportionnel, permet aux minorités qui ont obtenu un score significatif d'être représentées au Conseil régional mais qui, grâce à la prime majoritaire et à l'existence de deux tours de scrutin, en cas d'absence de majorité absolue au premier tour, favorise l'émergence de majorités.
- Il assure une représentation des minorités.
- Il est compris et accepté par l'opinion qui l'a déjà pratiqué et reconnaît ses vertus, en particulier celle d'assurer la transparence au niveau des alliances. Ici, point d'alliances clandestines qui se dévoilent au "troisième tour" lors de l'élection du bureau, sans que l'électeur ait son mot à dire. Car c'est vraiment l'électeur qui, lors du second tour, sanctionne les alliances éventuellement nouées entre les deux tours, demeurant ainsi acteur et souverain. N'est-ce pas ainsi que nous pouvons contribuer à resserrer les liens entre élus et électeurs ?

Notre Bureau exécutif a également exprimé sa préférence pour que la circonscription dans laquelle se déroulera le scrutin soit le département.
Voilà, mes chers camarades, les précisions que je voulais vous apporter. Nous savons tous que les prochaines batailles électorales ne seront pas faciles. Mais je suis convaincu que si nous savons prendre les bonnes décisions et présenter aux électeurs l'image d'un parti uni et confiant en lui-même, nous pourrons relever avec succès les défis qui nous seront lancés.
Je vous remercie de votre attention.
(Applaudissements)

Le président - Je donne maintenant la parole à Henri Emmanuelli pour le rapport sur la loi de financement.

Fondation Jean Jaurès

Henri Emmanuelli

Mes chers camarades, c'est d'un autre sport que je vais vous entretenir. Je vais le faire assez rapidement aussi parce que la matière est complexe et que l'on va vous distribuer, dans les 20 minutes qui suivent, une note un peu plus détaillée. Sinon, cela ressemblerait à une explication de textes et ce serait tout à fait "rasoir".

Je voudrais très simplement et rapidement évoquer trois points. Nous avons une loi qui est la loi du 16 janvier et qui traite du financement des partis politiques et des campagnes électorales. J'insiste sur le fait qu'en la matière, compte tenu du contexte, il appartient au Parti Socialiste d'être tout à fait cadré par rapport à ces dispositions. Nous ne pouvons plus nous permettre la moindre fantaisie.

Si, par le passé - passé que je ne renie pas et que j'assume au nom de mes prédécesseurs et de mes directions précédentes - nous avons fait avec la réalité, à l'avenir il faudra faire strictement avec la loi.

Il y a donc trois points dans cette loi, il y a le financement des campagnes électorales, et je voudrais simplement attirer votre attention sur la confusion à ne pas faire dans les dispositions qui ont été retenues entre d'un côté le financement des campagnes électorales, et de l'autre le financement des partis politiques, car il y a des dispositions tout à fait distinctes et au vu du courrier que je reçois, des demandes que je reçois, il y a manifestement dans beaucoup de textes une confusion entre les deux processus.

Dans le financement des campagnes électorales, première chose à retenir, d'abord il y a désormais un plafonnement des dépenses avec des dispositions assez strictes non seulement quant au plafonnement de ces dépenses, mais aussi quant à la chronologie des possibilités qui existent ; par exemple pour l'affichage commercial, désormais six mois avant l'élection l'affichage commercial est interdit. Ce sont des choses à intégrer rapidement, parce que, prenez le cas des cantonales, si elles ont lieu en mars 1991, cela veut dire que le délai d'interdiction commence à courir le 15 octobre, et je ne suis pas sur que les uns et les autres nous ayons tout à fait intégré ce genre de réalité.

Pour le financement de ces campagnes électorales plafonnement et retenez simplement que ce plafonnement ne concerne pas les circonscriptions électorales de moins de 9000 habitants, je ne parle pas d'électeurs, c'est-à-dire quand même l'immense majorité des réalités cantonales ou communales. Mais qu'au-dessus il y a tout un barème qui c'est tant de francs par électeur selon le mode dégressif qui va de 6 F à 3 F vous verrez cela dans le détail.

Deuxième chose qu'il faut retenir c'est que pour financer les campagnes, on peut désormais créer des associations électorales de financement.

Chaque candidat, non seulement peut mais doit constituer un compte de campagne qui sera soumis à une Commission chargée de vérifier ses comptes de campagne. Il doit aussi constituer une association et c'est par le biais de cette association qu'il doit recevoir des fonds, soit de personnes privées plafonnées, soit d'entreprises, plafonnées bien entendu eux aussi.

Est-ce que dans un département, question qui vous intéresse peut être plus que le

détail des modalités ce matin, le trésorier fédéral peut être le mandataire de l'ensemble des associations électorales constituées par les différents candidats ?
La réponse est oui.
Il vous appartiendra donc d'apprécier, mais on vous enverra une série de notes techniques, quelles sont les modalités que vous retenez.
Voilà à peu près pour le financement des campagnes électorales. Evidemment, il y en a 3 pages, je parcours et je survole.
Vous verrez qu'il y a toute une série d'interdictions avec des modalités assez complexes, par exemple pendant la période de campagne électorale, le bulletin municipal classique celui qui sort tous les mois, tous les quinze jours ou toutes les semaines, si ce bulletin parle un peu du candidat, la Commission dira : attention, moi j'ai vu çà dans les comptes.
Par ailleurs, cette Commission n'aura pas pour horizon uniquement les factures, elle pourra estimer que les factures qui lui sont soumises ne correspondent pas au prix du marché. Donc, il y a là un dispositif assez sévère qui donnera lieu d'ailleurs forcément à une jurisprudence très complexe au fil des années, mais à laquelle il va falloir bien entendu nous adapter.
Il y a ensuite le financement privé des partis politiques. Cela, c'est différent, c'est pour financer le fonctionnement. Pour ce financement des partis politiques, il y a d'un côté le financement public, de l'autre, le financement privé.
Le financement public, c'est une dotation budgétaire, dispositif déjà prévu dans la loi antérieure et le montant a été de 95,5 MF cette année pour le Parti Socialistes.
Il y a ensuite les financements privés ; les partis politiques ont la possibilité, je dirai d'ailleurs qu'ils le font tous, de créer des associations de financement, elles aussi habilitées à recevoir des fonds à la fois des personnes physiques et des personnes morales, avec un plafonnement de 500 000 F par parti politique pour chaque personne morale, un plafonnement de 50 000 F par personne physique, étant entendu que ces associations fourniront aux donateurs des reçus en double exemplaire. Je vous passe les détails, lesquels d'ailleurs pourront servir éventuellement aux donateurs vis-à-vis de l'administration.
Donc, là aussi, transparence et clarté totale quant à l'origine et au montant des fonds reçus.
Sur cette affaire se pose un problème qui doit faire l'objet d'une décision politique, nous l'avons abordée au secrétariat jeudi dernier : est-ce que le Parti Socialiste doit avoir une seule association nationale de financement, centralisée, ou est-ce que, par le jeu des dispositifs d'agrément dont je n'ai pas encore très bien compris d'ailleurs si l'agrément devait être donné, soit par l'association elle-même agréée, soit carrément sollicitée auprès de l'administration, nous opterions pour des associations locales.
Nous avons exposé les données jeudi, il y a des arguments pour les associations locales, il y en a aussi de très forts pour une association nationale. Je crois qu'il faudra que très rapidement nous prenions nos responsabilités au niveau de la direction, du secrétariat, du Bureau exécutif, peut-être même du Comité directeur, pour trancher ce débat et je voudrais dire, d'ailleurs, qu'à l'occasion

de notre prochain Comité directeur, en accord avec le Premier secrétaire, nous consacrerons un débat au financement, parce qu'il faudra que nous tranchions des questions de cette importance là : quelle structure pour l'association de financement et bien d'autres modalités qu'il nous faudra décider de manière tout à fait politique.
Chers camarades, si on m'a demandé ce matin d'intervenir, ce n'est pas pour vous rappeler ce qui est dans la loi, parce qu'à la limite une note suffirait, c'est pour vous donner un petit peu tout de même quelques éléments d'appréciation sur la situation actuelle du Parti.
Pourquoi ?
Parce que depuis que nous savons tous qu'il existe un financement public, les demandes se font pressantes et croisées. Il y a d'un coté tout à fait légitimement, d'ailleurs, les parlementaires qui estiment que dans ces conditions leur cotisation pourrait peut-être être revue à la baisse, bien entendu, pas à la hausse ; il y a tout aussi légitimement, les Premiers secrétaires fédéraux qui posent la question de savoir quel sera le retour sur les fédérations de cette dotation de fonds publics ?
Je voudrais tout simplement vous donner mon sentiment en vous rappelant que nous aurons à trancher de cela en septembre.
Chers camarades, vous n'ignorez pas que nous avons été amenés, je dis nous, la direction, mais c'est moi qui ai mené ces opérations, à totalement liquider le système ancien de financement du Parti Socialiste, c'et-à-dire à dissoudre l'ensemble des sociétés de financement qui avaient été constituées, certaines depuis dix huit ans, d'autres tout au long de ces dix huit années.
Elles ont toutes été mises en liquidation au 31 janvier 1990, et comme vous pouvez l'imaginer, tout cela a un coût. Il y avait dans ces sociétés des salariés en assez grand nombre, avec des contrats de travail tout à fait convenables et notamment des indemnités de licenciement hors normes, qui correspondaient, disons le franchement, à la nature particulière du travail qu'il y avait à assumer.
Il y a le fait que depuis l'automne de l'année dernière ces sociétés continuent à avoir des charges de structure, le paiement des salaires tous les mois, mais plus de rentrées. Bref, chers camarades, j'ai donné le chiffre devant le secrétariat et la Commission de contrôle du Parti, la note est salée, elle est lourde... en 1990, elle est lourde. Donc, il y a cette année effectivement une dotation importante sur fonds publics, mais il y a aussi une note assez lourde à payer, et nous allons devoir régler tout cela avant la fin de l'année, et je ne parle pas au plan juridique, mais au plan financier, de sorte que j'en appelle à votre responsabilité et je vous dis ceci : oui, à partir de 1991, le Parti aura les moyens incontestablement d'aider de manière substantielle les fédérations ; il le fait déjà par la péréquation, mais il aura les moyens de le faire de manière plus importante et d'autant plus importante qu'à coté du financement public, l'association de financement, avec les fonds d'origine privée devra aussi certainement contribuer et plus elle contribuera, plus elle sera productive, plus la possibilité que j'évoque sera forte. Encore faudra-t-il que nous sachions comment nous le faisons et je pense qu'en la matière, on ne peut pas être dans l'arbitraire. Il faudra donc, qu'au mois de septembre, dans notre réflexion, nous

ayons aussi des choix en la matière.
Moi, je pense que nous devrons nous orienter, ce sont des pistes de réflexion, vers des mécanismes qui ressemblent un peu aux règlements qui sont ceux des collectivités locales auxquelles on distribue des subventions ; il y a des règlements connus de l'ensemble des bénéficiaires potentiels que l'on applique, on ne peut pas faire çà à la tête du client ou du dossier.
Donc, je crois que fin septembre, début octobre, on aura à examiner quelles sont les modalités pratiques d'aide aux fédérations. Est-ce que ce sont des fonds d'investissement ? Est-ce que ce sont des aides financières pour assumer le fonctionnement, je pense notamment au paiement de permanents ? Est-ce que ce sont des… (illisible)..?
Toutes ces possibilités existent, on peut toutes les examiner. La seule chose impérative, c'est que d'une manière très claire au Comité directeur nous élaborions les modalités d'aide aux fédérations.
Voilà ce que je voulais dire. On va vous distribuer cette note.
Un dernier point : cette loi nous crée des obligations très fortes en matière comptable. Pour la première fois depuis l'existence du Parti il va falloir produire des comptes et les soumettre à une Commission. Cela veut dire que nous sommes en train actuellement d'élaborer une comptabilité, qui a toujours existé, d'une certaine manière, mais de la manière dont elle existait, elle n'est plus adaptée aux nécessités de la loi, avec des questions qui aujourd'hui, juridiquement, ne sont pas tranchées et sont importantes.
Est-ce que la comptabilité du Parti doit simplement retracer les comptes du fonctionnement du centre national et des associations, et des sociétés qui sont en orbite (je pense aux sociétés d'édition, par exemple) ? Ou est-ce que nous devrons fournir une comptabilité agrégée non seulement de Paris mais aussi de l'ensemble des fédérations ?
Nous sommes en train de travailler là-dessus avec un certain nombre d'experts qui, comme d'habitude se contredisent gaillardement, les uns estimant qu'il faut faire ceci, les autres qu'il faut faire comme cela.
Je crois que pour trancher le débat il faut consulter le Garde des Sceaux et le ministre de l'Intérieur, et que nous ayons des directives très précises sur la manière de régler ce problème.
Je ne suis pas le seul trésorier demandeur de cette sorte d'éclairage et je crois que l'ensemble des trésoriers des partis politiques souhaitent que ce soit précisé.
En résumé, vous allez avoir une note aujourd'hui, vous allez recevoir des notes techniques sur le financement et vous aurez au mois de septembre, fin septembre, début octobre, à faire une série de choix, non pas techniques mais tout à fait politique, sur la façon dont le Parti montera son système de financement en direction de fonds privés et sur la manière dont il répartira ces fonds entre le national et les fédérations.
Je vous remercie.

Le président - Merci, Henri Emanuelli. Avant d'ouvrir le débat on va faire entrer pour quelques minutes les télévisions, puisqu'il faut bien procéder chaque fois à

ce rite. Alors, souriez.
…
Merci.
Je donne la parole à Pierre Mauroy.

Pierre Mauroy

Cher président, chers camarades, je veux saluer les ministres qui sont avec nous, le président de la Commission européenne, et tous ceux qui sont ici pour participer à cette réunion du Comité directeur.
Cette réunion du Comité directeur est la première depuis celle du 21 mars dernier, qui avait procédé à l'adoption du texte de synthèse et à l'élection de la direction du Parti comme de son Premier secrétaire.
L'importance des événements qui se sont déroulés depuis lors doit en faire un moment privilégié pour que l'on nous écoute et vous comprenez bien que j'ai tout de même un certain nombre de choses à vous dire.
Il nous faut établir un premier bilan de santé de notre Parti pour engager une réflexion sur notre projet, pour approfondir aussi l'analyse ce la situation politique.
Depuis plusieurs mois, nous assistons à une dégradation et à un durcissement du climat politique dont les provocations préparées, répétées de Jean-Marie Le Pen scandent les étapes.
Nous assistons parallèlement à une mise en cause profonde ces partis et de la classe politique.
Il serait simpliste de trouver l'origine ce ces mouvements dans tel ou tel événement conjoncturel. Je crois au contraire que les causes en sont bien plus profondes.
Depuis le début des années 70, nous avons vécu bien davantage qu'une crise économique, nous avons vécu des mutations telles que c'est un nouveau monde qui se profile à l'horizon.
Mais nous sommes encore au milieu du gué. Les changements technologiques et économiques n'ont pas trouvé leur pendant sur le terrain politique ; nous n'avons pas encore su bâtir le discours idéologique qui correspond à ce nouveau monde et nous devons prendre conscience que cette situation correspond bien à cet état de crise où, comme le disait Gramsci "le vieux monde est mort mais le neuf n'arrive pas à naître".
Nous nous trouvons ainsi dans une situation que les météorologues qualifient de "ciel de traîne", que les astrologues assimilent à la "queue d'une comète". Bref, à une situation d'angoisse parfois, de contradictions souvent mais d'instabilité surtout.
Victoire des intégristes en Algérie, répression sanglante en Roumanie, dérive droitière en Israël, affrontements en Kirghizie, attentats au Pérou, agitation en Afrique noire, crise constitutionnelle au Canada, libéralisation en Afrique du sud, nous nous en félicitons, élections contradictoires dans les pays de l'est, tous ces événements, sur tous ces continents, témoignent de l'immense tohu-bohu que connaît aujourd'hui ce monde à la recherche de lui-même.

Fondation Jean-Jaurès

Mais avec la monté de l'abstention, la progression du Front National, le déclin du Parti Communiste, le repli sur soi, la France n'est pas épargnée par ces interrogations.
En définitive, nous connaissons à nouveau les risques de perversion de la nation en nationalisme et de religion en intégrisme. Il n'est dès lors pas paradoxal d'affirmer que la victoire du FIS en Algérie et la montée du Front National en France ne constituent que les deux faces d'un même phénomène, que l'envers et le revers d'une même médaille.
Au-delà, c'est une autre dérive que porte en germe cette situation, celle d'un retour à une certaine forme d'ordre moral. Oh, certes, nous ne sommes pas revenus en 1873 et aux tentatives de restauration du cabinet de Broglie ! Il n'est pas question de confondre liberté et licence !
Mais de l'accumulation des règlements répressifs en France, de polémiques sur la programmation à 20 h 30 du film "Tenue de soirée", aux controverses totalement démesurées sur l'émission "l'amour en France", du retour des maisons closes aux attentats contre les cinémas projetant le film de Scorsese, nous devons nous interroger sur les pratiques, voire sur les réflexes qui viennent jusque dans nos rangs.
Regardons plus loin et nous faisons la même observation. Nous assistons actuellement aux Etats-Unis à des campagnes contre l'avortement, une avancée des censeurs de l'art qui refusent les subventions fédérales aux œuvres jugées blasphématoires. A tel point que réapparaissent des réactions d'opinion pour la liberté d'expression dans l'un des pays jugés jusqu'alors parmi les plus libéraux du monde sur ce point.
La Gauche s'est toujours battue non pas pour la permissivité ou le laxisme, mais pour la liberté et la responsabilité. Nous devons prendre garde à ce que la perte des repères et l'instabilité que j'évoquais tout à l'heure, n'emportent pas subrepticement ces combats.
Au-delà enfin, quelles conséquences politiques peut-on tirer de cette situation ?
La première c'est que dans une société aussi médiatisée où les inquiétudes, les angoisses et les évolutions de l'opinion sont si fortes, tout gouvernement, camarades, se doit de naviguer au plus près. C'est ce que fait Michel Rocard. Au-delà de son tempérament qui l'y pousse, au-delà de sa majorité parlementaire qui l'y invite, cet état de la situation l'y oblige en effet. C'est à prendre en compte.
Quant au Parti Socialiste, il n'a pas les mêmes responsabilités, ni le même champ d'action, ni le même horizon que le gouvernement. Il ne connaît pas par conséquent les mêmes contraintes, pour autant il doit lui aussi veiller à ce que sur des sujets sensibles, ne se crée pas une distance trop grande avec l'opinion. C'est la position que le Bureau exécutif a à l'unanimité moins une abstention approuvée en adoptant le texte sur l'immigration.
La réunion des Premiers secrétaires fédéraux samedi dernier a confirmé la grande sensibilité d'une partie de nos camarades devant la décision de report du droit de vote des étrangers. Voilà pourquoi il est de mon devoir de mettre les choses au point devant le Comité directeur.

Contribution Jean-Luc Mélenchon

Sur la méthode, d'une part, il était indispensable que le Parti me donne un mandat clair pour aller à la table ronde à Matignon.
Il était parfaitement clair de ce que voulait le Premier Ministre, de ses intentions, d'une première table ronde qui a été un net succès pour le gouvernement et d'une seconde qui n'a pas été à l'avantage du tout de la Droite.
Sur le fond, d'autre part, le Parti Socialiste n'a en rien renoncé à cet objectif, il n'a en rien renoncé à promouvoir des initiatives locales en ce sens pour convaincre l'opinion, et à nous de les susciter. On le fait ! Qu'on le dise ! Et qu'on ne se laisse pas prendre cette place par d'autres, par les médias, ils arriveront bien à inventer quelqu'un si on n'y prend pas garde.
Je crois toujours pour ma part que l'octroi du droit de vote aux étrangers en situation régulière, résidant en France depuis plus de cinq ans pour les élections municipales, constituerait même un puissant facteur d'intégration.
Personnellement, je n'ai pas changé sur ce plan, c'est une discussion qui a commencé lors du projet, après le Congrès d'Epinay, elle partageait le bureau politique du Parti Communiste, elle partageait les Socialistes. J'ai toujours eu la même idée, tout simplement parce que sans doute je suis du nord, que les problèmes là-bas se règlent plus facilement qu'ailleurs.
Je suis le Premier secrétaire, je ne suis pas là pour imposer mes idées, je suis là pour tenir compte de la majorité qui se dégage d'un Bureau exécutif. Ce que nous avons constaté, c'est que compte tenu de l'état de l'opinion - enfin, il y a tout de même un certain nombre d'idées qui ne nous plaisent pas, il n'y a pas que les gens du Front National qui les portent, il n'y a pas que des gens de Droite qui les portent, il y a malheureusement bien des électeurs et des électrices qui votent pour nous qui sont gagnés hélas par ces idées, sous une forme naturellement plus atténue, mais tout de même.. - compte tenu des obstacles constitutionnels, des mesures que nous ne pouvons pas faire aboutir, compte tenu de toutes les mesures en faveur de l'intégration que nous devons promouvoir, il était à la fois plus politique, plus sage et plus réaliste de dire que cette réforme n'était pas d'actualité. Ainsi en a jugé le Bureau exécutif.
Voilà ce qu'a affirmé notre texte, qui et un très bon texte qu'il faut se donner la peine de lire. Rien de plus, rien de moins.
Il ne s'agit pas d'un reniement, car nous n'avons jamais affirmé que cette réforme devait être immédiatement mise en œuvre et la motion de synthèse n'y fait même pas référence.
Il ne s'agit pas non plus d'un renoncement, car nous conservons cet objet. Il s'agit tout simplement d'un constat, d'une situation donnée que tous les Socialistes doivent assumer.
Pour autant, si nous sommes obligés de tenir compte de cette situation, et quelquefois de l'opinion, sinon on ne ferait pas de la politique, nous ne devons pas oublier que nous sommes un parti de transformation sociale et qu'il est une seconde conséquence que nous devons tirer de notre analyse de la situation : la nécessité de retrouver un projet mobilisateur qui redonne des repères et qui réaffirme nos valeurs.
Cette nécessité, je l'avais déjà ressentie il y a plus d'un an lorsque j'avais

souhaité que notre Congrès ordinaire et notre Congrès idéologique soient dissociés, puis lorsque je m'étais engagé pour la réécriture de notre déclaration de principes.
Dans notre motion de synthèse, nous avons collectivement décidé d'élaborer, puis de discuter avant la fin de l'année 1991, lors d'une Convention nationale, un projet. C'est ce projet qui doit être au cœur de l'action et de la réflexion de tous les Socialistes dans l'année à venir.
Ce dont je veux vous parler aujourd'hui, c'est de la méthode que nous avons adoptée pour l'élaboration de ce projet, car elle est différente de celle que nous utilisons d'ordinaire.
Considérant que nous ne possédons pas toutes les réponses aux questions que nous nous posons, considérant aussi que notre Parti doit davantage s'ouvrir sur l'extérieur, nous avons retenu une démarche originale empreinte d'une certaine modestie.
Un séminaire de trois jours réunira en septembre prochain le Parti et le gouvernement, et devra donner l'impulsion. Ensuite, nous avons décidé qu'une première phase de six mois à partir de notre convention de novembre 1990, sera consacrée à un échange avec les syndicats, les associations, les intellectuels, les écologistes, les experts. Bref, nous avons décidé de chercher le miel dans toutes les ruches !
Michel Charzat nous donnera cet après-midi le détail de notre calendrier pour l'adoption d'un projet en octobre-novembre 1991. Une grande année de travail, mes camarades!
Ce projet quel objectif devons-nous lui assigner ? Quel Parti Socialiste doit l'incarner ? Par quelle stratégie politique doit-il être porté ?
Telles sont les trois questions que je voudrais évoquer maintenant, même si je sais que l'heure est davantage aux interrogations, aux spéculations, aux esquisses, qu'aux réponses tranchées et claires que nous devons tout de même donner à l'opinion.
D'abord, redonner un sens à notre action.
Demain, se dérouleront des rencontres Socialistes, que j'ai souhaitées avec l'appui de tout le Bureau exécutif.
Gérard Collomb a la charge de les organiser autour du thème "Réussir la nouvelle étape sociale". Ces débats alimenteront, bien entendu, notre action et notre projet. Ils tracent, en tout cas, l'avenir proche et souligne notre détermination sur l'urgence du moment.
La réduction des inégalités participe, à l'évidence, de ce mouvement et la nouvelle étape sociale doit répondre à notre attente. Je l'ai dit dans une interview au "Monde", je ne développe pas davantage, nous en reparlerons demain, nous allons reprendre ce thème, mais au-delà, il nous faudra défricher de nouvelles terres et oser faire preuve d'audace et surtout d'imagination.
Peut-on réduire les dépenses militaires ? Oui. J'ai lancé le débat depuis près d'un an, parce que l'évolution de la situation internationale exige que nous engagions cette réflexion de fond. Parce que, devant les événements de l'est, nous ne saurions rester de simples spectateurs. Parce que les armes qui ont su

préserver la paix pourraient un jour provoquer la guerre si nous ne comprenions pas que, dans le monde d'aujourd'hui, à l'est comme dans le tiers-monde, la bataille est celle du développement économique et social. Et parce que nul ne garantit mieux un débat de qualité qu'une réflexion engagée en amont, j'ai demandé au délégué national chargé des problèmes de désarmement, Jean-Yves Le Drian, de constituer un groupe de travail sur ce sujet. Tous ceux qui pensent avoir quelque chose à dire sur ce problème, qu'ils se rassemblent, qu'ils travaillent ensemble, et que le Parti ait tout de même le courage, la lucidité et l'audace de dire quelque chose après les graves événements qui sont survenus, graves et joyeux d'une certaine façon.

L'essentiel est de discuter de tout cela au fond, de manière réaliste, de manière volontaire, et en prenant en compte les résultats des négociations de Vienne.

Une autre question à laquelle devra répondre notre projet concerne l'écologie. Ayons l'humilité de reconnaître que, dans ce domaine, nous avons beaucoup à faire !

Rappelez-vous des questions qui étaient posées aux Français où c'étaient toujours les Socialistes qui arrivent en tête, sauf lorsqu'on leur a posé le problème : est-ce que les Socialistes sont plus écologistes que les écologistes ? Et puis, de toute façon, reconnaissons aussi que le Socialisme est né davantage d'une forme de productivisme que d'une forme d'écologie.

Eh bien oui, faisons-le. Je voie, pour avoir dans ma majorité municipale des élus écologistes, quelles sont leurs préoccupations. Nous avons souvent les mêmes, mais il nous manque une réflexion d'ensemble que nous devrons retrouver dans le projet, nous avons un an pour la conduire et pour la communiquer à l'extérieur.

De même, nous devons nous interroger sur les rapports de travail de la prochaine décennie, ne pas laisser au seul SPD le soin de parler en Europe sur ces problèmes les voies et moyens d'instaurer une véritable démocratie salariale, d'autant plus que c'est nous qui, il y a dix ans, en avons donné le "la", dans les années 80. Et puis, on s'est tu presque complètement, et maintenant, en Europe, ce sont d'autres partis Socialistes qui parlent, et chaque fois que nous sommes à l'union des Partis Socialistes européens, j'aime autant vous dire qu'on entend parler de l'organisation du travail, on entend parler de la réduction du temps de travail.

De même, nous devrons nous interroger sur les rapports de travail de la prochaine décennie, les voies et moyens d'instaurer une véritable démocratie salariale, l'avenir de notre système audiovisuel ne se résume pas à la pub qu'on fait ou pas à la télévision, bien d'autres problèmes sont posés, les contours de notre organisation territoriale dans l'Europe de demain, les concepts de citoyenneté et de nationalité, le rôle de l'Etat, ainsi que les moyens de sauvegarder notre protection sociale.

Bref, le champ de nos investigations est immense et c'est pourquoi nous devons aussi réfléchir à l'instrument chargé de porter ce projet, c'est-à-dire notre Parti.

Deuxième volet de ce que je veux vous dire : un parti pour incarner le projet.

Notre Parti, nous le souhaitons tous plus fort. Pour cela, il doit d'abord être plus

Fondation Jean-Jaurès

solidaire. Nous avons réalisé une synthèse... Cette synthèse, en tant que Premier secrétaire, je dois m'efforcer de la faire vivre, et je pense que tous les responsables du Comité directeur, du Bureau exécutif, ont la même préoccupation.
J'ai dit samedi dernier à tous les Premiers secrétaires fédéraux que l'esprit de synthèse doit être aussi le leur. Ils ne sont pas les Premiers secrétaires d'un courant, ils sont les Premiers secrétaires dans les départements du Parti, et, par conséquent, de sa politique, de sa volonté de faire vivre une véritable synthèse.
Je redis ici devant le Comité directeur, et je pense que chacun en est conscient, que les courants ne doivent être ni omniprésents, ni omnipotents. Ils ne sauraient devenir des Partis dans le Parti, et il n'est pas davantage question qu'ils priment sur le Parti. En général, quand on dit cela devant les militants, rafale d'applaudissements. Je note que le Comité directeur reste silencieux...
(Applaudissements)
C'est dommage.
Aussi, je demande à chacun de réfléchir vraiment et d'être convaincu de cette évidence, et je demande aussi à chacun que les universités d'été des différents courants soient notamment consacrées au projet, et permettent ainsi de venir enrichir le pot commun et de nous retrouver à la rentrée, non pas en ayant écouté ce qu'ont dit les uns et les autres, et quelquefois les uns contre les autres, mais ce qu'ont dit les uns et les autres, pour nous permettre de commencer dans les meilleures conditions, l'étude de notre projet.
Mes chers camarades, nous vivons depuis longtemps avec les courants. Nous savons qu'ils peuvent représenter le meilleur des aiguillons, lorsqu'ils nous apportent leurs idées, mais aussi le pire des poisons lorsqu'ils ne deviennent que des instruments de pouvoir. Gardons le sens de la mesure dans l'organisation et la tonalité des débats.
Et là, je voudrais dire à Jean-Luc Mélenchon, avec fermeté, parce que je préfère prévenir par la réprimande que guérir par la sanction...
(Mouvements divers)
Je voudrais lui dire que, manifestement, le seuil de l'inacceptable a été, et de très loin, franchi par cette caricature grotesque mettant en cause le Premier Ministre. Et si des personnalités de gauche, et non des moindres, se livrent à des attaques mesquines et dérisoires comme celle dont a été victime Lionel Jospin, et qui a été relevé au Bureau exécutif et au Comité directeur, nous n'allons tout de même pas les imiter dans le Parti, où notre devoir est de les condamner.
(Vifs applaudissements)
Je ne rêve pas d'un parti monolithique. Je me réjouis qu'avec des idées, tes idées, les idées de tes amis, eh bien, vous vouliez faire bouger, voire même bouleverser, oui. Le débat est libre au Parti Socialiste, et tu sais que je ne suis pas le Premier secrétaire qui empêcherait de discuter, d'argumenter voire de polémiquer ! Mais il faut savoir s'arrêter. C'est ce qu'on n'a pas su faire collectivement à Rennes, c'est ce qu'on ne refera plus jamais, je l'espère, et individuellement il faut aussi savoir s'arrêter.
S'il doit être solidaire, notre Parti doit aussi être plus transparent. Il faut

Fondation Jean-Jaurès

souligner l'importance de la loi votée en janvier dernier sur le financement des partis politiques. Elle comble un vide juridique, en donnant à notre démocratie les moyens matériels de vivre dans la clarté et dans la légalité.
Henri Emmanuelli en a parlé tout à l'heure et il nous annonçait des mesures, leurs conséquences, et une réunion du Comité directeur sur ce sujet.
Ce que je tiens néanmoins à souligner - et je n'en ai jamais parlé au Comité directeur, et que le Parti est ainsi fait que nous n'avons pratiquement jamais pu en parler devant le Bureau exécutif - c'est que l'année écoulée a été une année d'épreuves pour le Premier secrétaire mais surtout pour notre trésorier, Henri Emmanuelli, dont je voudrais ici saluer le courage et le sens des responsabilités, et dont vous n'imaginiez peut-être pas les heures extraordinairement difficiles pour ceux que vous aviez mis au poste de responsabilité des finances du Parti.
(Applaudissements)
Au-delà, et en accord avec lui et toute la direction du Parti - je l'ai dit aux premiers fédéraux la semaine dernière et je le redis devant le Comité directeur - pour ma part je ne reviendrai pas sur ce sujet de sitôt. Le Parti Socialiste a fermé tous ses bureaux d'étude, 49 permanentes du Parti, tous les mois, avaient leur rémunération par ce financement extérieur.
Nous avons fait face à toutes ces situations, nous avons fermé les bureaux d'études, vendu ce que nous avions à vendre, essayé de reclasser une quarantaine ou une cinquantaine de camarades, tâche extraordinairement difficile. Nous l'avons fait. Nous sommes à ce jour le seul parti sans doute à l'avoir fait.
Une loi a été adoptée pour le financement des formations politiques et des campagnes électorales. Elle sera strictement appliquée.
Je vous demande, sans qu'il soit besoin de faire des circulaires, sans qu'il soit besoin de revenir sur ce sujet (on y reviendra pour notre organisation interne et vous voyez bien ce que je veux dire...), en rentrant dans vos fédérations, de provoquer la réunion statutaire pour que chacun nous entende bien.
Personne ne sera défendu, personne ne pourra faire jouer la règle de solidarité s'il est en dehors de l'application stricte de la loi que nous avons votée et qui sera, par conséquent, appliquée. Et quand on dit cela sur le plan national, il faut suivre sur le plan fédéral et il faut suivre sur le plan local.
Trois mois après son Congrès, le Parti Socialiste s'est remis au travail. Il a obtenu des résultats déjà significatifs à l'Assemblée Nationale. Eh oui, on ne le dit peut-être pas suffisamment, mais moi, je veux le dire, en remerciant d'ailleurs les présidents des groupes parlementaires, autant à l'Assemblée Nationale (Louis Mermaz) qu'au Sénat (Claude Estier). Il y a un entente vraiment parfaite entre le Parti, son groupe parlementaire au Sénat, à l'Assemblée Nationale et cela a tout de même donné des résultats.
L'accord entre les partenaires sociaux sur le travail précaire a été amélioré et ce n'était pas si simple que cela ; il faut saluer le travail effectué par Alain Vidalies, Thierry Mandon et Jean Le Garrec.
La loi sur le droit au logement a été adoptée.
Le statut du conseiller du salarié défini.

La création d'un impôt départemental sur le revenu a été engagée.
Et en ce qui concerne la taxe d'habitation, eh bien oui, le Parti s'est affirmé comme il doit bien le faire. Il n'essaye pas de chercher une épreuve avec le gouvernement, mais lorsqu'il est convaincu de son bon droit, eh bien, il le dit et il reste tranquillement sur ses positions. C'est ce que nous avons fait.
Bref, même s'il faut aller plus loin et plus vite, la nouvelle étape sociale commence à prendre forme et il faut le faire savoir.
J'ai dit tout à l'heure que, telles des abeilles, nous devions chercher le miel dans toutes les ruches. Mais, comme dans la célèbre parabole de Marx, s'il faut des abeilles, il faut aussi un architecte chargé de penser et de coordonner toute cette action. La direction du Parti s'en chargera et nous pouvons faire confiance à Michel Charzat, chargé d'animer cet immense chantier. Il en a l'habitude et le revoir à ce poste me rappelle des souvenirs qui me sont, somme toute, agréables, puisque c'était au lendemain de notre Congrès d'Epinay. Et même si, à l'époque, nous avions des discussions vives, qu'on me permette de dire, pour ceux qui voudraient se reporter à cette période, qu'il n'y avait tout de même pas le fiel que je vois quelquefois à travers la presse, ici ou là. Qu'on s'en souvienne aussi...
Les Secrétaires nationaux, les Secrétaires nationaux adjoints, les délégués nationaux auprès du Premier secrétaire ont été nommés. Les délégués auprès des Secrétaires nationales le seront la semaine prochaine. Le calendrier des Comités directeurs et des Conventions nationales a été fixé jusqu'en 1991. Une nouvelle organisation des Commissions du Comité directeur vous est proposée. Tout est en place pour que le Parti se mobilise et se consacre à son projet. C'est lui, bien sûr, qui doit être le véritable architecte de ce projet.
D'autre part, le Parti Socialiste s'ouvre sur l'extérieur. J'ai relancé cette semaine le groupe des experts doté d'un programme de travail ambitieux. Le Bureau exécutif a entamé avec la FEN une série de rencontres et de dialogues que nous poursuivrons avec toutes les organisations syndicales. C'est Claude Bartolone qui est chargé d'établir les liaisons et il le fait.
Si je vous dis tout cela, c'est parce que je crois urgent de cesser les auto-flagellations ridicules, urgent d'arrêter de marmonner, de ronchonner, de bougonner, surtout d'aller trouver la presse pour déverser devant elle rancœurs, amertumes, angoisses, jalousies ou mauvaise humeur !
Ce genre d'attitude ne rend service à personne, ni aux auteurs d'insultes (que le journaliste cache et qui se cachent... Qu'ils donnent des noms, les journalistes !), ni aux journalistes, dont je peux penser qu'il ne doit pas leur être agréable de raconter tous ces ragots, enfin... ni au Parti, ni à la politique en général. Au contraire, nous devons nous centrer sur les idées qui doivent nous rassembler et il est temps de nous mettre tous au travail.
Ensemble, mais aussi avec d'autres, et je voudrais finir en évoquant le troisième volet : la stratégie.
Une stratégie, bien sûr, pour porter le projet.
Le constat est simple : le Parti Socialiste est devenu la force prépondérante de la majorité présidentielle, la force prépondérante de la Gauche. Il ne veut pas pour

autant prétendre représenter à lui seul ni l'une, ni l'autre. En d'autres termes, c'est un parti de second tour qui a vocation à rassembler... à condition d'aller le plus loin possible, tout de même, au premier tour.
La question des alliances a toujours constitué l'un des débats centraux de notre Parti avant Epinay. Depuis lors, une chose tout au moins est claire : le Parti Socialiste doit d'abord rassembler à gauche et doit d'abord rassembler la Gauche.
L'organisation du débat démocratique tourne dans tous les pays autour d'un pôle conservateur et d'un pôle progressiste. Il n'est ni possible, ni souhaitable, de rechercher un prétendu accord, un soi-disant consensus autour de je ne sais quel front républicain. Il n'y aurait d'ailleurs pas de meilleur moyen pour libérer un espace béant pour le Front National.
Mais, pour autant, il ne s'agit pas de cela, demain, à Villeurbanne. Il ne s'agit pas d'une alliance lors d'un premier tour, où chacun peut défendre ses couleurs, mais d'un choix lors d'un second tour où ne subsistent que deux candidats.
La Droite considère que les Socialistes et l'extrême droite doivent être renvoyés dos à dos. Sa stratégie, c'est un étrange cocktail, avec une pincée de bons principes affirmés, mais dilués dans une grande dose d'indécision et d'hypocrisie.
Ce que j'observe, c'est qu'il est impossible à la fois de condamner moralement le Front National et de ne pas prendre politiquement des dispositions susceptibles de l'éradiquer.
Ce que j'attends, c'est de voir si la Droite va user de la même vigueur pour exclure du Comité de coordination de l'opposition, le CNI, qui a appelé à voter Front National, que celle dont elle a usé pour Alain Carignon, qui a appelé, lui, à voter Socialiste !
Qu'elle prenne ses responsabilités devant la France et les Français !
Ce que je crois en définitive, c'est que cette stratégie du dos à dos est incohérente et inconséquente.
Mais, pour ma part, dussé-je même être minoritaire sur ce point, je me battrai toujours pour barrer la route au Front National, quitte à voter pour un candidat de l'opposition, s'il est un républicain et un démocrate véritable. A vous, mes camarades, d'être clairs sur ce sujet et, si les politiques sont défaillants sur ce point, d'autres seront chargés d'alimenter la chronique par les médias.
Mais la perspective, c'est d'abord de préparer les états généraux de la Gauche.
Notre dialogue avec la sensibilité Communiste se poursuit et j'ai aujourd'hui une pensée pour Henri Fiszbin, qui nous a quittés et dont les analyses nous manquent beaucoup, mais tellement moins, d'une certaine façon, que sa présence amicale...
Je voudrais aussi saluer chaleureusement Louis Régulier, qui poursuit son œuvre, en souhaitant qu'il soit associé pleinement au dialogue avec les diverses sensibilités Communistes. Ce dialogue, en vue des états généraux de la Gauche, je l'ai déjà noué, puisque Claude Bartolone et moi-même avons signé un texte avec Claude Llabrès et les animateurs du forum progressiste.
Mais le Parti Socialiste doit rassembler sur ses deux flancs et, s'il doit

rassembler sur sa gauche, il doit aussi organiser l'ensemble des forces qui se situent dans sa mouvance. Voilà pourquoi la perspective, c'est aussi de nouer un dialogue plus institutionnalisé avec la France Unie qui doit trouver sa place dans la majorité présidentielle et l'aider à conquérir de nouvelles terres, même si le terme France Unie ne nous plait pas beaucoup...
J'ai rencontré Jean-Pierre Soisson, Michel Durafour, Zucharelli. Je souhaite que nous puissions le plus tôt possible, et sur votre mandat, commencer rapidement et dès la rentrée (mais peut-être même avant les vacances) à préparer des rencontres, et à penser, oui, aux prochaines échéances électorales. Je pense que c'est indispensable.
La perspective enfin, c'est d'engager une réflexion sur les rapports que nous souhaitons entretenir avec les écologistes. Moi, j'ai exprimé ma pensée sur ce point... je ne sais pas si nous sommes tous exactement sur la même longueur d'ondes... Eh bien, poursuivons le débat, mais faisons en sorte que les choses soient claires. Soyons toutefois conscients qu'une stratégie politique ne se définit pas de manière abstraite, mais qu'elle est étroitement liée aux modes de scrutin en vigueur.
Sur ce sujet, le Bureau exécutif s'est prononcé par deux fois. J'ajoute que ces débats au Bureau exécutif ont été cordiaux, de qualité et qu'il serait, mes camarades, totalement absurde d'en faire des enjeux de courants.
Je sais cependant que le Parti, à plusieurs reprises (et je pense qu'il est bien, sur un tel sujet, de l'écouter), a souhaité qu'il y ait un regroupement des élections départementales et des élections régionales de 1991 sur 1992.
En ce qui concerne le scrutin départemental et régional, à plusieurs reprises, y compris lorsque nous avons été devant l'opinion, devant les électrices et les électeurs, dans des textes qui ont été des textes du Parti, nous avons dit (et je vois que Jean-Marie Cambacérès approuve, il en a d'ailleurs souvent été l'artisan) que la loi municipal était bonne, acceptée par tout le monde, qu'on pouvait en faire une sorte de loi pour le scrutin départemental et régional.
Bon... Sur le plan départemental, on gardera celui qu'on a, et on nous dit : difficile de découper plus de 70 cantons...
Un autre scrutin est apparu, on en a discuté, le Bureau exécutif a estimé qu'il fallait s'en tenir à la position du Parti, qu'il avait maintes fois exprimée, et avoir par conséquent un scrutin majoritaire, avec une liste proportionnelle, une liste d'ailleurs qui aurait pu être régionale, mais nous proposons qu'elle soit départementale.
Je ne veux pas reprendre ici la discussion, je ne sais même pas si certains la reprendront, mais s'il est difficile de modifier 70 cantons, qu'est-ce que cela va être quand il va falloir créer 1800 circonscriptions ! Quel problème !
Et puis, il n'y a pas que cela.
Quelquefois, on nous demande : qu'est-ce qui se passe?... Eh bien oui, qu'est-ce qui se passe ?
On a une orientation à gauche. D'accord, un mode de scrutin, c'est fait pour avoir le plus d'électeurs possible, mais enfin, il n'est pas inutile tout de même qu'il soit en concordance avec, finalement, l'objectif que l'on se donne de

rassembler la Gauche.
Des cantons régionaux? Des régions entières ? Zéro Communiste élu ! Et dans des régions où ils gardent une implantation correcte, vous verrez le nombre d'élus...
Alors, les quelques régions qui nous restent, c'est l'union à gauche. C'est le cas dans le Nord Pas-de-Calais, c'est le cas dans le Limousin. Exercice difficile que de vouloir éliminer par un mode de scrutin celui avec lequel vous voulez faire une majorité ! Et encore plus difficile de faire voter à l'Assemblée Nationale, par un groupe politique, sa propre disparition !
Alors, disparition des Communistes, disparition des écologistes, disparition du Front National (ce serait bien)... Beaucoup de problèmes tout de même sont là posés.
Enfin, nous avons débattu calmement, tranquillement et nous avons pris nos décisions. Elles sont communiquées au Premier Ministre, tout à l'heure Jean-Claude Petitdemange vous en a parlé. Il appartient au gouvernement de nous dire quelle est sa copie et au ministre de l'Intérieur de la mettre en application. Le Parti a dit, à la fois sur le regroupement et sur le mode de scrutin.
Mes chers camarades, pour élaborer ce projet, il nous faut naturellement être en ordre de marche, il nous faut être ensemble.
Il est vrai que nous sommes dans des circonstances difficiles ; mais elles ne le sont pas seulement pour nous ; elles le sont davantage pour la Droite que pour nous ; et elles sont celles du monde, ces circonstances difficiles.
Il est vrai que nous sommes au pouvoir depuis près de 10 ans. Mais nous avons envie d'y rester. C'est parfaitement clair. Par conséquent, pour y rester, on a envie de connaître la recette. Eh bien, la recette, elle est relativement simple : aujourd'hui pour le Comité directeur ; demain pour la Convention nationale qui se tiendra en novembre ; demain pour tout le Parti : d'abord la cohésion, ensuite, avoir des idées.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, je voudrais d'abord vous communiquer les propositions qui ont été faites par les représentants des différents courants pour la constitution du présidium du Comité directeur.
Pour la motion 1, Yannick Bodin.
Pour la motion 2, Philippe Bassinet.
Pour la motion 3, Pierre Brana.
Pour la motion 5, André Billardon ;
Pour la motion 7, Catherine Coutard.
Ces cinq camarades constitueraient donc à mes côtés le présidium du Comité directeur.
Pas d'objection ?...
Merci.
Je donne la parole à Françoise Seligmann.

Fondation Jean Jaurès

Françoise Seligmann

Chers camarades, nous avons devant nous une période pendant laquelle nous serons libérés des contraintes électorales. Ne laissons pas passer cette occasion qui nous est donnée de réfléchir sur nous-mêmes et de nous remettre en cause. En particulier, et pour rester dans un domaine que je connais bien, il me semble que nous devons nous demander où en sont ces valeurs que nous prétendons défendre, si nous les avons bien défendues, et comment nous pourrons mieux les défendre.

Je pose ces questions parce que, selon moi, le Parti Socialiste n'est pas mobilisé comme il devrait l'être, devant la crise de confiance qui secoue notre société, qui nous atteint directement, qui facilite la progression de l'extrême droite, et qui, en fin de compte, s'attaque à nos valeurs. Faut-il, dans de telles conditions, pour se concilier plus facilement l'opinion, rechercher des compromis, au prix de concessions ? Telle n'est pas ma conviction. Il y a peut-être des accommodements avec le ciel ; il n'y en a pas avec la morale laïque. On ne transige pas avec les principes. Nos valeurs, la liberté, la justice, l'égalité, la solidarité, la tolérance, les Droits de l'homme sont les fondements de notre démocratie, officiellement reconnues, inscrites dans la Constitution. Tolérer qu'elles soient contestées c'est laisser fragiliser la démocratie. Leur défense exige notre vigilance. D'autant qu'elles sont toujours plus ou moins contournées, parfois abandonnées, et jamais définitivement acquises, car soumises aux fluctuations des majorités politiques qui se succèdent au pouvoir.

Souvenez-vous. Avant 1981, les gouvernements de droite sont de plus en plus répressifs : libertés syndicales méprisées, dénis de justice tolérés, provocations et bavures policières couvertes, assassinats politiques étouffés, droit de manifestation limité, médias en "liberté surveillée", etc.

Entre 81 et 86, sous les gouvernements Mauroy puis Fabius, l'état de droit est restauré, justice est rendue aux femmes avec les lois Roudy, aux travailleurs avec les lois Auroux, la lutte contre les inégalités est commencée avec l'impôt sur la fortune, des mesures sont prises en faveur des immigrés, l'indépendance et le pluralisme des moyens d'information sont assurés, etc.

86 : Chalandon et Pasqua succèdent à Robert Badinter et à Pierre Joxe. Dès leur arrivée, ils commencent à battre en brèche l'état de droit à peine restauré : lois Chalandon et Pasqua, charter des Maliens, remise en question du Code de la nationalité, mise en liberté des assassins de Hienghène, répression en Nouvelle-Calédonie, suppression de l'impôt sur la fortune, etc.

1989 : le gouvernement Rocard reprend l'œuvre entreprise en 81 : loi Joxe qui efface les abus de la loi Pasqua, accords Matignon sur la Nouvelle-Calédonie, instauration du RMI, rétablissement de l'impôt sur la fortune, etc.

Par ce survol, très sommaire, j'ai voulu mettre l'accent sur l'éternel conflit qui oppose la Gauche et la Droite dans le domaine des valeurs. Un conflit inéluctable au moment où nous abordons, dans un contexte particulièrement difficile, le problème crucial de l'intégration des immigrés.

Je me suis déjà souvent exprimée sur ce problème. Je ne le traiterai donc pas ici, d'autant plus que j'ai approuvé l'ensemble des propositions faites par les

Socialistes à la table ronde de Matignon. Mais des mesures techniques, si bonnes soient-elles, ne sont pas suffisantes pour combattre le racisme, autrement dit la peste, tant ce mal est contagieux. Il s'agit d'enrayer l'escalade pernicieuse des incompréhensions, des peurs, des égoïsmes, des ressentiments, des agressivités qui empoisonnent les relations humaines entre Français et immigrés et, de proche en proche, entre Français. Le Pen a ressuscité la recette commode, vieille comme le monde, du bouc émissaire. Ses arguments portent, bien au-delà des électeurs de l'extrême droite. Déjà, à Villepinte, la Droite a repris à son compte les deux tiers du programme du Front National. Nous sommes confrontés à un climat général et à des tensions d'ordre psychologique, qui ne sont pas facile à maîtriser sur le terrain, en particulier dans les municipalités où la cohabitation des communautés crée de réelles difficultés dans la vie quotidienne.

Raison de plus pour conserver précieusement le crédit dont nous disposons encore auprès de l'opinion. Pour conserver ce crédit faut-il choisir la prudence et la défensive ou faut-il affirmer nos convictions sans faiblir ? C'est le débat que nous avons eu au Bureau exécutif, à propos du droit de vote des immigrés. Selon moi, après que la Droite nous ait sommé d'abandonner cette proposition, toute concession de notre part était un signe de faiblesse. Il fallait tenir bon. J'avais proposé l'amendement suivant à notre texte : "Le Parti Socialiste demeure persuadé que les étrangers résidant régulièrement dans une commune, y travaillant, et tenus d'y acquitter, au même titre que les Français, les impôts, les taxes locales et les cotisations sociales, devront avoir dans l'avenir le droit de voter aux élections locales, comme c'est déjà le cas sous des modalités diverses dans plusieurs des pays de la Communauté européenne. Cet objectif est un facteur essentiel de leur intégration".

Je regrette que cet amendement n'ait même pas été pris en considération. Je regrette que l'ambiguïté quelque peu hypocrite du texte adopté ait pu prêter à des interprétations diverses. C'est d'ailleurs pourquoi je me suis abstenue.

Autrefois, dans des circonstances tout aussi difficiles, nous savions rester fermes sur nos positions. Ainsi, en 1980, nous étions en pleine psychose de l'insécurité, on ne parlait que de l'aggravation de la délinquance, du laxisme des juges, de la nécessité d'une restriction des libertés pour mieux protéger le citoyen. L'opinion avait été bien conditionnée. L'opération "sécurité-liberté" paraissait électoralement payante pour Giscard, à quelques mois de l'élection présidentielle. Et pourtant, François Mitterrand a bravé l'impopularité en faisant campagne contre la loi Peyrefitte. Les électeurs ont tranché. Ce qui prouve que les calculs par trop électoralistes ne donnent pas toujours les résultats escomptés. En règle générale, il me semble qu'un grand parti comme le nôtre ne doit pas déterminer sa politique les yeux fixés sur les sondages d'opinion. Notre rôle n'est pas de suivre les électeurs mais de les informer et de les convaincre. Est-ce naïveté de ma part ? Je ne le crois pas. On ne peut pas innover sans bousculer les habitudes de penser et de vivre des gens. Dans tous les domaines, les avancées se sont d'abord heurtées à l'incompréhension, parfois même à l'hostilité, et pour les obtenir, il a fallu vaincre les résistances par des campagnes d'explication longues et périlleuses. C'est ce qu'a fait le Parti Socialiste avant 81, et il a été le

ferment d'une irrésistible aspiration au changement, grâce à la mobilisation exceptionnelle de ses militants. Mais n'oubliez pas que les militants les plus dynamiques sont aussi les plus motivés. Ils attendent de nous, qui ne sommes que leurs mandataires, la même constance. Ne les décevons pas si nous voulons pouvoir encore faire appel à leur dévouement. Un parti qui, arrivé au pouvoir, négligerait de poursuivre les campagnes qu'il a menées dans l'opposition, risque fort de se couper de ses meilleurs éléments.
Je crois, d'autre part, que nous n'aidons pas le gouvernement lorsque nous confondons ses responsabilités et les nôtres. Il n'est certes pas question de lui marchander notre soutien. Mais le gouvernement est le gouvernement de tous les Français. Nous sommes le Parti des Socialistes. Il est dans la nature du pouvoir, qui a la charge de maîtrise les tensions de la société, de concilier les points de vue opposés et de rechercher des compromis entre le souhaitable et le possible. Encore faut-il que nous l'aidions en faisant contrepoids aux exigences de la Droite. C'est ce que nous avons fait dans le domaine social, et nous pouvons nous satisfaire des résultats que nous commençons à obtenir. C'est ce que nous devons faire dans tous les domaines.
Enfin, et pour conclure, je pense que nous avons notre par de responsabilité dans la crise morale qui secoue notre société (je limite volontairement mon propos à nous-mêmes, faute de temps). J'observe que le taux élevé d'abstentions, qui nous atteint, manifeste une perte de confiance en notre Parti. J'observe qu'un fossé se creuse entre les citoyens et les partis, comme si la politique se vidait lentement de son contenu noble pour être reléguée au rang de banale activité professionnelle. En même temps, je suis choquée de l'image que nous donnons de nous-mêmes. Un parti dominé par ses querelles internes, forcément ésotériques, vues de l'extérieur, et par conséquent, impopulaires, se condamne à passer à côté de l'essentiel. Nous ne pouvons pas continuer, chers camarades, à nous diviser et à nous subdiviser de courants en sous-courants, de sous-courants en sensibilités. Nous ne devons pas continuer à gaspiller notre temps, nos énergies, nos passions à cultiver les différences qui existent entre nous. Ne laissons pas les arbres nous cacher la forêt. Malgré les tensions du débat, les délégués du Congrès de Rennes avaient bien compris où est la priorité, lorsqu'ils ont été unanimes à approuver le lancement d'une grande campagne contre le Front National, proposée par Laurent Fabius. Sans faire de catastrophe, prenons au sérieux les dangers qui menacent nos valeurs, et faisons passer leur défense avant toute autre considération personnelle. Dans cet esprit, permettez-moi de vous rappeler, en conclusion, les célèbres vers d'Aragon :
"Celui qui croyait au ciel / Celui qui n'y croyait pas.
Quand les blés sont sous la grêle / Fou qui fait le délicat.
Fou qui songe à ses querelles / Au cœur du commun combat".

Le président - Je donne la parole à Gérard Lindeperg.

Gérard Lindeperg

Chers camarades, depuis notre Congrès, Marcel Debarge et Pierre Mauroy

viennent de le rappeler, la plupart de nos débats et de nos actions ont eu pour objet l'extrême droite, le racisme et tous les problèmes liés à l'immigration. Aujourd'hui, il m'apparaît utile d'en tirer un premier bilan.

Je crois que le principal intérêt de notre campagne contre le racisme et contre l'extrême droite est d'avoir lancé le mouvement. Personne ici ne pense que nous en sommes quitte avec Le Pen et qu'après deux séries d'affiches nationales nous pouvons passer à un autre sujet. Chacun sait bien que le plus difficile est devant nous et il nous appartient, dès ce Comité directeur, de fixer les prochaines étapes.

Pour qu'une campagne de cette nature ait un impact réel, il faut, je crois, l'accompagner sur un temps suffisamment long afin que l'ensemble du Parti soit mobilisé. Cela suppose des dossiers argumentaires envoyés dans les sections, des journées nationales de formation pour nos cadres fédéraux et une bonne articulation entre l'action du Parti et celle des élus, et notamment des maires.

Je propose donc que notre Comité directeur mandate le prochain Bureau exécutif pour arrêter un programme précis de travail à mettre en œuvre dès septembre. Car, aussi importante que soit la préparation de notre projet, nous ne saurions, pendant un an, abandonner le terrain au Front National, pendant que nous serions totalement absorbés par les critères de notre plate-forme législative.

Mais l'approfondissement de notre campagne ne sera efficace que si nous avons une stratégie claire et offensive. Comme aiment à le rappeler certains responsables du Front National, le point 1 du programme Le Pen est l'immigration, le point 2 est l'immigration et le point 3 c'est l'immigration. Il n'y a donc rien de plus urgent que de déminer ce terrain, et parce que la capacité d'attraction de Le Pen repose sur l'irrationnel, voire sur la fantasmagorie, il n'est rien de plus urgent que d'aborder ce thème avec la force de la raison.

Nous serons d'autant plus convaincants que nous ne serons pas les seuls à dire certaines choses. Par exemple le constat sur les chiffres de l'immigration ou sur les pourcentages comparables d'ailleurs à ceux que nous avons connus à d'autres périodes de notre histoire doivent être soustraits chaque fois que c'est possible des polémiques entre la Gauche et la Droite.

Je dis très clairement que toute mise en commun des forces républicaines vers plus d'objectivité dans le constat ne peut être qu'un recul pour le Front National.

Tel était, je pense, le sens des tables rondes du Premier Ministre qui ne cherchait pas à trouver un consensus à tout prix, mais à trouver un accord sur l'état de la situation et un minimum d'objectifs.

Toute avancée vers l'objectivité réduit d'autant le champ passionnel sur lequel prospère le Front National.

Mais, et c'est évident, cette démarche du rationnel doit s'accompagner d'une meilleure prise en compte des ressorts psychologiques et des pulsions qui poussent une partie de notre électorat vers l'extrême droite.

C'est pourquoi je continue à penser, comme je le faisait il y a cinq ans dans une contribution au Congrès de Toulouse, que nous aurions intérêt à créer une cellule de réflexion qui comprendrait non seulement des politiques, mais aussi des historiens, des psychologues, des sociologues.

Cela dit, contrairement aux déclarations de certains d'entre nous, nous ne partons pas de rien sur cette question. Alors que l'on entend répéter sur tous les tons que le Parti ne travaille pas, que le Parti ne réfléchit pas, je voudrais rappeler que l'ouvrage que j'ai publié, qui a été distribué à l'entrée de la salle tout à l'heure, et que j'ai publié, il y a quelques mois, à la suite d'un travail mené par le secrétariat aux Droits de l'homme, que cet ouvrage comporte un chapitre d'une trentaine de pages d'analyses et de l'actions contre le Front National, et qu'un tiré à part a été expédié dans toutes les fédérations, mais s'il est faux de dire que le Parti est en friche permanente, il est vrai, par contre, de constater que beaucoup d'initiatives des Secrétariats nationaux restent mal connues, non seulement à l'extérieur, mais même des militants. Et si j'en crois certaines déclarations de nos responsables les plus éminents, nous aurions donc grand intérêt à réfléchir aux moyens d'améliorer notre communication interne comme le proposait tout à l'heure Pierre Mauroy. Je pense par exemple à la série des colloques organisés pendant une année par Gérard Collomb qui n'ont pas eu l'audience que le contenu de leurs travaux méritait.

Le deuxième volet réside bien sûr dans les mesures concrètes prises par le gouvernement en faveur de l'intégration. Il nous appartient de faire connaître ou d'expliquer qu'elles ont besoin de temps pour réussir. Et, à cet égard, ce qui s'est passé pour l'insécurité devrait nous servir de moyen pédagogique pour parler de l'immigration.

Souvenez-vous de thèmes des campagnes cantonales de 1982, municipales de 1983 et même législatives de 1986 : droite et extrême droite défendaient les mêmes thèses sur l'insécurité qui était à l'époque une des toutes premières préoccupations des Français.

Le rétablissement de la peine de mort et les mesures de type "tout répressif" qui constituaient les solutions miracles de la Droite et de l'extrême droite françaises sont celles-là mêmes qui ont été utilisées par beaucoup d'états américains depuis une quinzaine d'années. Or, aujourd'hui le bilan est accablant : hausse vertigineuse de la petite délinquance, de la toxicomanie, de la violence quotidienne ; forte progression de la criminalité, y compris de la très grande criminalité ; et, désormais, les responsables américains s'intéressent de très près à ce que nous avons fait depuis le début des années 80, n'hésitent pas à parler du modèle français de prévention de la délinquance et décernent à notre camarade Gilbert Bonnemaison le prix de la fondation Milton Eisenhower.

Dès 1983, nous avons eu une décélération de la hausse de la délinquance et une inversion de la courbe dès 1985. C'est la preuve de la faillite des slogans à l'emporte pièce et des solutions simplistes. C'est la preuve du succès du travail en profondeur qui demande du temps et une bonne articulation de mesures, c'est vrai, souvent complexes mais qui est le seul à donner des résultats dès lors que l'effort est continu.

La Droite a mis en sourdine ses thèmes après 1986 et l'extrême droite elle-même, en dépit de l'exploitation cyclique et j'ajouterai cynique, de meurtres d'enfants en faveur du rétablissement de la peine de mort, n'arrive plus à en faire un axe central de mobilisation.

Il nous appartient de mener cette bataille d'explication car si nous ne le faisons pas, qui le fera à notre place ?
Il nous appartient d'expliquer que ce que nous sommes en voie de réussir pour la sécurité, nous pouvons le réussir pour l'intégration. Toutefois, si la bataille politique sur l'immigration doit être menée, nous aurions tort de nous y enfermer et de nous engluer sur le terrain choisi par le Front National.
Le troisième volet de notre action consiste à débusquer Le Pen, à l'obliger à changer de terrain. Le Front National a rédigé un programme. Monsieur Maigret vient de publier un livre. Nous en savons assez pour situer la bataille sur le terrain social et faire savoir que voter Front National c'est voter pour la suppression du SMIC, voter Front National c'est voter pour le démantèlement complet de la sécurité sociale, c'est voter pour la remise en cause de la législation du travail. Et pour mener ces difficiles combats avec suffisamment de force, il faut que nous soyons cohérents.
Or, la première condition de la cohérence suppose que chacun de nous assume entièrement les choix de notre Parti. Car le trouble que nous faisons trop souvent naître dans nos rangs et l'incertitude que nous provoquons chez nos électeurs ne naissent pas de nos décisions elles-mêmes mais de la manière dont elles sont commentées et dont elles sont assumées ou, plus exactement, non-assumées.
A cet égard, notre décision sur le droit de vote des étrangers est tout à fait révélatrice. A ma connaissance, il est peu de décisions qui aient été préparées avec autant de soin : un groupe de travail parti/groupe parlementaire, des textes soumis à trois bureaux successifs, des amendements proposés par tous les courants, une décision unanime moins une abstention ; bref, tout le contraire d'une décision précipitée, mais une décision - Pierre Mauroy l'a rappelé tout à l'heure - qui ne pouvait pas attendre. Car, que n'aurait-on pas dit si le Premier secrétaire s'était rendu à la table ronde de Matignon sans un mandat clair de la direction du Parti ? Et je dis que la méthode qui consiste à prendre des distances 24 heures après une décision arrêtée collectivement n'est pas acceptable. Et le contenu des arguments utilisés ne l'est pas davantage.
Nous ne pouvons pas accepter de voir caricaturalement opposer ceux qui resteraient fidèles à nos principes, à ceux, sous entendu, qui les braderaient. Nous sommes tous d'accord sur le même objectif qui est celui de l'intégration. Nous divergeons sur les moyens et certains parmi nous faisaient du droit de vote une espèce de préalable à l'intégration, d'autres considéraient que dans le contexte actuel, il était préférable de le situer dans un processus et de l'envisager comme le signe et l'aboutissement d'une intégration réussie.
Certains considèrent ce point comme capital, d'autres comme secondaire au regard du logement social, de l'emploi, de l'éducation et de la formation professionnelle
Certains pensaient que cette revendication devait continuer à être brandie même si on ne la réalisait pas, d'autres déploraient le fait qu'on cumulait tous les inconvénients à parler sans cesse d'une réforme qu'on ne faisait jamais.
Je rencontre beaucoup d'immigrés et l'immense majorité d'entre eux ne met pas cet objectif au cœur de ses revendications, tous redoutent, par contre, de devenir

les otages d'une polémique politicienne ou le prétexte à des positionnements qui n'ont rien à voir avec la défense de leurs vrais intérêts.
Il faut le dire, ce débat passait à l'intérieur de nos courants et nous sommes arrivés à une position équilibrée et adaptée au contexte politique.
Aujourd'hui, il faut être clair : nous n'avons pas à nous en justifier de manière plus ou moins honteuse, mais nous devons assumer clairement un choix favorable à l'intérêt bien compris des populations d'origine étrangère.
Dans ce domaine, comme dans d'autres, s'il faut parler vrai et décider juste, encore faut-il que la décision soit loyalement assumée par tous.
Mes camarades, le Congrès de Rennes est terminé. Si nous voulons redonner une nouvelle image de notre Parti, commençons par parler d'une même voix, si nous voulons préparer efficacement les prochaines échéances, commençons à opposer à la Droite, à l'extrême droite un bloc de cohérence à travers l'unité du Parti et le soutien au gouvernement.
C'est la condition préalable à notre succès aux prochaines échéances.
Je souhaite que nous en soyons tous convaincus et que nous agissions en conséquence.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La parole est à Michel Debout, ensuite ce sera Fabius et en fin de séance, je donnerai la parole à Mélenchon pour fait personnel.

Michel Debout

Mes chers camarades, nous voici assurés au moment du rendez-vous que nous nous sommes fixés à nous-mêmes lors du Congrès de Rennes, que le Président de la République appelle de ses vœux, que le Premier Ministre s'est engagé à mettre en œuvre : la nouvelle étape sociale.
Nouvelle, pourquoi ? Moins parce qu'elle vient à la suite d'une autre mais parce qu'elle s'adresse à une autre catégorie de concitoyens.
La société française et son salariat ont éclaté aujourd'hui en trois groupes et Pierre Mauroy d'ailleurs l'a repris dans son article paru hier dans Le Monde.
Il y a ceux qui gagnent, et dans le monde d'aujourd'hui où l'apologie de la réussite individuelle sert de plus en plus de modèle, ils constituent actuellement la référence.
Il y a ceux qui s'en sortent mais, ils sont de plus en plus nombreux, ils s'en sortent difficilement, y compris dans la fonction publique, et notamment la fonction publique territoriale.
Enfin il y a ceux qui sont sur la touche. Pour ces derniers, notamment les chômeurs sans revenus, le gouvernement dès son installation a entrepris une politique urgente hier et toujours nécessaire aujourd'hui, de réinsertion par le RMI, par les contrats emploi-formation, par les effets de croissance sur l'emploi.
Il fallait le faire, il faut continuer car ils restent trop nombreux sur le bord du chemin.
Mais aujourd'hui, il s'agit de la masse de tous les autres, ceux qui ont un emploi,

Fondation Jean Jaurès

mais modeste, ceux qui sont au SMIC, qu'ils l'étaient il y a vingt ans et qui le sont encore aujourd'hui.
Bref, tous ceux qui se sentent les exclus de la croissance. Comment pourraient-ils au moment où l'argent s'étale, où l'argent devient arrogant, comment pourraient-ils eux qui suivent le Mondial, on parlait de cyclisme tout à l'heure et qui savent le prix d'un coup de pied dans le ballon, au moment où le prix des œuvres d'art atteint les sommets que l'on sait, que la spéculation foncière n'a jamais été aussi rentable, comment pourraient-ils ne pas se sentir à l'écart de ce mouvement que connaît notre économie aujourd'hui ?
C'est parce qu'ils se vivent comme des exclus, des exclus de la croissance, qu'ils rejoignent le bataillon des autres et nous savons bien que ceux qui sont ou qui se sentent exclus sont les plus vulnérables aux discours de ceux qui prônent l'exclusion, surtout mes camarades, surtout ne les opposons pas.
Hier il s'agissait en priorité de s'attaquer aux problèmes des sans ressources, des chômeurs notamment de longue durée, des personnes sans qualification ; aujourd'hui il faut mettre dans le coup toutes celles et ceux qui restent à la marge du progrès.
C'est l'un et l'autre qu'il faut faire, même si tout ne pourra pas être fait facilement. Ne disons surtout pas qu'on ne peut progresser dans le domaine des salaires, parce qu'il y a encore trop de gens sans travail, mais et mes camarades c'est là le cœur de notre discussion : comment réussir cette nouvelle étape sociale ?
Pour nous, et nous l'avons déjà dit depuis longtemps il y a deux exigences, puisque nous n'apporterons réponse qu'à travers la politique contractuelle, qu'à travers la négociation entre les partenaires sociaux. Il faut que les conditions politiques soient remplies pour que cette négociation débouche réellement sur un contrat de progrès, pour l'ensemble des salariés, et principalement pour les bas et moyens salaires, mais à cela, pour y parvenir, il faut deux conditions.
La première, le gouvernement doit être partie prenante, il doit également en ce qui concerne ses propres salariés montrer la voie. Lorsque nous disons cela, lorsque nous disons qu'il y a une forte attente dans le pays, que les salariés sont pressés, est-ce que nous faisons alors, en disant cela, de l'anti-rocardisme primaire ? Alors que lorsque le Président de la République, bien sûr avec son autorité, insiste sur les inégalités dans le travail, dans les revenus, alors lui il serait le meilleur soutien de son Premier Ministre.
Ne nous perdons pas, mes camarades, dans ces jeux stériles, c'est tous ensemble que nous avançons.
Oui, le gouvernement, Michel Rocard a eu raison d'insister sur la nécessité, non seulement d'augmenter les bas salaires, mais surtout de proposer un profil de carrière pour l'ensemble des salariés, ce qui suppose d'ailleurs une réflexion sur les formations initiales, et permanentes de ces derniers.
Nous savons bien et nous admettons qu'une telle perspective ne peut aboutir que dans une négociation relativement longue, dont le Premier Ministre lui-même a fixé les étapes.
Le gouvernement a montré l'exemple en ce qui concerne la réforme de la grille

Fondation Jean Jaurès

de la fonction publique, mais il reste urgent, après les mots il faut les faits. Les salariés sont en attente et la réponse ne saurait attendre 1992, c'est bien sûr la possibilité pour les pouvoirs publics d'augmenter le SMIC, en connaissant en même temps les risques de maniement intempestif de cet indice, c'est la nécessité pour le gouvernement d'en terminer avec la négociation sociale dans le secteur public, qui pèse aujourd'hui sur l'ensemble des relations avec les fonctionnaires et qui masque malheureusement la grande réforme dans laquelle le gouvernement s'est engagé : modernisation du service public, modernisation pour les fonctionnaires mais aussi modernisation pour les usagers.
Enfin, et c'est une proposition qui n'est pas nouvelle dans notre bouche, enfin le gouvernement peut mettre au pot de la négociation à venir, s'il en décide, une partie des cotisations sociales qu'il aura fiscalisées, mais à la condition que le patronat fasse un effort analogue et que les sommes ainsi disponibles soient réellement utilisées pour l'amélioration des bas et des moyens salaires.
Voilà pour ce qui est de la première condition. La seconde, mes camarades, elle nous concerne plus directement. La deuxième condition est celle de la mobilisation des salariés, la négociation ne réussit que si les représentants du salariat s'appuient sur un mouvement, si on fait pression sur le patronat.
C'est bien entendu d'abord l'affaire des organisations syndicales, mais cela nous regarde aussi, comme l'ont exprimé avec force les militants du secteur entreprise réunis samedi dernier.
D'ailleurs mes camarades, il faut y réfléchir un instant, lorsque les salariés ne croient plus à la vertu du mouvement social, ils ne sont plus loin de ne plus croire à la vertu de l'action politique et alors ils votent avec leurs pieds !
Lorsque Bernard Tapie nous encourage à nous lever le derrière, tout le monde applaudit, mais lorsque certains appellent des militants Socialistes à se mobiliser, cela parfois prend l'air de propos incongrus.
Nous proposons au Comité directeur qu'il lance dès lundi à la suite de la réunion de demain, sur les inégalités, réunion nécessaire, mais insuffisante, si elle n'est pas relayée dans les sections, dans les fédérations, par une large expression de tous les Socialistes, nous proposons une campagne de mobilisation.
Bien entendu, on nous dira qu'on est à quinze jours des vacances !
(Rires)
Hier, on nous disait que l'on était à trois mois de notre Congrès. D'attente de vacances en préparation de Congrès, il ne faut pas que notre Parti oublie qu'il est d'abord une force qui doit peser, qui doit s'exprimer dans le mouvement social.
Oui, mes camarades, réduire les inégalités c'est bien la meilleure façon, ce doit être en tout cas notre façon de faire reculer Le Pen. Et donc j'en viens naturellement à l'élection de demain à Villeurbanne, et Marie-Thérèse Mutin interviendra aussi sur ce sujet tout à l'heure.
Les choses pour nous sont claires, notre candidate Nathalie Gautier, la candidate Socialiste est la seule qui défende la démocratie, les valeurs de la République. Tous ceux qui sont de ce combat là doivent voter sans hésitation pour elle, et bien sûr on ne peut que se féliciter lorsque des responsables politiques, qui ne

sont pas de notre camps appellent avec un certain courage à un tel vote.
Mais ceci ne doit pas nous entraîner à la confusion, il ne peut y avoir de soi-disant front républicain, ce serait la meilleure façon de faire encore progresser Le Pen dans l'opinion et dans l'électorat.
Nous devons rester nous-mêmes, et je l'ai dit, d'abord en répondant à l'attente des salariés.
Quant à la Droite il lui appartient à elle-même de faire le ménage, si elle veut vraiment lutter contre Le Pen, qu'elle arrête de gérer avec les représentants de ce mouvement villes, départements et régions !
Il faut tordre le cou à cette fable selon laquelle ce sont les Socialistes, par calcul politicien, qui ont fait progresser dans notre pays l'extrême droite. Pierre Bérégovoy a écrit là-dessus, ce qu'il fallait dire dans son article du "Monde".
Souvenons-nous, et je m'en souviens, puisqu'il m'était donné l'occasion d'y aller à cette époque, de la campagne de 1986 à Marseille, notamment sur ces affiches où l'on faisait le compte journalier des crimes et délits dans cette ville.
Non ! Le discours contre les journalistes juifs de M. Gaudin n'a pas dérapé, il est dans la ligne même de son comportement politique depuis de nombreuses années, des alliances qu'il a passées avec le Front National. Où pourrait-il trouver ailleurs que dans sa propre politique les explications de la montée du vote extrémiste dans sa région ?
C'est comme cela, en tournant résolument le dos à toute confusion Gauche/Droite, en retrouvant un discours clair sur nos valeurs et mobilisateurs, que nous nous préparons au mieux pour les prochaines échéances de 1992 et de 1993.
Mais puisque j'en étais à l'élection de Villeurbanne un mot maintenant sur le mode de scrutin concernant les élections cantonales et régionales à venir. Nous sommes d'accord pour le report envisagé d'élections cantonales qui permettra de rassembler ces élections avec celles du Conseil régional.
Quant au mode de scrutin de ce dernier, nous savons tous qu'il s'agit d'une matière difficile, et en même temps importante, car les législatives suivront de près.
Pour nous, le meilleur scrutin reste celui qui réduira au maximum les élus de la Droite extrême. L'Assemblée sera saisie de notre projet, qui d'ailleurs, et ce n'est pas sans conséquence, aura besoin d'une majorité pour être voté seulement à la prochaine session.
Alors, mes camarades, je vous le dis tout net, il n'y a pas urgence, nous avons le temps pour arrêter définitivement notre choix, mais la montée de l'extrême droite, qui s'exprime dans notre pays, n'est malheureusement pas un phénomène particulier, hexagonal ; partout dans le monde c'est la montée de l'extrémisme, de l'intégrisme, du repli frileux sur la terre et non sur l'histoire, Israël qui se donne le gouvernement le plus droitier qu'il a connu, l'intégrisme islamique qui déferle sur le Maghreb, les montées du conservatisme idéologique qui se parent de la vertu de la morale, aux Etats-Unis et en Pologne, c'est comme si à la suite de l'effondrement du Communisme, il n'y avait plus qu'un repère, celui du renouveau de l'ordre moral.

Fondation Jean Jaurès

Alors, vous me permettrez de clore, et j'ai choisi à dessein ce mot, mon propos sur la réouverture des maisons de tolérance. A la suite des déclarations de Mme Barzach, qu'il serait plus judicieux d'appeler aujourd'hui "Mme Nostalgie" nous avons, Yvette ROUDY et moi-même, immédiatement réagi. Non, on ne peut pas revenir quarante ans en arrière !
Les maisons closes c'est pousser un peu plus les femmes victimes de la misère dans les bras du proxénétisme et de ses réseaux internationaux.
(Applaudissements)
Est-ce que l'abattage est moins sordide lorsqu'il se pratique derrière les murs à l'abri des regards de la bourgeoisie ainsi rassurée ?
Mais au-delà, nous savons - je ne veux pas en apporter la démonstration bien que je pourrais donner quelques arguments sur ce point - que de telles mesures seraient inefficaces pour apporter une réponse au problème qu'elle prétend ainsi vouloir régler.
Non le sida ne sera pas combattu de cette façon là. Il le sera par une forte politique de responsabilisation de tous, engagée par notre ministre de la Santé, d'explication partout où c'est utile, et notamment à l'adresse de la jeunesse. Il faut que cette politique dispose de moyens à la hauteur de la gravité de la situation.
Sachons, mes camarades, que Paris, d'après les dernières estimations, est la ville d'Europe qui a connu le plus fort taux de croissance de sujets séropositifs. Cette question, mes camarades, même si elle peut évoquer ici ou là quelques sourires, n'est pas pour moi et ne doit pas être pour nous une question secondaire.
En parlant des maisons closes, on parle bien d'enfermement et d'exclusion. Jusque là il semblait exister un accord, y compris avec Mme Barzach, lorsqu'elle était ,ministre de la Santé, pour rejeter avec force toute proposition d'exclusion à propos de cette maladie.
Alors, il faut y prendre garde, lorsqu'on veut protéger des prostitués du sida, en les enfermant dans des maisons closes, faisons attention que demain on nous proposera d'enfermer les sujets atteints de cette maladie dans d'autres maisons pour les protéger eux de la prostitution.
J'aurais souhaité que sur une telle question les ministres parlent avec plus de fermeté et en tout cas plus de cohérence. J'ai bien entendu les propos de Michèle André et je les approuve, j'aurais souhaité que les autres ministres les reprennent à leur compte.
Un dernier mot sur cette question, parce que Mme Barzach certainement à la recherche d'un coup médiatique a lancé avec légèreté sa proposition, les médias s'en sont immédiatement emparés comme s'il s'agissait d'un événement national.
Les radios, la presse écrite en ont fait la "Une" de nos journaux, il a fallu que toute affaire cessante chacun réponde à la proposition exprimée, comme si on allait demain réellement se lancer dans une telle politique.
Pourquoi est-ce que je dis cela ? Parce qu'à travers ce non-événement, nous devons réfléchir sur la manière dont la presse, aujourd'hui, agit sur l'opinion voire la forge. Nous nous sommes à juste titre préoccupés dans les jours récents

des manipulations d'informations mais aussi d'image, notamment en Roumanie, mais peut-être pas seulement en Roumanie.
Est-ce que de tels faits ne sont pas à notre porte aujourd'hui ? Prenons garde, mes camarades que demain nous ne soyons pas réduits à l'état de simples spectateurs d'un film sur le scénario duquel nous n'aurions plus aucune prise.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Laurent Fabius...

Laurent Fabius

Mes camarades, au cours de ces derniers jours, j'ai eu l'occasion comme j'imagine beaucoup d'entre vous de tourner dans mon département, de voir les électeurs et les militants, et dans les départements voisins, et j'en ai retiré le sentiment suivant, c'est la première remarque que je ferai, qui concerne aussi bien nos militants que nos électeurs, pas mal d'incertitude, d'hésitation, d'interrogation, en particulier chez nos militants, chez nos électeurs aussi, sur l'éternelle question : comment mieux faire apparaître la distinction Droite/Gauche ? Et en même temps, une demande adressée à nous tous, que j'appellerai une demande d'espérance, et souvent contre-coup du Congrès de Rennes, une forte demande exprimée comme une demande d'unité.
Ce sont des choses complexes, parfois complémentaires, parfois contradictoires, mais ce sont ces sentiments là que j'ai recueilli dans mes contacts avec les uns, avec les autres, et je crois que si notre Comité directeur et si notre réunion de demain doivent être utiles, c'est pour essayer de trouver un fil qui permette de répondre à quelques-unes de ces questions.
Le deuxième constat que je voudrais faire est issu
d'une réunion que nous avons tenue samedi et dimanche derniers au Pré Saint-Gervais, chez Marcel Debarge, avec un certain nombre de responsables de la motion "Egalité", et qui doit nous faire réfléchir sur le point suivant. Ces réunions n'étaient pas ouvertes à la presse, c'est pourquoi beaucoup de choses ont été dites, il y a eu un compte-rendu ensuite fait, et j'ai été frappé, comme tous les camarades qui ont assisté à cette réunion, par un contraste - ce n'était pas d'ailleurs la première fois que cela arrive mais il faut que nous réfléchissions soit en termes courants, soit en termes collectifs, à la façon de nous y prendre - par un contraste entre deux éléments: d'un côté, l'existence de propositions bonnes, avec un climat tourné vers la construction, et de l'autre, un commentaire de presse souvent acide, comme si, - et le "comme si" est de trop, parce qu'on fonctionne avec des schémas préétablis, il est acquis que le Parti Socialiste doit être divisé, il est acquis que X et Y doivent être non seulement séparés, mais opposés, et c'est dans ces conditions-là extrêmement difficile à la fois de faire notre travail auquel je tiens comme vous, de propositions, d'idées devant être avancées, faute de quoi tout tombe, et en même temps, de ne pas tomber dans des schémas préétablis. J'avoue que je n'ai pas trouvé la solution, mais je pense que c'est un problème avec lequel il faut nous colleter, qui est sérieux, qui risque de durer, en particulier au moment du projet, parce que ou bien nous en parlions

l'autre jour avec Michel, nous allons nous censurer, et cela n'aura aucun intérêt, ou bien il faut que des propositions jaillissent, mais dans quelle mesure ne seront-elles pas reçues comme la mise en cause, la critique, la contestation ? On dira : ce n'est pas la même échéance. Le projet, c'est pour dans cinq ans, dix ans, je ne sais pas quel horizon tu as choisi, néanmoins, on va se trouver devant cette difficulté.

A quoi j'ajouterai une autre difficulté dont Michel Charzat a bien conscience, qui ne sera pas du tout aisée à surmonter, que nous allons nous projeter dans le futur, que nous allons consulter des intellectuels, différentes catégories sociales, professionnelles, etc. sur le futur, comment faire en sorte que la réponse pour un certain nombre de catégories ne soit pas très intéressante, bien sûr, mais occupez-vous plutôt de l'immédiat ?

Et il faudra que nous nous situions sur ces deux plans.

Ces deux remarques, je voulais les faire en commençant car elle tracent un certain nombre de choses que j'ai éprouvées fortement ces derniers jours. Je n'ai pas de papier écrit. Je voudrais juste donner des flashes sur un certain nombre de sujets qui me paraissent importants. Je laisserai de côté toute une série d'autres, pour ne pas être trop long.

D'abord, sur l'extrême droite.

Nous constatons tous le caractère inquiétant, non seulement sur le plan électoral mais sur le plan de la société elle-même, de ce qui se passe, avec, pour ma part, le sentiment qu'il y a quand même une bascule et une étape nouvelle franchie depuis quelques mois.

Il y a de cela quelque temps, l'extrême droite existait, parfois elle faisait des scores importants, mais sans vouloir faire de catastrophisme, je considère qu'à partir d'une date que je ne sais pas situer, mais qui est relativement récente, les choses ont pris un tour extrêmement inquiétant, inquiétant non seulement parce qu'on regarde les élections - l'un d'entre nous tout à l'heure parlait de Villeurbanne - mais aussi pour au moins deux autres raisons, me semble-t-il, qui ne sont pas toujours perçues.

D'abord, plusieurs d'entre nous ont peur que les idées de l'extrême droite se développent encore plus fortement qu'elles ne l'ont fait dans les milieux de la jeunesse. Nous avons connu, il y a de cela une vingtaine d'années ou une trentaine d'années, une espèce d'opposition entre générations qui prenait le tour vers l'extrême gauche. Il y avait un refus de l'ordre établi qui se tournait vers des mouvements d'extrême gauche.

Dans les contacts qu'on peut avoir avec un certain nombre de milliers de milieux lycéens, étudiants, on s'aperçoit que le risque existe si l'embrigadement devait se développer, que le même type de phénomène existe, une extrême droite comme contestation de l'ordre établi, et manière de s'opposer à la génération qui monte.

C'est extrêmement dangereux et cela me fait penser que, parmi les éléments de campagne que nous devons lancer, un point tout particulier doit être fait en direction de la jeunesse, de la jeunesse lycéenne et de la jeunesse étudiante.

Un deuxième phénomène qui m'inquiète, c'est que je pense que le désarroi de la

Fondation Jean Jaurès

Droite, lié à ce qui se passe à l'extrême droite, a paradoxalement des conséquences fortes sur la perception de la Gauche, et qu'on ne peut pas dire : ce qui se passe à droite c'est une division extraordinaire, c'est un marais auquel personne n'y reconnaît les siens, mais nous, à gauche, nous sommes épargnés.
Ce n'est pas comme cela que, dans l'esprit public, c'est reçu. A l'intérieur de la politique vécue comme un tout, d'une certaine façon, ce qui se passe à droite a un effet de contagion sur nous.
C'est ce que j'ai ressenti au cours de mes dernières conservations avec certains jeunes, je ne sais pas si ce sera partagé partout mais nous ne pouvons avoir le sentiment que nous sommes indemnes de ce phénomène-là, ce qui veut dire que nous allons réagir et à réagir fortement. Et quand je dis nous, je veux bien dire : nous. Je pense qu'il n'est absolument pas possible de sous-traiter à d'autres la réponse sur le plan national et que nous devons être en première ligne en tant que Parti Socialiste et en tant que parti politique, faute de quoi ce qui se développerait accentuerait encore la difficulté où nous sommes et jouerait finalement pour l'extrême droite.
La campagne a commencé d'être menée. Je souhaite qu'elle se développe de manière multiforme. Toute une série de matériaux ont été rassemblés dans la réunion de motions que nous avions la semaine dernière. Nous avons nous-mêmes avancé et nous tenons bien sûr ces éléments de réflexion à la disposition du Parti tout entier. En tous cas c'est un point extrêmement important pour les semaines et les mois qui viennent.
De ce point de vue je rejoindrai ce qui a été dit - je crois que c'était par Lindeperg ou par un autre camarade, je ne me le rappelle pas, excusez-moi - sur les terrains d'attaque par rapport à Le Pen.
Il faut porter l'attaque sur le terrain de l'immigration et de l'intégration mais à mon avis il faut porter cette attaque sur bien d'autres terrains qui aujourd'hui ne sont absolument pas connus de la part des électeurs, terrain SMIC, terrain sécurité sociale, terrain de l'agriculture, terrain du petit commerce, terrain de la pratique démographique. Sur tous ces points, quand on regarde non seulement les déclarations de Le Pen mais l'anthologie de ceux qui gravitent autour de lui, il faut faire prendre conscience aux gens que Le Pen n'est pas seulement identifié à un certain thème sur l'immigration mais qu'il y a quelque chose de plus. Ou bien ce travail n'a pas été fait, ou bien, même s'il a été fait, il n'a pas encore percé dans l'opinion. Je pense que c'est à nous de le faire.
De la même façon, il faut absolument que nous démontions ce qui se passe concernant Le Pen par rapport à la démocratie. Le Pen ne se revendique pas comme combattant la démocratie, comme mettant en cause la République. Pas du tout. Au contraire, par une espèce de perversion incroyable, Le Pen se revendique comme portant plus loin l'exigence de démocratie avec la demande du référendum, la demande de ceci, la demande de cela. Il faut que nous sachions répondre à cela et cette réponse doit être recherchée à mon sens dans un démontage extrêmement précis de ceux qui gravitent autour de Le Pen, dans la façon dont est organisé le mouvement Le Pen, de type para-militaire, avec des noms qui évoquent, avec des curriculum vitae qui parlent, pour montrer qu'il y a

dans ce mouvement - l'un d'entre nous l'appelait "néo-fasciste" tout à l'heure - une organisation de type para-militaire. Il ne faut pas nous situer seulement sur le terrain des grands principes ce qui serait insuffisant.
Troisième remarque que je voudrais faire à ce sujet qui relie d'ailleurs le thème de l'extrême droite avec le thème traité aujourd'hui et demain sur les inégalités.
Il n'y a évidemment pas de lutte efficace contre Le Pen s'il n'y a pas en même temps toute une série d'actions concrètes engagées comme telles et reçues comme telles. Et j'ajouterai : revalorisation de l'action publique, car le succès Le Pen, le développement de ce qu'il engage, est en général fondé sur une mise en cause de l'action publique et de l'Etat.
C'est pourquoi tout ce que nous allons, avons ou allons mettre en œuvre en matière de logement, d'école, de pouvoir d'achat, de service public, tout cela doit être étroitement connecté au démontage du phénomène Le Pen, faute de quoi nous apparaîtrons comme des intellectuels, des théoriciens, parlant comme cela, sans que quelque chose de concret ne corresponde suffisamment à nos paroles. Je pense que dans notre campagne il faut que les deux éléments soient étroitement liés.
De ce point de vue je voudrais dire un mot sur ce qui se passe à Villeurbanne mais qui pourra peut-être se passer ailleurs et sur les expressions qui ont été utilisées.
Au cours de ces dernières semaines ou de ces derniers jours, beaucoup de débats ont tourné autour de la notion de front républicain. Je voudrais dire, à la fois en tant que responsable politique, comme vous, et en tant qu'historien modeste, que ce mot, appliqué à cette réalité, il faut le bannir complètement de notre vocabulaire car il n'a strictement aucun sens. Lorsqu'on parle, on fait référence à une période historique de front républicain, on fait référence à la période Mendès de 1956, ce qui était concrètement quoi...

Gérard Le Gall - Non, Guy Mollet, 1956.

Laurent Fabius - Oui... Ce qui était concrètement quoi ? Une tentative faite contre le poujadisme, contre le Communisme et contre la Droite, une certaine droite de l'époque, groupant MRP, RGR, et centre national indépendant et paysan. Contre cela il y avait le front républicain, SFIO, Radicaux mendésistes, UDBR, Républicains sociaux. Je ne vois pas au nom de quoi, quelle que soit la façon dont on prend le problème, on pourrait, de près ou de loin, identifier ce qui s'est passé à cette époque avec ce dont on nous parle en termes de front républicain qui serait l'alliance, si j'ai bien compris, de l'UDF, du RPR et de nous, pour combattre l'extrême droite.
Donc, bannissons cela complètement de notre vocabulaire, faute de quoi nous créons une difficulté pour nous faire battre.
J'ajoute en plus que, si l'on part du domaine du vocabulaire pour aller sur le fond (je rejoins en cela ce qui a été dit aujourd'hui ou la dernière fois en Bureau exécutif, je n'en sais rien) politiquement, tout ce qui est le front de la confusion est extrêmement négatif et ne peut que profiter au Front National.

Fondation Jean Jaurès

Je pense qu'il peut exister un vote de défense républicaine, c'est-à-dire que lorsqu'il y a une menace réelle que l'extrême droite l'emporte au deuxième tour et dès lors que tel candidat, qui n'est pas Socialiste, s'engagerait vraiment, autour des valeurs républicaines et contre le Front National, il peut y avoir, dans tel ou tel cas, sans que nous ayons besoin de le théoriser, vote de défense républicaine, mais en ce qui concerne le front de la confusion, il faut le rejeter systématiquement et je ne vois pas pourquoi on introduirait dans tous ces débats la notion, qui n'a rien à y faire, de front républicain.
Voilà quelques notations ponctuelles que je voulais faire sur le premier thème que j'ai choisi, celui de l'extrême droite.
Sur le deuxième thème qui va nous occuper aujourd'hui et demain, même si c'est sous des formes différentes, de la réduction des inégalités, de l'étape sociale, je dirai d'abord, reprenant aussi beaucoup d'échos que j'ai entendus et ce que j'ai ressenti moi-même, que les propos de François Mitterrand nous ont fait à tous plaisir, dans la mesure où ils vont dans une certaine ligne, et qu'il est tout à fait essentiel que, ces propos ayant été tenus, la parole devienne action.
C'est pourquoi ce qui va être décidé, si je comprends bien, en matière d'étape sociale, est si important sur le fond et pour renforcer la crédibilité de l'ensemble de nos responsables.
La difficulté principale, nous la ressentons tous dans les contacts que nous avons.
On dit : mais, comment se fait-il que ce soit au moment même où la situation macro-économique est la meilleure depuis très longtemps qu'il y ait une difficulté sociale ressentie?
Mais, ce n'est pas un hasard ! C'est précisément une situation qui est la cause de l'autre !
Lorsqu'on exigeait de chacun la rigueur, lorsque le problème principal posé était celui du partage des sacrifices, il y avait, d'une certaine manière, réponse automatique à cette question. Au moment où les comptes des entreprises affichent des résultats bien meilleurs (bravo !), c'est à ce moment-là et à ce moment-là seulement que la question de la distribution se pose, et c'est celle, mes camarades (j'imagine que vous connaissez la même situation que moi, autour de vous) qui nous est sans cesse posée.
D'autres camarades, au cours de la journée ou demain, interviendront (je ne veux pas être long sur ce point) pour formuler telle ou telle proposition, s'interroger sur telle ou telle démarche. Je voudrais juste faire deux ou trois commentaires.
D'abord, je sens poindre ici ou là une espèce d'opposition qui, personnellement, me paraît factice, entre, d'un côté, les propositions que feraient certains, qui seraient d'ordre quantitatif, et de l'autre, des propositions que feraient d'autres, qui seraient d'ordre méthodologique et qui viseraient le qualitatif.
C'est le type d'opposition artificielle qui, d'ailleurs, peut faire florès (on en a connu d'autres) mais qui, à mon sens, n'a absolument aucune chance de prospérer si on voulait la retenir.
Une augmentation ou des augmentations qui seraient purement quantitatives

sans s'attaquer à la méthode ne mèneraient strictement à rien et, si l'on voulait refuser tout ce qui est revalorisation de tel ou tel élément, très vite les salariés, les moyens et bas revenus, nous diraient (et ils auraient raison) qu'il s'agit d'une Opération de dupes.
Donc, ne créons pas de fausses divisions là où elles ne doivent pas exister. Je pense que nous recherchons tous à agir sur un côté et sur l'autre.

- Petits et moyens salaires, à la fois sur le SMIC, sur l'évolution des carrières, sur les formations qualifiantes.
- Ecole, en amplifiant un certain nombre de mesures qui ont déjà été prises (je pense en particulier aux bourses).
- Egalité hommes/femmes, en subordonnant (nous l'avons très souvent dit mais nous ne l'avons pas encore fait) une série d'aides financières publiques à la réalisation de plans d'égalité professionnelle.
- Villes, et l'un de nos camarades parlementaires anime un groupe de travail (je pense que c'est fort utile).
- Aménagement du territoire (nous avons eu un débat au Parlement récemment qui a montré l'importance des problèmes qui se posent dans ce domaine).
- Protection sociale et financement. Je retiendrai, pour ma part notamment, mais on ne peut pas être exhaustif, un certain nombre d'éléments qui ont été proposés en matière de plus-values.
- Et projet de cotisation sociale, dès lors qu'il touche tous les revenus et qu'il est plutôt progressif que proportionnel.

L'ensemble de ce qui sera décidé devant, selon moi, si nous voulons avancer, faire l'objet chaque année d'un bilan social de la nation.
Une des difficultés où nous sommes, c'est que nous raisonnons sur ce qui a existé il y a dix ans, il y a cinq ans, il y a quatre ans, il y a trois ans. Si nous voulons montrer qu'il y a un retournement, il faut que nous nous en donnions les moyens et je souhaite que le Parlement puisse être chaque année, à partir de l'année prochaine, saisi, selon des indicateurs à trouver, d'un bilan social qui nous permettra de voir l'évolution, nous l'espérons positive, de tout cela.
Troisième thème que je veux aborder (tout cela est décousu, vous m'en excuserez), la question des scrutins.
Mais auparavant, et faisant écho à ce que je disais en commençant sur un certain nombre d'interrogations, je voudrais dire que beaucoup de nos camarades et de nos électeurs s'interrogent (et à mon sens, ils n'ont pas tort) sur la façon dont s'imbriquent toute une série de groupes qui sont sympathiques, mais qu'il va bien falloir à un moment ou à un autre, d'une façon cohérente, faire rassembler. On a parlé de la France Unie, de l'association des démocrates, de la Génération pour l'écologie (je ne me rappelle plus exactement son titre...), récemment du forum des citoyens, ou du citoyen, du Mouvement des Radicaux de Gauche... j'allais ajouter du Parti Socialiste, je pense que tout ceci doit, comme disait l'autre, converger, mais encore faut-il trouver la forme.
Et je souhaite, puisque Pierre Mauroy a fait allusion à des contacts qui auront lieu à un moment ou à un autre avec ces organismes, qu'auparavant (sera-ce en

Fondation Jean Jaurès

Comité directeur ou en Bureau exécutif ? Je ne sais) nous ayons une discussion très claire non seulement sur l'orientation (je pense que la plupart d'entre-nous la partagent : rassembler la Gauche, rassembler à gauche et être nous-mêmes, si possible en rassemblant d'autres, mais d'abord les nôtres) mais, une fois ces bonnes paroles et ces perspectives alléchantes fixées, sur la façon dont auront lieu les discussion, car je crains que ces grandes discussions idéologiques, à un moment ou à un autre, n'achoppent sur la question : qui ? Où ? Combien? Comment ? A quelle échéance ? Questions horriblement terre-à-terre, mais je crois, après tout, que Pierre Mauroy aura à les aborder un jour ou l'autre et qu'il serait donc utile que nous en discutions entre nous pour qu'on n'ait pas le sentiment désagréable pour pas mal de nos militants que le Parti Socialiste passe après toute une série d'autres mouvements, au demeurant très respectables.

Ceci n'est évidemment pas sans lien avec les modes de scrutin, on le faisait remarquer.

Sur les scrutins, il y a eu une discussion l'autre jour (plusieurs même) au Bureau exécutif et, ce matin, un certain nombre de camarades ont abordé de nouveau ce sujet. Je voudrais juste donner sur cette matière extrêmement complexe deux ou trois sentiments.

D'abord (et ce n'est pas très facile), dès lors que le débat viendrait devant l'Assemblée, ne pas donner le sentiment de nous occuper de problèmes qui n'intéressent pas les Français. C'est très difficile.

Je sais bien qu'il faut traiter le problème, sinon on ne changera pas la loi, mais... mais... mais ce n'est tout de même pas la priorité numéro 1 que l'on attend.

Ensuite, instruits d'expérience, faire attention à ne pas aller devant le mur parlementaire. Il faut donc trouver une majorité.

On me dira : quel que soit le mode de scrutin qu'on retient, c'est très difficile. Oui. La solution probablement la moins satisfaisante étant de lancer toute une série de projets et de s'apercevoir, après coup, qu'il n'y a pas de majorité pour les voter et, donc, de rester avec le problème précédent... ce qui n'est pas impossible quand on regarde les additions.

Alors, s'il faut choisir, il y a des arguments dans tous les sens, et la question que je me pose (mon attitude étant connue) est celle-ci : comment ferons-nous pour essayer d'éviter que se pose le dilemme suivant :

- ou bien la Droite refuse toute alliance avec l'extrême droite (ce qui est très bien), mais elle perd la plupart de ses régions ;
- ou bien elle veut conserver ses régions, mais à ce moment-là elle est obligée de passer alliance avec l'extrême droite.

Vous me direz : ce n'est pas notre problème. C'est quand même notre problème... et c'est même tout à fait notre problème.

Selon que l'on choisit un mode de scrutin ou un autre (dont aucun n'est parfait et dont tous ont des inconvénients) la manière de répondre à cette question-là n'est pas exactement la même et je demande qu'on y réfléchisse.

Autre point sur lequel je passe d'un mot : la question des finances dont nous a parlé Henri Emmanuelli ce matin.

Il y a une législation nouvelle. Il va falloir la regarder. Je dirai simplement

Collection Jean Jaurès

(Henri en a parlé d'un mot, mais je ne sais pas finalement quelle était son orientation) qu'il me semble qu'il faudra que nous prenions les devants et que, puisque la législation est nouvelle, que désormais tout doit se faire au grand jour et que le besoin de transparence est fort, je souhaite que nous prenions les devants et que nous décidions non seulement la transparence (on y sera obligé) mais la publicité et même la publication de nos comptes.
Dès lors que nous n'avons rien à cacher, je pense que ceci n'aurait que des intérêts. Nous serions probablement le premier parti à le faire. Cela ne va pas évacuer toutes les difficultés que nous avons connues sur l'amnistie et autres, mais les choses sont derrière nous, je pense que si nous devons nous préoccuper de ce qui est maintenant devant, prendre l'initiative d'être le Parti qui affiche ses comptes, ce serait nécessaire et bien reçu.
Enfin, une série de réflexions, pour terminer, sur les questions internationales et européennes.
Nous pourrions avoir un Comité directeur, et ce serait d'ailleurs fort intéressant, entièrement consacré à ces questions : Roumanie, URSS, Algérie...
Est-ce que ce qui se passe en Algérie est exactement de la même nature que ce qui se passe en France pour l'extrême droite ? Ce serait une longue discussion. Je crois qu'en même temps qu'il existe des phénomènes de fond, qui sont préoccupants, il y a aussi un aspect presque tactique, c'est que le FLN, maintenant, subit une réaction très forte de la part de la population et, dès lors qu'il n'existe qu'une seule grande liste qui se trouve en face, qui est la liste du FIS, elle se porte naturellement vers cela ; de ce côté, je crois que la tactique adoptée par certains partis a été redoutable et, il faut bien le dire, désastreuse.
Mais, ce n'est pas de cela que je voudrais dire un mot, mais de deux autres sujets.
D'abord, Israël, car j'ai eu l'occasion récemment non seulement d'analyser la situation, mais de rencontrer un certain nombre de protagonistes, des différents côtés, et j'en suis ressorti, comme vous sans doute, extrêmement inquiet sur ce qui peut se passer à assez court terme.
Je ne sais pas si nous avons eu l'occasion de nous exprimer en Bureau exécutif là-dessus, je ne sais pas si, dans l'ensemble des problèmes politiques internationaux qui sollicitent notre attention, le Comité directeur voudra particulièrement retenir la situation d'Israël, mais je me demande si nous ne devrions pas aujourd'hui nous prononcer spécifiquement sur ce point.
Peut-être qu'il y a déjà eu un texte que je reprends d'une autre manière, car il a dû passer moins aperçu qu'il n'aurait dû l'être. Mais, de toute une série de périls et de guerres - nous pouvons bien dire le mot - en tout cas de conflits qui menacent actuellement - je retire le sentiment que c'est probablement l'un des territoires de la planète où le risque est le plus grand. Et, personnellement, j'apprécierais que nous nous prononcions sur ce point.
S'agissant de l'international, un débat a commencé d'avoir lieu ou de reprendre sur les questions de défense. Mes camarades, dans les semaines et les mois qui viennent, il faudra que nous réfléchissions à la nouvelle donne internationale en matière de défense et de sécurité. Il le faudra parce que les choses ont changé,

Collection Jean Jaurès

changent et changeront encore. Il le faudra si l'on est très concret en termes financiers : d'abord parce que nous avons un budget à voter bientôt ; mais encore plus parce que nous avons la loi de programmation militaire qui doit être actualisée dès 1992. Donc, de toutes les façons, que nous le voulions ou non, la question sera posée.

Je suis de ceux - mais je ne veux pas anticiper sur les conclusions de nos débats - qui estime que la nouvelle donne internationale faisant son chemin nous devrons réfléchir à la baisse de la part du budget de la défense dans le budget total de la nation. Je ne m'exprime pas autrement, chacun de ces mots a sa portée… (illisible)…

Quant à l'Europe et aux projets, les choses me paraissent liées. Je voudrais demander là aussi que, sur deux ou trois points, nous avancions. Chaque fois que l'on regarde une question importante sur le plan international, on est de plus en plus renvoyé aux questions européennes. L'autre jour, dans un petit déjeuner du mardi, nouss commencions à discuter des problèmes de l'union économique et monétaire et de questions aussi fondamentalement politiques que la banque centrale indépendante, une monnaie commune ou une monnaie unique, les effets que cela aurait sur notre politique économique ou budgétaire. Je pense que ces sujets sont tellement importants à moyen terme - et le moyen terme viendra vite - que nous devrions - est-ce au Bureau exécutif, est-ce au Comité directeur, je n'en sais rien - nous en saisir dans un délai qui ne sera pas long, faute de quoi nous serons dépassés par les décisions qui seront prises.

De même, je dois dire ma préoccupation devant un débat qui se déroule, mais jusqu'à présent un peu… (illisible)… ce qui concerne le déficit démocratique, plusieurs réunions. Que peut-on faire du Parlement européen par rapport à la Commission ? Les Parlements nationaux ? Quid du Conseil européen ? Quid de la Commission ?

Un texte a été élaboré, je crois, par Gérard Fuchs, mais avec la meilleure volonté du monde je ne suis pas sûr qu'il nous permette encore de prendre position de façon très offensive sur tous ces sujets. Et ces sujets vont venir très vite et ils seront très importants.

C'est pourquoi, selon un calendrier à définir en liaison avec les travaux généraux du Parti, je souhaite que ces deux questions majeures soient traitées assez rapidement.

J'ajouterai un dernier élément à propos du projet. Je voudrais demander à Michel Charzat de nous faire des propositions là-dessus s'il partage mon sentiment. Je crois qu'un projet pour l'avenir qui serait purement franco-français ne serait pas très crédible. Je pense que, selon une forme à définir - puisque nos amis espagnols ont fait eux-mêmes un projet à l'horizon 2000, je crois, et que d'autres réfléchissent à ces mêmes sujets, même si c'est avec un horizon différent - il faudrait - comment cela s'articulera-t-il avec nos travaux, je n'en sais rien, mais c'est à Michel de voir comment c'est possible - que nous lancions ou relancions l'idée d'un programme commun des Partis Socialistes européens. Ce programme ne sera pas commun dans toutes ses lignes ; mais il sera commun dans suffisamment d'éléments pour que, lorsque nous avançons notre projet

Fondation Jean Jaurès

français nous puissions prendre en compte ce qui se passe chez nos voisins ; faute de quoi nous retrouverons d'ici un an ou deux la même difficulté que nous connaissons aujourd'hui.
Voilà, mes camarades, les quelques points que je voulais aborder en faisant un certain nombre de propositions pratiques dont, j'espère, le plus possible sera retenu. Il me semble que c'est ainsi que le Parti Socialiste avancera ; non pas en cultivant des polémiques internes qui n'ont strictement aucun intérêt, mais avec l'esprit de proposition, sans que ces propositions soient perçues comme des atteintes contre tel ou tel ou contre tel mouvement commun, mais simplement parce qu'il me semble que ce que beaucoup de ces militants et de ces électeurs dont je parlais au début attendent de nous, c'est que nous formulions des propositions, que nous soyons capables de les traduire concrètement en actions, que nous apportions donc nos idées, mais que nous sachions, le moment venu, le faire unis. C'est ainsi, me semble-t-il, que notre Parti Socialiste avancera.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Laurent Fabius. Je vous demande quelques minutes pour entendre Jean-Luc Mélenchon.

Jean-Luc Mélenchon

Chers camarades, le Premier secrétaire m'adresse une ferme mise en garde à propos d'un dessin paru dans le bulletin de la Nouvelle Ecole Socialiste, dont je suis le directeur de la rédaction. Je respecte la fonction et la personne de Pierre Mauroy. Je prends donc bonne note de la mise en garde qui m'est adressée. Mais je veux faire ici plus devant vous, sans esquiver aucune des difficultés que cette situation peut présenter pour moi.
J'ai compris aux réactions des camarades que ce dessin avait à leurs yeux un caractère insultant. Si c'est bien le cas, je leur dis que tel n'était ni l'intention du dessinateur, Etienne Lecroart, ni la mienne lorsque j'ai pris la décision de le publier.
Mais si tel est bien le cas, sans aucune hésitation, parce que j'en demanderai autant des autres s'ils se trouvaient dans cette posture, sans aucune hésitation je présente mes excuses à ces camarades.
Je l'ai déjà fait de vive voix devant Michel Rocard. Ce n'est pas que nous ayons tant que cela l'occasion de nous rencontrer, mais je partais avec le Président, il était là, je l'ai vu, c'est vous dire que rien ne m'arrête.
L'insulte n'est pas ma méthode politique. Ce n'est celle d'aucun de mes camarades du courant. J'en profite d'ailleurs pour vous dire que nous avons nous-mêmes trop souffert de cette facilité que ce sont souvent donnés d'autres camarades, je pense en particulier, lorsque contre toute raison on a colporté dans le Congrès que nous étions les partisans de la guerre civile en Nouvelle-Calédonie. Mais le Congrès est fini.
Aujourd'hui, encore, nous en souffrons lorsqu'un de Closet ou un Serge Malik couvre d'injures Julien Dray, et que ces colonnes sont disponibles pour recueillir

Fondation Jean-Jaurès

avec délectation ces injures. Voilà pour la forme puisque c'est elle qui était en cause.
Cette mise au point fait au respect dû aux personnes la part qui lui revient. Elle permet que soit abordé pour ce qu'elle est, c'est-à-dire une question politique, la question posée par notre bulletin, en l'occurrence : quelle est la signification politique de la décision prise concernant le droit de vote des immigrés aux élections locales ?
Mon appréciation, et ce serait hypocrite de le cacher, ne change pas. Je souscris à la formule résumée, et donc nécessairement rapide, de l'interview de Madeleine Rebérioux parue dans notre hebdomadaire "Vendredi", lorsqu'elle dit : "la Gauche a cédé à la Droite qui, elle-même, avait cédé à l'extrême droite".
Pourquoi ? Parce qu'à mes yeux, et aux yeux du plus grand nombre de nos camarades, je crois, intégration sociale et intégration civique sont les deux versants d'un même problème. Cette question viendra en débat dans la suite de la journée. Des propositions seront présentées, elles ont pour but de lever l'ambiguïté qui demeure à propos de ce qu'est réellement la décision du Bureau exécutif, puisqu'il paraît que tout ce que nous avons entendu de la bouche même du Premier Ministre et d'autres responsables nous l'aurions mal compris. Eh bien, nous verrons, au moment de ces propositions, ce qu'il y a lieu à comprendre de la position de notre Parti.
Quoi qu'il en soit, la mise en garde du Premier secrétaire soulève à mes yeux une deuxième question, celle de l'état des relations entre Socialistes dans leur parti. Si le dessin que nous avons publié est la goutte qui fait déborder le vase, c'est qu'avant cela le vase était déjà bien rempli.
Je ne pense pas que nous en ayons, seuls, la responsabilité, n'est-ce pas ? Les courants tournent aux fractions. La lutte des personnes occupe un trop large espace dans la vitrine que nous montrons à la Gauche. Ce constat, tout le monde le fait. Dans ces conditions, naturellement, je n'imagine pas que l'on veuille faire de nous les boucs émissaires car cela ne réglerait rien.
Mieux vaudrait se demander pourquoi nous en sommes là. Pour être positif, mieux vaudrait se demander comment en sortir. Il est tout à fait illusoire de croire qu'invoquer l'unité du Parti ou la nécessité du rassemblement des Socialistes pour venir à bout du problème que nous rencontrons suffira. Les cataplasmes n'ont aucun effet sur les jambes de bois.
Parce que l'unité et le rassemblement ne sont que des moyens et non des fins. Bref, c'est lorsqu'ils ont une stratégie de rassemblement de la Gauche et, à partir de là, de la société toute entière, que les Socialistes sont en situation de s'unir et qu'ils ont le devoir d'être eux-mêmes rassemblée ; et ce devoir s'impose à chacun comme un impératif moral.
Où en sommes-nous sur ce sujet ? Voulons-nous un front républicain ou un front de transformation sociale ? On vient de nous répondre que nous ne voulions pas du front républicain. Donc, nous voulons un front de transformation sociale. Il n'y a pas d'autre alternative et chacune de ces formules est exclusive de l'autre.
Et si nous avons choisi, sommes-nous prêts à dire à haute voix les conséquences que nous en tirons en terme de programme concret et d'alliance pour gagner en

1993 ? Car cette question des alliances ne pourra pas être éternellement ajournée. Tel est le paysage politique dans ce pays que tout programme est subordonné à une stratégie d'alliance : qui faut-il ? Avec qui ? Comment ? Et pourquoi ?
Y aura-t-il un débat sur ce point ? Quand ?
Faute de références solides, fixées au grand jour et en commun, il est normal que chacun entende ce qu'il a envie d'entendre et dise ce qu'il croit devoir dire pour tirer les événements dans le sens qui correspond à son appréciation de la situation.
Dans ces conditions, aucune ambition individuelle ne peut rencontrer d'ambition collective. La sclérose peut s'installer en plaques : wilayas et chefferies locales prospèrent, qui ne sont pas les dernières à dénoncer les courants qui contrarient les unanimismes micro-locaux de façade au moins aussi détestables.
Cette situation est irréelle, nous le sentons bien. Elle est celle dans laquelle nous sommes installés.
Je conclus : nous payons cher l'échec de notre Congrès de Rennes. L'état de la Droite, divisée et incapable de produire des plans collectifs, devrait nous ouvrir un boulevard de réussite dans l'opinion.
Pourtant, à l'inverse, nous sommes sur la défensive et, par bien des côtés, nous semblons totalement introvertis.
Toutefois, dans la société, la cote d'alerte est atteinte. Attentes sociales, montée de l'abstention, émergence du Front National qui n'est plus simplement le phénomène que l'on a connu mais qui se présente comme un pôle de rassemblement de la Droite, montée des nationalismes et des intégrismes, tout cela fusionne en un processus unique même s'il est confus dans la conscience des Français. Là-dessus, l'antiparlementarisme à la mode ajoute à tout cela un liant dangereux. A la cote d'alerte atteinte doit correspondre la proclamation d'un état d'alerte parmi nous.
J'invite d'ailleurs les camarades, lorsqu'ils lisent le bulletin de la Nouvelle Ecole Socialiste, à ne pas s'arrêter qu'aux dessins : nous écrivons par ailleurs des choses extrêmement pertinentes sur ces questions.
(Rires)
Dans cet état d'esprit, je dis qu'il ne nous suffira pas de nos méthodes habituelles, même s'il n'y a pas eu lieu pour autant de les proclamer obsolètes.
C'est une lutte tous azimuts - je souscris à la formule de Laurent Fabius - mais elle est surtout culturelle.
Chers camarades, si l'amour c'est toujours la mort à cause du sida dans la présentation que nous en faisons dans le paysage culturel, la mort sera une autre manière de parler d'amour, et cela c'est la culture de l'extrême droite.
Si la pub, si la pensée, lorsqu'elle se concentre est le choc des formules de la pub, il ne restera dans le paysage culturel que le choc, cela c'est la pensée de l'extrême droite.
Si la famille, la famille traditionnelle, est l'horizon indépassable de la manière de vivre le bonheur à plusieurs, alors il est évident qu'au bout du compte il ne restera que la tradition et qu'aucune place ne sera faite aux modes de vie dont

nous savons qu'ils sont ceux aussi des nôtres qui, par là même, seront montrés du doigt et exclus du champ du positivisme.
Bref, je crois qu'il faut donner une grande ambition à la préparation du projet Socialiste pour l'an 2000 ; cela peut être l'occasion du renouveau Socialiste, dont on a beaucoup parlé hélas pour se reprocher les uns les autres d'être en dessous de la main.
Dans tout ceci je crois qu'il s'agit d'une course contre la montre.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, vous allez maintenant vous retrouver dans les Commissions à la maison de l'Amérique latine et nous reprendrons les travaux à 15 h 30
La séance est suspendue.

Parti Socialiste
Comité directeur
16 juin 1990

Séance du samedi 16 juin 1990 (Après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)
La séance est reprise ; s'il vous plait, voulez vous vous asseoir.
La parole est à Mohamed Mebtoul.

Mohamed Mebtoul
Chers camarades, que dire pour convaincre, pour faire changer les pensées, pour prendre des décisions qui elles mêmes se transforment en actions dans la cité, dans la vie ?
Comment le dire quand ces idées vous paraissent erronées et qu'elles engendrent des actes qui ne sont pas justes ?
J'avais envie, chers camarades, de vous citer Chateaubriand dans ses mémoires d'outre tombe, ou encore la société du spectacle de Guy Debord, j'aurais aimé faire cela, non pas pour donner autorité à mon point de vue, mais cela aurait été plus facile pour moi, car tout a été dit à propos de tout avec pertinence et infiniment plus de talent que je saurai le faire.
Le 22 mai dernier, à l'Assemblée Nationale, comme vous j'ai encore entendu une succession de discours sur l'immigration, l'intégration, le racisme, bref l'éternel cocktail qu'ingurgitent certains hommes politiques depuis quelques années et qui sert de potion magique à la survie électorale, faute de projet de société et d'imagination.
Malheureusement, et pour reprendre une expression populaire, c'est eux qui boivent et c'est les immigrés qui trinquent.

Contribution Jean-Jaurès

Petite parenthèse, la dernière déclaration de Valéry Giscard d'Estaing qui se sert des élections en Algérie sur le droit de vote aux immigrés : et c'est encore eux qui vont payer les élections avec lesquelles ils n'ont rien à voir.
Chers camarades, si j'étais immigré, comment m'intégrer dans une société qui d'un coté me le demande par le discours et me l'interdit par les actes ?
Comment devenir ce futur modèle et subir avec succès l'examen de passage de l'émigré à l'homo intégré ?
Comment m'intégrer à une société où des millions de Français dits de souche, de longue ou courte histoire, sont eux-mêmes au chômage de longue durée, lui ?
Où les jeunes sont exclus, où les jeunes sont en mal vie, où la situation des femmes n'est pas satisfaisante c'est le moins que l'on puisse dire.
Comment faire pour m'intégrer dans une société où des millions de ses propres nationaux ne le sont pas ?
J'entends dire que sur la question de l'immigration il faudrait un consensus national. Si le consensus doit passer par l'unification universelle à travers les contradictions universelles sur ce sujet que deviendra l'identité Socialiste ?
L'appartenance à la nationalité française doit faire oublier que certains Français de bonne souche ont collaboré avec le nazisme et faisaient leur les thèses fascistes ? Le fascisme ne se réduit pas aux années 39-45, ni à la seule nationalité allemande ou italienne de l'époque. Malheureusement, même s'ils sont minoritaires, aujourd'hui, le racisme, le fascisme appartiennent aussi à la nationalité française, et si j'étais immigré, chers camarades, ce n'est pas à cette nationalité là que j'aurais envie de m'intégrer même si M. Consensus me le demandait.
J'entends dire qu'il faut développer une politique de logement social pour faciliter l'intégration des immigrés ; certes, c'est une action nécessaire, mais pas suffisante.
La question du logement social concerne tous les Français car elle engendre un véritable choix de société pour notre avenir.
Au lendemain de la deuxième guerre mondiale l'urgence se trouvait dans la reconstruction d'un pays détruit par les bombes. Des villes entières comme Le Havre furent reconstruites sur un seul modèle d'immeuble, un seul modèle de logement, si bien qu'on y perdait le sens de l'orientation tellement tout y était homogène et monotone.
Faut-il continuer dans la logique des ZUP, ces véritables boîtes à dormir, étroites, qui découragent les Français d'avoir des enfants plus nombreux - ce qui éviterait peut-être toutes ces discussions stériles sur la chute démographique de ce pays ? La vieille maison familiale disparaît ainsi au profit de ce logement plutôt asocial qui pousse les enfants à mettre leurs parents dans ces mouroirs, ce qu'on appelle pudiquement "maisons pour personnes âgées".
Comment peut-on parler aux gens d'une société meilleure, d'humanisme, alors qu'on les oblige à vivre dans des ensemble déshumanisés et sans âme ?
Réhabiliter le logement social c'est d'abord réhabiliter les urbanistes et les architectes de talent afin que leur imagination créatrice permette l'émergence de réels espaces de vie. Mais pour cela il faut arrêter les spéculations foncières,

Fondation Jean Jaurès

immobilières réinventer de nouvelles pratiques de politique sociale.
Le logement, le quartier, la ville sont au même titre que l'école un lieu de formation de l'homme dans ses rapports avec l'homme.
Oui, chers camarades, la question du logement social est une question cruciale, elle dépasse largement l'intégration des immigrés. A travers elle c'est la question d'un véritable projet de société qui nous est posé à nous, Socialistes.
Pour ce qui concerne le contrôle du flux migratoire, je ne ferai que répéter ce que j'ai écrit à notre Premier secrétaire il y a plus d'un an. Si cette maîtrise est une nécessité pour la France, elle ne pourra être réelle, efficace, qu'à travers une politique de coopération, par exemple dans l'aide notamment à un développement agricole intégré dans les pays d'origine et contrôlé afin de stabiliser dans ces pays la petite paysannerie dont est issue la grande majorité de l'immigration et d'enrayer le processus de l'exode, d'abord intérieur de la campagne vers les villes, ou plutôt les bidonvilles, puis des migrations vers l'Europe et la France, car s'il est vrai que la France ne peut accueillir toute la misère du monde, la France et l'Europe ne pourront pas éternellement et sans cesse laisser s'accumuler à leur porte la misère du tiers-monde.
Quant à la question de l'identité nationale, je ne prendrai qu'un exemple : celui du maire de Saint-Coulitz, originaire du Togo, élu par de vrais Bretons, et qui vient de mettre en place, à partir d'une tradition typiquement africaine, le Conseil des anciens, afin que l'expérience des retraités de sa ville serve aux plus jeunes et que les anciens ne se sentent pas exclus, comme beaucoup de retraités français le sont aujourd'hui. Pour montrer aussi que la culture des autres, en s'ajoutant à la nôtre, ne la diminue pas mais l'enrichit et la renforce dans son humanité, pour montrer aussi que nous devons avoir une politique fondée sur des analyses justes et des faits concrets et non pas une politique influencée par la force des préjugés sur l'autre, l'étranger, l'immigré.
Il faut rappeler aussi qu'il faut se méfier de ceux qui, derrière Le Pen, n'ont que les mots "nation","identité nationale" à la bouche. Ce sont souvent les mêmes qui ont été les premiers à trahir le cause nationale et à brader et troquer leurs traditions pour des gadgets.
La culture véritable est transnationale, elle est universelle. Ce n'est pas l'immigration qui menace la culture de la France, les cultures de ce pays, c'est plutôt ce canon à électrons qu'est la télévision qui bombarde jour et nuit les citoyens de ce pays, leur donnant à consommer entre deux pubs de la sous-culture à travers des séries américaines, une télévision où les créateurs audiovisuels de ce pays n'ont pas leur place, une télévision où des journalistes, en 1983, à Lyon, aux Minguettes, payaient des jeunes français issus de l'immigration pour brûler des voitures et avoir leur scoop, une télévision pour laquelle il y a quelques semaines les journalistes d'une chaîne que je ne citerai pas faisaient amis-amis avec des néonazis à crâne rasé, et filmaient tranquillement le quasi-assassinat d'un noir.
J'espère, chers camarades, que non seulement les immigrés, mais aussi les Français, refuseront de s'intégrer à ce type de société. Mais je ne suis pas immigré, chers camarade je suis Français comme vous, et tout comme vous

j’aime ce pays ; je suis aussi Socialiste, comme vous, et notre objectif, en tant que Socialistes, est quand même de transformer cette société et de la diriger vers toujours un peu plus de justice, de fraternité, de respect de l’ordre quel qu’il soit et quelles que soient ses origines.
Dans le conflit dialectique du possible et de l’impossible il ne faut pas condamner les rêves et les utopies qui nous portent, ce serait condamner à la stagnation et au déclin. Tuer le rêve ce serait faire du Parti Socialiste français un parti morbide. Je préfère que notre Parti reste dans la logique du vivant.
La question de l’immigration, chers camarades, n’est quelque part que le miroir de la société française. Elle lui renvoie l’image de ses propres questionnements. Les réponses qui seront données à ces questions situeront notre Pari, et la France, notre pays, à son degré de civilisation.
(Applaudissements)

Michel Charzat

Chers camarades, le texte issu du Congrès de Rennes indique la volonté, et je cite "d’élaborer un projet pour la France de l’an 2000, en associant de manière ouverte toutes les forces vives du pays". L’invitation est donc parfaitement claire, mais la réalisation n’est pas forcément facile à mettre en œuvre.
Première difficulté, et Laurent Fabius l’a signalé ce matin, il s’agira de crédibiliser notre démarche. En effet, depuis dix ans que nous sommes au pouvoir, nous avons perdu l’innocence du projet. Il faudra donc briser le mur du scepticisme et récuser le diagnostic de schizophrénie par une méthode particulièrement performante.
J’ajoute qu’à Rennes, nous n’avons pas forcément donné l’exemple d’un intellectuel collectif, soucieux de réhabiliter le débat civique.
Deuxième difficulté : il faudra créer des repères idéologiques, politiques et culturels, car notre société sur le plan idéologique est devenue molle. Il y a une panne de l’imagination et une liquéfaction des représentations de l’avenir.
J’ajoute que nos cadres de référence extérieurs eux-mêmes sont remis en cause par ce qui se passe à l’est ou au sud : réunification de l’Allemagne, effondrement du système soviétique, montée de l’intégrisme en Afrique du nord particulièrement en Algérie, la France se trouve placée au cœur d’un croissant des tourmentes qui va des pays baltes au Maghreb.
Troisième difficulté : il faudra reprendre contact avec la pensée française, avec les intellectuels qui depuis quelques années ont eu tendance à se replier dans leur tour d’ivoire et ont troqué la langue de bois, qui parfois illustrait leur production, pour la langue de caoutchouc, pour un discours extrêmement vague sur la démocratie. Or depuis deux cents ans, depuis les lumières, c’est précisément ce dialogue souvent difficile entre les intellectuels et les politiques qui a fortifié la démocratie et a fait avancer la République.
Aussi pour surmonter ces difficultés, il faudra faire preuve de beaucoup de conviction, mais il faudra également s’appuyer sur des raisons objectives qui, aujourd’hui, permettent, je pense, d’envisager un exercice du type projet.
En effet, il apparaît aujourd’hui nécessaire pour les Français, pour la société,

Fondation Jean-Jaurès

pour la démocratie, pour les Socialistes en Europe et dans le monde que les Socialistes français réhabilitent la dimension prospective et programmatique de leur démarche.
Pour les Français d'abord, il est important que cet effort de réflexion soit fait, parce que les Français sont à la recherche, je le disais tout à l'heure, de repères, les Français ont été ce peuple habitué à voir l'universel dans le particulier, et l'histoire du monde dans celle de leur pays.
Aujourd'hui, la dévaluation de la politique à laquelle on assiste, est largement la conséquence de cet effacement, de l'effacement de cette singularité nationale. Faute de se reconnaître dans des clivages mobilisateurs, privés de repères dans un monde qui bouge à toute vitesse, alors même que l'Europe ne leur propose aucun projet de civilisation, nos concitoyens se sont repliés trop souvent sur la vie quotidienne.
J'ajoute que la crise de l'Etat républicain, en perte de légitimité, redouble cette crise nationale d'une crise politique qui, aujourd'hui, affecte les systèmes de représentation, de participation de citoyenneté.
Réflexion importante pour une société comme la nôtre qui cherche à retrouver les valeurs collectives. Je remarque qu'ici ou là tous les grands intellectuels, tous les grands observateurs d'Emmanuel Le Roy Ladurie, à Paul Thibaud, de Jacques Julliard à Jean-François Revel, à sa manière Tapie, chacun, qu'il s'agisse d'intellectuels ou d'hommes captant apparemment les mouvements d'opinion, chacun souhaite le retour au débat, à des valeurs fortes, à un certain nombre de ressourcements.
Eh bien, chers camarades, ne soyons pas les derniers à prendre le train en marche, retrouvons le goût du débat, pour que les Français cessent d'avoir l'impression d'être ballottés par l'histoire, proposons-leur pour cette décennie des objectifs clairs, et une stratégie très forte, conciliant à la fois la justice et l'efficacité économique.
J'ajoute que si nous ne le faisons pas, d'autres vont le faire, ou le font déjà.
A leur manière, les partis de l'opposition avec leurs états généraux tentent de combler ce vide. Sachons qu'à nos côtés, nos alliés de la France Unie préparent déjà leur projet sur la base d'une réflexion consacrée à la crise de l'identité nationale, réflexion dirigée par Emmanuel Le Roy Ladurie.
Cette réflexion est également importante pour la démocratie dans notre pays, car la démocratie a besoin de retrouver un espace public de débat.
Je crois que l'indifférenciation, la perte de sens sont mortelles pour la démocratie, si tout se vaut, rien ne vaut plus.
Il faut donc retrouver une hiérarchie des valeurs, une éthique de vie à proposer qui ne soit pas celle qui triomphe aujourd'hui, à savoir l'éthique de vie ou plutôt le modèle de l'argent fou, la modèle de la réussite individuelle et matérielle qui démoralise et corrompt la société, française.
Aussi, il faut distinguer entre le consensus sur les règles du jeu et l'acceptation de l'alternance, c'est un grand progrès qui a été obtenu depuis quelques années avec la nécessité d'un débat, du choc des idées, car en l'absence d'alternative, de termes de débat clairement proposés à nos concitoyens, la démocratie a tendance

à dépérir.
C'est sur cette perspective un débat sans contenu, c'était un terrain libre pour le national-populisme d'un Le Pen, c'est un terrain libre pour la monté des intégrismes moraux et religieux et communautaires. Aussi, l'une des priorités de ce débat sera de restaurer un espace public de débat, en donnant l'exemple d'une éthique de la communication et de discussion pour reprendre l'expression du philosophe Habermas.
Enfin, la réflexion est à l'évidence nécessaire pour l'avenir du Socialisme qui a besoin de retrouver son souffle.
En effet, le vent qui souffle de l'est, l'effondrement du Communisme, la décomposition du système soviétique ne doivent pas marquer la fin de l'histoire.
De même le Socialisme démocratique ne saurait se satisfaire comme chacun peut le comprendre ici, mais il faudra faire comprendre à l'extérieur, du marné et des Droits de l'homme comme seul programme, comme programme minimum.
Pas davantage nous ne pouvons nous satisfaire d'un ordre ou plutôt d'un désordre international, qui creuse les écarts entre le nord et le sud, qui aggrave les menaces avec la malnutrition dans le monde, avec la dégradation de l'environnement, avec la généralisation de la drogue.
Oui, je crois que le moment est bien venu de décider un nouvel horizon pour la France de l'an 2000, de parler avec les Français de leur place dans l'Europe, et dans le monde, et de dessiner une stratégie commune pour l'action.
Il faudra le faire entre nous en France, mais il faudra le faire avec nos amis, avec nos partenaires en Europe, et j'allais dire dans le monde, nous allons en parler tout à l'heure, lorsque je vous présenterai la démarche.
Cette démarche, la démarche que je vous propose, après que le Premier secrétaire ait indiqué le sens de notre entreprise, face à une société active, qui cherche et qui très souvent se contemple, cette démarche doit être conçue comme à la fois pragmatique, mais permettant de relancer le débat d'idée sur des bases assez libres. Cette démarche doit être d'abord de ressourcer notre pensée en écoutant les acteurs du changement, les penseurs de notre temps, puis elle doit être d'impliquer dans notre réflexion à la fois l'ensemble des structures du Parti, et tous les acteurs de la société, et enfin nous devrions entre nous faire le moment venu les choix d'orientation pour proposer aux Français une nouvel horizon.
Démarche à trois temps : écouter, impliquer, proposer.
Cette démarche est une démarche efficace qui a été mise en œuvre par le gouvernement lors des assises de la recherche, ou lors récemment de la réforme des PTT.
Il nous faut à tout prix éviter pièges des débats précontraints sur fond de bagarre d'appareil et inventer avec pragmatisme une dynamique de questionnement décentralisé de la société française.
Cette démarche doit nous permettre de reprendre contact avec le peuple, avec les militants aujourd'hui en attente, mais également avec les Français qui aujourd'hui gardent le silence trop souvent, mais aussi de nous permettre d'impliquer tous les agents du changement, toutes les forces sociales porteuses

de transformation, avec bien évidemment une place particulière pour les représentants du monde de la pensée.
Premier temps : l'écoute.
La crédibilité de notre démarche résultera - ou non - de notre capacité d'écoute, de large consultation, d'ouverture à tous les courants de la pensée contemporaine, à tous les secteurs de la société.
Aussi, et depuis quelques semaines, j'ai entrepris de multiplier les contacts avec les représentants de la recherche et de l'analyse en sciences sociales, en faisant en sorte qu'aucune piste, qu'aucune orientation ne soit écartée. Pour pouvoir esquisser demain des lignes d'horizon, il convient de jeter des ponts entre les innombrables apports des sciences sociales et les grands courants de pensée, en France et dans le monde.
Chers camarades, je pense qu'une radioscopie de la société française n'est pas un luxe. Dix ans après l'arrivée de la Gauche au pouvoir, que savons-nous exactement des classes sociales, des mouvements sociaux, de l'aggravation de certaines fractures et inégalités sociales qui renaissent ou se développent ?
Il s'agit donc de concilier l'intelligibilité du réel avec le respect de sa complexité.
Aussi, dès maintenant, plusieurs groupes de travail chargés de procéder en France et à l'étranger à la consultation de hauts représentants de la pensée, ainsi que celle de témoins de la société, sont au travail. Ces groupes, constitués de manière informelle, doivent nous permettre de rassembler d'ici à la fin de cette année les matériaux de la réflexion ; matériaux qui seront mis à disposition du Parti, mais également de la société française.
Deuxième temps : impliquer.
Dès la rentrée de septembre, parallèlement à cette phase d'analyse préalable, le projet entrera dans sa phase active, avec la mise en place d'abord d'une Commission de préparation, de pilotage qui sera présidée par notre Premier secrétaire, bien sûr.
En septembre toujours, sur 3 journées se tiendra un séminaire qui permettra de faire réfléchir et travailler la direction du Parti, les membres du gouvernement, des hommes de culture et de réflexion.
Dans le même temps sera élaboré un document introductif, un document très ouvert, très problématique, qui servira de fil directeur au questionnement de la société française dont j'ai parlé.
Enfin, les 17 et 18 novembre, une Convention nationale donnera le signal à une période de 6 mois de débats tous azimuts.
Chers camarades, cela est très important. C'est au cours de cette période de six mois que notre Parti doit être capable de se dynamiser lui-même, de s'ouvrir sur le pays.
Il s'agira sur le terrain, de rencontrer les Français pour les impliquer. Ainsi nous marquerons très clairement notre volonté d'élaborer un projet, non pas en le plaquant sur la réalité, mais en le construisant avec tous ceux qui le souhaitent.
Nos sections et nos fédérations seront donc invitées à multiplier les rencontres, les réunions au niveau local, au niveau départemental, en associant tout

particulièrement des représentants des syndicats et du monde associatif.
Nous devrons à tout prix récuser, éviter le formalisme, et la solennité pour privilégier le travail de table ronde, des sphères de travail ouvertes, les Commissions afin d'associer les forces vives, d'associer les acteurs sociaux à notre réflexion.
Dans le même temps nous tiendrons, je pense en janvier et en février, une série de journées nationales de réflexion sur des thèmes horizontaux, et bien sûr les Commissions de travail, les Commissions d'études, le groupe des experts, les Commissions du Comité directeur seront mises à contribution ainsi que les groupes parlementaires.
Enfin, toujours dans cette période de six mois, novembre 1990 à avril 1991, à l'initiative de la direction du Parti, une consultation au niveau national des représentants des forces vives du pays se déroulera tout au long du premier semestre de cette année 1991.
Ainsi à la fin d'avril 1991, nous aurons récolté les matériaux de notre réflexion. Je le rappelle, les notes, les compte rendus d'audition qui sont actuellement en cours de réalisation, les travaux de synthèse des journées de réflexion dont j'ai parlé, les documents élaborés par les Commissions du Parti, et enfin et surtout les contributions recueillies à l'occasion du débat mené dans le pays. Il sera alors possible de passer à la troisième phase : écouter, impliquer et donc proposer, dès le mois de mai 1991, un premier texte.
Dès le mois de mai 1991, un premier texte pourra être rédigé et soumis à votre approbation au Comité directeur comme proposition de stratégie d'action pour l'an 2000.
Je pense qu'en associant toutes les sensibilités du Parti à l'élaboration de ce texte, on aura rapidement une vision à la fois d'un tronc commun mais aussi des désaccords éventuels dont le Comité directeur pourra être ainsi saisi.
Si l'hypothèse de l'examen d'un texte assorti d'options différentes était retenue, je crois que le débat dans les sections y gagnerait en intérêt et en ampleur.
Je vous fais remarquer que le calendrier que nous vous proposons au nom du Bureau exécutif permet de diffuser dès le début de l'été le texte en débat et laisse donc un délai suffisant pour la discussion qui devra nous conduire à une Convention nationale en octobre ou en novembre 1991, cette Convention nationale d'octobre ou de novembre 1991 sera alors le point d'orgue d'un très large débat que le Parti aura engagé avec la société française, et je crois que cette démarche, si nous la retenons, sera sans nul doute de nature à favoriser la capacité de notre Parti à être en prise avec les réalités, avec les forces sociales de notre pays, et qu'elle donnera corps à l'idée d'un projet, non pas conçu comme un édit octroyé sur l'avenir des idées octroyées par le Parti Socialiste, mais comme une dynamique capable de donner un sens à l'avenir du pays.
Chers camarades, nous allons devoir répondre à quelques questions simples et fortes : à quoi sert la France ? Peut-on faire vivre la République contre la nouvelle réaction ? Peut-on donner un nouveau souffle à la Gauche ? Qui d'autre que nous pourrait répondre à toutes ces questions ?
Mais pourrions-nous le faire sans être à l'initiative d'un grand débat national ?

Fondation Jean Jaurès

Merci de votre attention.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Michel, et bon courage pour la mise en œuvre de ce projet. Bernard Derosier, pour dix minutes.

Bernard Derosier

Chers camarades, ce Comité directeur m'amène à livrer des réflexions sur deux points : les élections cantonales régionales, et l'état de l'opinion, la place du Parti Socialiste devant l'opinion.

Pour ce qui est des élections je n'ai pas bien compris dans ces dernières semaines si finalement le débat était tranché ou s'il était rouvert. J'avais cru que le Bureau exécutif du Parti avait en donnant sa position clôt le débat, et j'ai lu dans la presse… (illisible)… j'ai vu aussi le gouvernement dans l'attente de je ne sais quelle nouvelle décision avant de présenter au Parlement le texte de loi nécessaire.

Je crois qu'il ne faut pas perdre de vue l'objectif que le Parti s'est fixé avant le Congrès et qui demeure notre règle en la matière, à savoir organiser le regroupement des élections locales. J'étais favorable personnellement à ce que l'on regroupe les élections des trois niveaux de collectivités territoriales. Il y avait une logique. La thèse retenue, celle de regrouper les élections et les élections départementales, j'en prends acte, je m'accommode de cette décision. De la même façon je crois qu'il faut que l'on s'accommode de l'organisation administrative de notre territoire autour des communes, des départements et des régions, et que l'on mette fin à cette querelle permanente entre communes et départements, départementalisme et régionalisme.

A partir du moment où nous prenons en compte cette organisation administrative de notre territoire, il importe de rechercher le système électoral dans le cadre d'un regroupement qui permette non seulement de gagner les élections mais surtout d'être particulièrement clairs vis-à-vis de l'électeur.

Je pense qu'il ne serait pas bon de mettre en place un système électoral pour les régions et pour les départements qui soit le même. En d'autres termes je ne suis pas favorable à ce que l'on recrée des cantons régionaux. De la même façon que si nous avions eu un système pour les élections départementales qui soit proportionnel, et sur une liste départementale, il eut fallu trouver autre chose pour les élections régionales.

Les choses avances vite, et je pense que chaque jour qui passe rend pour le Parti la gestion du temps plus difficile. Il importe que très rapidement nous sachions donc la position du gouvernement, et je souhaite qu'au lendemain de ce Comité directeur le gouvernement sache donc qu'il a à se mettre au travail et à nous proposer dans les meilleurs délais un texte de loi.

Le second sujet sur lequel je voulais m'exprimer, exprimer mon avis, concerne ce que j'appellerai notre responsabilité dans l'état de l'opinion aujourd'hui. Je pense que nous avons le devoir, en tant que militants Socialistes, en tant que responsables de ce Parti, dans ce Comité directeur, de faire en sorte que notre

réunion d'aujourd'hui soit ressentie comme un bon Comité directeur, comme un temps fort de la vie du Parti, vis-à-vis de l'extérieur, et je serais tenté de poser la question : le veut-on ? Je veux croire que oui. Et le rapport de ce matin qui nous a été présenté, surtout, par Debarge, au nom de la direction du Parti témoigne de cette volonté qui anime la direction du Parti.
Le peut-on ? Peut-on faire de ce Comité directeur un temps fort ? Là encore je répondrai : assurément, car nous en avons les moyens.
Je dispose donc d'un texte unanime adopté par le Comité directeur au lendemain du Congrès. On semble parfois oublier d'ailleurs que ce texte a été adopté à l'unanimité du Comité directeur. Nous disposons d'un plan de travail dû à l'initiative du Secrétariat national, et nous avons un projet à construire. Nous disposons donc de tous les ingrédients qui nous permettent de gommer dans l'opinion l'impression que nous donnons d'un parti qui se cherche, d'un parti qui patine.
Je disais gommer l'impression que nous donnons. En fait, je ne sais pas s'il s'agit réellement d'une impression que nous donnons ou plutôt d'une image que reproduisent les médias, parce qu'ils y sont encouragés par telle ou telle déclaration, par tel ou tel comportement.
Deux papiers dont la presse nationale retenait hier l'attention de celles et de ceux qui s'intéressent à la vie politique, je veux parler du papier dans "Libération", et du papier de Pierre Mauroy, dans "Le Monde" Sur le papier dans "Libération", sur son contenu, sur sa forme, je crois que cela ne mérite pas qu'on s'y arrête. Le Premier secrétaire ce matin a dit ce qu'il fallait en penser. Néanmoins, ceux qui se prêtent à ce petit jeu des petites phrases doivent sans doute se demander s'ils servent le Parti, s'ils permettent l'avancée du Socialisme. Je suis persuadé que non. Je n'ai pas, pour ce qui me concerne, d'états d'âme au lendemain du Congrès de Rennes. C'est un Congrès parmi d'autres, dans l'histoire du Parti dont il faut analyser la relation avec la volonté de ne pas le recommencer, mais il y aura d'autres Congrès à charge pour nous de faire en sorte qu'ils se déroulent autrement.
Aujourd'hui, le temps est venu de proposer, Pierre Mauroy a ouvert le débat par son article dans "Le Monde", je l'ai évoqué tout à l'heure, par son rapport de ce matin, et à l'instant, Michel Charzat qui a en charge le projet, vient de nous fixer les grandes lignes de notre travail.
Ce travail, c'est le seul moyen, à mes yeux, de réconcilier les Françaises et les Français avec la politique et, en tout cas, avec ce qu'en présentent les Socialistes. C'est l'occasion de faire en sorte que le fossé ne continue pas à se creuser, entre les citoyens et les partis politiques.
Nous ne pouvons pas rester indifférents, chers camarades, quand les rapports officiels dont la presse se fait l'écho soulignent un accroissement des inégalités dans notre société, alors que, nous, Socialistes, nous sommes au pouvoir depuis 1981.
Personnellement, cela m'amène à m'interroger sur le sens de mon engagement. Je n'ai pas adhéré au Parti il y a bientôt vingt-six ans sans avoir à m'interroger aujourd'hui sur cette situation après neuf ans de pouvoir Socialiste. Nous ne

pouvons pas nous contenter, chers camarades, de reconnaître, pour reprendre l'expression du Premier Ministre devant l'Assemblée Nationale un peu plus d'une semaine, nous ne pouvons pas nous contenter de reconnaître l'existence des règles cruelles de l'économie moderne sans mettre tout en œuvre pour en gommer, et pas seulement en atténuer, en gommer les effets inégalitaires Aujourd'hui, c'est d'abord cela, être Socialiste. Sinon, à quoi servirait l'engagement qui est le nôtre depuis des années et des années pour certains, plus récemment pour d'autres, et à quoi servirait notre présence au gouvernement de la France depuis 1981 ? Si nous devions simplement constater, si nous devions simplement prendre acte de ces inégalités grandissantes ?
Si nous nous contentons de gérer socialement sans doute, sans transformer, car ce que je dis là, chers camarades, vous savez que les militants Socialistes le ressentent et nous le disant, vous savez que les électeurs le ressentent et nous le disent même si nous leur répondons, par exemple RMI, par exemple logement des plus défavorisés pour ne prendre que les deux textes les plus récents.
Je crois qu'il est temps de nous ressaisir, il est temps de ranger tout ce qui nous divise. Nous avons eu notre Congres, nous avons maintenant devant nous deux années de travail. Rangez tout ce qui nous divise, chacun d'entre nous doit se sentir concerné.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Bernard. Tu t'es tenu exactement au temps imparti, j'espère que cela servira d'exemple.
Gérard Le Gall, ensuite Gérard Fuchs puis Louis Mermaz.

Gérard Le Gall

Mes chers camarades, je demanderai aux membres de la Commission de politique intérieure d'être un peu indulgents puisque le rapport que je leur ai fait à l'heure du déjeuner sera pratiquement le même que celui que je vais faire. Ce sera la première partie de mon intervention. Ensuite, je ferai quelques réflexions sur le débat interne par rapport au mode de scrutin.
Cela étant, se répéter a parfois quelques vertus, pour autant que je n'ai pas été compris.
Premier point sur l'état de l'opinion.
Quelques remarques très simples qui n'épuisent pas les différentes composantes de l'opinion;
Une première remarque toute simple est un élément de réponse aux interrogations sur une certaine montée de la méfiance à l'endroit des Socialistes, en général, au cours des derniers moi. A l'évidence, le Congrès de Rennes a été l'agent déstabilisateur du bloc au pouvoir. Naturellement, chacun peut avoir son interprétation du phénomène, mais il est indubitable, à la lecture de la chronologie des sondages, que le point de rupture se situe quelque part dans la deuxième quinzaine du mois de mars. C'est l'implacable lecture chronologique.
Net recul, mais toutefois pas de raisons fortes d'être inquiet. En effet, on a connu des périodes de grave impopularité, de profonde impopularité. Cette fois,

Fondation Jean Jaurès

il y a une inquiétude sur les bilans, mais elle ne porte pas sur les personnes, je veux dire la popularité du Président de la République, celle du Premier Ministre, même celle du Parti, et je dirai que si la cote du Parti a quelque peu reculé dans l'opinion au cours des derniers mois, il s'en tire plutôt bien par rapport à la cote du Président de la République et du Premier Ministre, notamment dans l'électorat de gauche, puisqu'à l'aune des mêmes questions, l'électorat de gauche soutient à 84% le Parti Socialiste, tandis que l'exécutif tournerait plutôt autour de 80. Cette simple notation pour tordre le cou, mais on n'y arrivera jamais, à cette antienne sur ce pauvre parti qui serait impopulaire tandis que d'autres seraient rayonnant dans l'opinion.
Au cours des dix années pour relativiser la situation dans laquelle nous sommes, je rappelle que le record d'impopularité pour le Parti se situe en juillet 1985 : 38% de bonnes opinions à l'époque ; aujourd'hui 51%. 50% de mauvaises opinions à l'époque, aujourd'hui 39. Preuve qu'il y a de quoi s'interroger, mais pas d'être inquiet.
On sent, au demeurant, à travers des enquêtes déjà publiées ou confidentielles, qu'il y a une légère remontée de l'état de l'opinion. Donc, soyons préoccupés, interrogeons-nous, mais pas de catastrophisme, s'il vous plaît.
Une frustration sociale forte, je ne serai pas éloquent sur le sujet, puisque c'est le thème de demain du colloque et des Commissions. Le thème principal et c'est le plus préoccupant parce que je crois que c'est un élément d'incompréhension et peut-être d'une certaine déstabilisation de notre électorat, certes, il y a une forte demande sociale, mais il y a aussi un grave problème par rapport à l'immigration, l'immigration est devenue la seconde préoccupation des Français, mais dans les questions qui mesurent cette hiérarchie des préoccupations, l'énoncé même de la question, faire face au problème, est à double face, si j'ose dire : faire face, c'est à la fois répondre à la demande, et c'est aussi suggérer, contenir le problème, et vous voyez ce que cela peut signifier. Pour être plus explicite, dans une enquête que le Parti a commandée sur ce sujet, je crois qu'il est bon que nous réfléchissions aussi à partir des enquêtes d'opinions, même si, et je le re-précise aussi fermement que j'ai pu le faire en Commission, même si les indicateurs d'opinions ne sont pas des éléments prévalants dans une décision. C'est un élément parmi d'autres, mais quand on se flatte, ici et là, d'une culture rationaliste, après tout, dans un élément de prise de décision, il est bon aussi de connaître l'état de l'opinion. Alors, ni révérence trop obligée vis-à-vis des sondages, ni mépris des sondages, chers camarades : c'est un élément du processus de décision.
A cet égard, sur la demande d'intégration, malheureusement, au cours des dernières années (on dira que c'est un déficit de notre communication, ou de notre force de conviction, à chacun d'apprécier), il y a plutôt un recul, et ce, après les débats parlementaires, après les débats dans la presse, après les débats entre les partis et au sein des partis.
Bref, quand on pose aux Français la question : est-ce qu'il faut intégrer les immigrés, ou au contraire suggérer le départ (telle n'est pas la formulation exacte, mais c'est l'esprit), une majorité de nos compatriotes répond : le départ

Collection Jean-Jaurès

des immigrés, même si, quelque part, ils savent que c'est une hypothèse absurde, mais précisément, quand il y a un souhait et que la solution du souhait est impossible, c'est là qu'est la tentation, je crois, en termes de communication : 46/42 ! Et chers camarades, écoutez bien, 44% souhaitent le départ chez les 18-24 ans ! Je crois que Laurent Fabius, tout à l'heure, a signalé ce phénomène : effectivement, dans l'électorat du Front National, on a tous remarqué, depuis des mois, sinon même des années d'ailleurs, l'importance des jeunes. 44% souhaitent le départ.
S'il y a une culture differentialiste très forte chez les jeunes (peut-être moins d'ailleurs chez les 14-18 ans que chez les 18 ans) voilà un phénomène inquiétant peut-être.
Naturellement, la xénophobie de la classe ouvrière, c'était une figure de rhétorique chez les sociologues dans les années 50 et 60. On sait très bien que la classe ouvrière, qui était parée de beaucoup de vertus à travers quelques analyses historiques, dans la pratique partage, voire amplifie, voire intériorise la xénophobie, et c'est inquiétant parce que eux sont directement au front, dans la sphère de travail, de la production, au contact de l'immigration... Eh bien, chers camarades, 53% des ouvriers souhaitent le départ des immigrés !
Voilà des réalités.
Et chez les Socialistes, me direz-vous ?
C'est là aussi l'un des problèmes, assurément. Dans les phénomènes que l'on observe, entre le vote Front National au premier tour et les reports de voix du Front National sur nous au second tour, on a là une des clés de la réponse : 35 à 40% des sympathisants Socialistes, chers camarades, souhaitent le départ des travailleurs immigrés.
Il y a quelques camarades qui vont monter à la tribune pour dire : les sondages... les sondages... il ne faut pas se fonder sur les sondages... etc. Je sais que dans tous les lieux de pouvoir, toutes les associations antiracistes, on fait faire des sondages et que c'est partout un élément d'analyse et de réflexion. Alors, là-dessus, pas d'obscurantisme, mais pas non plus "d'à plat ventrisme" devant les sondages.
J'allais oublier la question intéressante du droit de vote. Le Parti Socialiste vient de renoncer au moins provisoirement (il n'y a jamais de formulation parfaite dans les sondages, mais celle-là était sans doute plus proche du réel) au droit de vote pour les immigrés, est-ce que vous êtes d'accord ou est-ce que vous pensez que le Parti Socialiste a eu tort de prendre cette décision ?
71% des Français pensent qu'il a eu raison, 20% qu'il a eu tort.
Et chez les Socialistes, me direz-vous ? 64% pensent qu'il a eu raison, 24% qu'il a eu tort, et 12% sont sans opinion. Ce ne sont que des éléments d'appréciation, ce n'est pas une justification a priori d'une décision de compromis, mais c'est un élément que je veux livrer à votre appréciation avant d'aborder très rapidement la question du Front National... J'ai mis quelques idées sur un bout de feuille.
Il y a une idée simple, à partir des chiffres, puisque c'est ma spécialité : c'est l'extrême sensibilité du Front National à la conjoncture. En haute conjoncture, il peut monter à 20, 25. En conjoncture médiocre, si j'ose dire, il est à 10, 12.

Fondation Jean Jaurès

Quels sont les stimuli ? On l'a bien vu sur l'affaire du voile à l'automne, on l'a bien vu sur l'amnistie, deux terrains différents, l'un culturel, l'autre la dégénérescence d'un certain débat politique, en tout cas d'une perception du débat politique. Le Front National, en trois quinzaines de votes : 15%, 18%, 13%. Et quand le Front National monte à 18%, le PS tombe à 24. C'est-à-dire qu'il y a une perméabilité entre le Parti Socialiste et le Front National.
Là encore, je ne révèle rien aux hommes de terrain que vous êtes, pour beaucoup d'entre vous, mais enfin, quand même, c'est un certain éclairage. Donc, on voit une disponibilité, pas simplement droite républicaine, comme on dit parfois par commodité, et Front National, mais aussi Parti Socialiste et Front National. Certes, Rennes a été un élément déstabilisateur du bloc au pouvoir, comme je l'ai dit tout à l'heure, naturellement l'amnistie aussi, et c'est à ce moment-là que Le Pen est à son sommet, 12%. Et quand on regarde de près (je vous épargnerai l'analyse à ce stade) les composantes sur la jeunesse, effectivement, et aussi dans l'électorat Socialiste, c'est d'autant plus inquiétant que, puisqu'on parle de l'internationalisation du capital, on peut parler aussi de l'internationalisation de la politique, et puisqu'on a distingué tout à l'heure ce qui se passait, pour s'en inquiéter, en Algérie et en Israël, moi, je fais le lien entre les deux, car c'est le mélange qui est explosif.
En soi, ce qui se passe en Algérie est préoccupant, peut-être inquiétant, en tout cas ce qui se passe en Israël, l'alliance entre la droite et l'extrême droite, Laurent tout à l'heure nous invitait à y réfléchir et peut-être à faire un texte, eh bien, il y a longtemps peut-être que nous aurions pu faire un texte sur le sujet, car à vrai dire en Israël, comme peut-être un jour en France, cette alliance n'est que l'aboutissement d'un processus, pour qui a bien suivi la vie politique israélienne.
Quelques mots du débat sur les modes de scrutin.
L'impossible re-découpage, je n'y reviens pas. L'architecture du texte, chers camarades, pour l'instant nous n'avons parlé que de la philosophie et de l'architecture du projet, mais ce qui compte le plus dans le projet, ce sera le calcul de la prime et le problème des seuils.
Pour ma part, je préconise, mais je lance cela dans le débat, une prime de 25%.
On me dira : pourquoi 25% ? Elle est de 50% aux municipales.
25% parce que cela veut dire que la liste qui arrive en tête, pour avoir la majorité absolue, doit faire 33,33%. Si elle a 25% des sièges et 33% du reste des sièges à répartir, elle est majoritaire absolue.
Camarades, si une liste qui arrive en tête au tour décisif ne fait pas 33%, effectivement dans notre système il n'y aura pas de majorité absolue. Mais un mode de scrutin est un mode de régulation, ce n'est pas une prothèse ! S'il n'y a pas de force dominante eh bien, il n'y aura pas de majorité. Mais, chers camarades, aucun mode de scrutin n'induit en lui-même une majorité et un mode de scrutin, fut-il majoritaire à deux tours, ne donne pas forcément une majorité, on s'en est rendu compte le soir des législatives de 1988.
Je dirai que l'avantage essentiel du mode de scrutin que la majorité du Bureau exécutif préconise, et a même adopté je crois (n'ayons pas la pudeur de tourner autour du pot vis-à-vis des mots), est stratégique, pas simplement par rapport

aux écologistes, au PC (certes, c'est important), mais stratégique en ce sens qu'il oblige les partis politiques dans leurs directions nationales et fédérales, puisque notre mode de scrutin sera départemental, à décider des alliances.
Dans le mode de scrutin municipal, c'est la tête de liste qui décide des alliances et naturellement les alliances seront préconçues six à huit mois avant l'élection et pas simplement entre les deux tours. Donc le débat sur la campagne se fera non seulement sur l'orientation politique des listes, mais aussi sur la stratégie du second tour.
Naturellement, cela a des vertus vis-à-vis du Front National.
Ce qui fait que ce n'est pas entre le dimanche soir du premier tour et le mardi, pour le dépôt des listes, que se définiront les stratégies, puisque la tête de liste étant maître du jeu aura scellé la stratégie potentielle de second tour et ordonné les choses dans son camp.
Mêmes vertus vis-à-vis des écologistes : ils devront choisir. Notre mode de scrutin n'interdit pas a priori la représentation des écologistes, il oblige les écologistes, six à huit mois avant l'élection, à définir leur stratégie. Quand ils feront 9% dans un département, pour autant que le seuil d'admission à un siège soit de 10, la question se posera : avoir un élu ou pas ? Là est la question... Et vous savez qu'au Congrès de Marseille des écologistes, le débat a eu lieu entre ceux qui voulaient participer un peu au pouvoir, tout en gardant leurs distances, et ceux qui étaient partisans du "ni à gauche, ni à droite". Là, ils devront choisir.
Bref, le mode de scrutin qu'on a choisi, outre que je pense qu'il est fécond d'un point de vue des régions que nous pourrions conquérir (mais là-dessus, sur les simulations, il faut se hasarder, si j'ose dire, prudemment), a des vertus clarificatrices dans un système politique impossible à six forces : on va obliger la Droite républicaine, les écologistes, d'une certaine manière le Front National, à clarifier leurs positions les uns par rapport aux autres.
Enfin, et je m'en étonne, les partisans du rouge rose et vert sont bien silencieux sur ce thème ! Je crois que s'il y a un mode de scrutin rouge rose vert, c'est bien le mode qu'on propose... alors, peut-être qu'ils préfèrent le majoritaire, là ? Je ne comprendrais plus très bien...
Dernière notation politique : chers camarades, il faut dénoncer le RPR et l'UDF. Ils ont mis en congé Carignon mais ils n'ont pas encore mis en congé Gaudin, Blanc et tous les autres qui font alliance dans les régions et, ce thème-là, il faudra le développer. Ils mettent en congé celui qui appelle à voter Socialiste pour faire front au Front National, mais ceux qui pactisent dans les 3èmes tours clandestins pour faire leurs alliances électorales (et c'est ce qu'autorise le choix du scrutin majoritaire et des circonscriptions cantonales, quand on fait sa petite "sousoupe" dans son petit coin, ses petites alliances où on échange les circonscriptions), ils ne sont pas mis en congé.
Le système municipal adapté aux départements et à la région est un scrutin clair, je le crois, en tout cas il est clarificateur et c'est, je crois, je vous demande d'y bien réfléchir, un mode de régulation du Front National et de clarification du débat politique avant 1993. Je crois qu'il a cette vertu aussi par rapport aux écologistes, par rapport aux Communistes, et en faisant en sorte que la Droite

Collection Jean Jaurès

cogne le mur du Front National, si j'ose dire, aux élections régionales, cela nous donne les meilleures chances, j'en suis convaincu, de gagner en 1993.
Merci de votre attention.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Gérard Fuchs, puis Louis Mermaz et Pierre Guidoni.

Gérard Fuchs

Chers camarades, nous traversons en ce moment une période de désaffection du politique et je crois que cette dimension de la situation mérite de retenir aujourd'hui notre attention, car je crois que cette désaffection est grave et peut le devenir plus encore.
Nous l'avons vue monter à travers l'abstention croissante ces dernières années et je crois que cette abstention est indéniable, mis à part le cas particulier des présidentielles ou des municipales qui sont des scrutins très personnalisés, nous l'avons vue monter à travers les réactions que nous avons tous enregistrées à l'article de l'amnistie de la loi de janvier 1990, et pourtant il ne s'agissait que d'un article dans une loi dont je suis convaincu que l'histoire retiendra qu'elle aura été une bonne loi, équitable en plafonnant les dépenses de campagne et morale en rendant plus transparent le financement des partis politiques, nous l'avons vue monter à travers l'atmosphère délétère manifestée par la multiplication des actes de racisme anti-arabes ou anti-juifs (je n'y insiste plus) et nous voyons même monter en ce moment, je crois, un discours anti-parlementaire... Seul l'argent "les" intéresse, "ils" sont loin des préoccupations des gens, nous avons connu cela dans le passé, ce discours hostile à toute forme de représentation et d'intermédiaire, à toute forme d'action et d'effort collectif, hostile peut-être demain à la démocratie elle-même...
Nous voyons, en bref, se répandre un climat au moins poujadiste et peut-être même fascisant, car le discours et la conduite du Front National amènent, je crois, aujourd'hui, à ne plus reculer devant l'usage de ce mot.
Alors, face à ce climat et à cette désaffection, je crois qu'il faut d'abord essayer de bien comprendre quelles sont leurs causes et j'en dénoncerai pour ma part aujourd'hui trois.
La première est une réaction aux mécanismes de marginalisation et d'exclusion. Je crois que dans la société en mutation technologique rapide que nous connaissons aujourd'hui, ces mécanismes menacent et menaceront spontanément de plus en plus de gens. Ce sont les jeunes qui sortent avec une formation insuffisante du système scolaire, ce sont les femmes qui se retrouvent sans enfant et en situation de solitude et pas toujours en état de travailler, ce sont les plus de 50 ans qui sont considérés par notre société d'ores et déjà comme n'étant plus bons à grand chose et en tout cas pas, dans beaucoup de cas, à retrouver un travail.
Deuxième cause, je crois que c'est une inquiétude, elle plus diffuse, moins nécessairement motivée mais très tenace, face aux mutations en cours. C'est le

sentiment d'inquiétude par rapport à l'avenir : que va-t-il arriver de mes habitudes, de mon mode de vie, de mon métier, qui peut-être va disparaître ? Que va-t-il arriver de la sécurité qui résultait de la tranquillité et de l'immuabilité des jours ?
Enfin, troisième cause, et je crois que nous devons l'analyser lucidement, c'est celle qui est liée à la fin de l'espoir du miracle qui existait encore lorsque nous étions un parti dans l'opposition. La Gauche dans l'opposition pouvait faire rêver que, si elle gagnait, elle transformerait rapidement et en profondeur la société. Aujourd'hui, avec l'alternance, cette espérance a disparu et accepter que le changement vers plus de justice sociale demande de l'effort et demande du temps n'est pas facile (c'est normal) pour les moins favorisés de la société et pour une bonne partie de notre électorat.
Comment ne pas comprendre alors le succès, dans un certain contexte, des démagogues qui proposent des solutions en apparence si simples ?
"Dehors les étrangers, il n'y aura plus de chômage."
"A la porte les percepteurs mais, bien sûr, on touchera tout de même sa retraite."
"Accroissons la seule répression et la délinquance disparaîtra par là même."
Mais changer le climat ne peut se faire en dénonçant seulement la démagogie, fut-elle celle du Front National. Je crois qu'il faut apporter des réponses aux trois phénomènes que je viens de mentionner et qui sont la cause de la désaffection du politique. Je pense, par conséquent, qu'il faut mener une politique adaptée.
Or, mener une politique adaptée, ma conviction est qu'aujourd'hui c'est bien la politique que mène l'actuel gouvernement de Michel Rocard et je m'en explique. Faire reculer l'exclusion ou la marginalisation, nous savons que c'est sa première priorité ; c'est le sens de la priorité absolue donnée à la lutte contre le chômage. Nous savons bien - et nous ne pouvons pas nous permettre de l'oublier - que c'est bien le chômage qui est la première cause de sécrétion aujourd'hui d'inégalités et d'exclusion.
Les résultats commencent à arriver : le nombre d'emplois créés augmente ; le chômage chez les jeunes recule de façon perceptible et nous commençons à en avoir des témoignages autour de nous.
Mais c'est tout le sens aussi de la mise en œuvre du RMI, y compris bien sûr sa composante d'insertion. C'est tout le sens du formidable effort décidé cette année pour le logement social, pour la politique des villes, et en faveur des quartiers les plus dégradés.
Je crois qu'il y a aujourd'hui une politique réelle volontaire de lutte contre les mécanismes d'exclusion et de marginalisation et que c'est bien la première réponse dont nous avons besoin dans la période.
Ensuite, redonner le minimum de confiance en l'avenir car cette confiance est de plus en plus indispensable. Mais, là encore, je crois que c'est tout le sens de l'effort qui est engagé aujourd'hui en matière de formation avec, comme objectif, d'établir à la fois davantage l'égalité des chances et les meilleures chances d'accès à un emploi stable et durable.
L'effort est engagé pour les jeunes dans le secondaire ; plus récemment pour les

jeunes étudiants dans le supérieur. Il est engagé ou il va l'être pour les moins jeunes à travers l'extension en cours du puissant levier que peut représenter le crédit formation. Là encore, je crois que la politique conduite est bien adaptée à la deuxième exigence que je mentionnais.
Enfin, faire resurgir l'espoir qui, d'une certaine manière, a disparu du fait de notre présence au gouvernement. Mais quel meilleur moyen existe-t-il alors aujourd'hui pour faire renaître cet espoir que de faire grandir la participation de chacun. Il est vrai que nous n'avons plus aujourd'hui de paradis clé en main à revendre. Et quand je vois d'ailleurs où a conduit, à l'est, le double mythe écroulé du paradis soviétique et de l'homme nouveau qui devait y vivre, je n'ai nul regret de cette disparition.
Et quand on avance vers l'incertain, encore une fois, est-il quelque chose de plus rassurant que de n'avancer qu'après la plus large discussion collective ?
Or, favoriser la discussion, favoriser le dialogue, favoriser la concertation, privilégier la négociation collective et contractuelle, favoriser l'association sans cesse accrue de chacun à la prise des décisions qui le concerne, que ce soit dans la ville ou dans l'entreprise, je crois que c'est aujourd'hui là aussi une priorité suivie par le gouvernement ; et je crois que c'est le meilleur moyen à la fois de cohésion et d'espérance.
Mener une politique adaptée, je crois donc que nous ne sommes pas loin du compte aujourd'hui. Là encore, faut-il avoir volonté et capacité d'expliquer ce qui est fait et aussi sans doute fierté d'y contribuer ; et là, je crois que nous sommes au contraire loin du compte.
Au lieu de valoriser publiquement ce qui est fait, quitte à critiquer quand c'est nécessaire, mais en privé, ce qui n'est pas fait, j'ai l'impression que nous inversons aujourd'hui exactement la formule. Le but essentiel des Socialistes, ou du moins de certains d'entre eux, semble curieusement être de critiquer publiquement, quitte à reconnaître d'ailleurs parfois, voire souvent, ensuite, en privé, qu'ils n'ont rien de fondamentalement différent à proposer.
J'attends maintenant, et je dois dire avec impatience les campagnes du Parti, valorisant l'action du gouvernement sur les points que je viens de mentionner : le bilan du RMI, du crédit-formation, de la négociation collective et même – eh oui, camarades, car les chiffres sont là, et ceux qui en doutent encore ne vont pas tarder à les découvrir - en matière de pouvoir d'achat, y compris celui des fonctionnaires.
Alors, je vais être clair. Je ne fais pas ainsi le procès d'une direction du Parti dont nous sommes tous aujourd'hui collectivement responsables. Mais je constate que trois mois après notre Congrès de Rennes notre Parti, s'il a laborieusement achevé le partage des responsabilités en son sein, n'a pas encore accouché d'une majorité claire, capable d'assurer avec fermeté son orientation et son action.
Je dis, chers camarades, que cette majorité de gouvernement, du Parti, nécessaire, et à notre action, et à notre fierté collective, il est temps, plus que temps, de la constituer. Si elle est l'unanimité, je dirai : tant mieux. Si elle est majorité, si elle n'est que majorité, je dirai : tant pis. Mais qu'elle gouverne !

Fondation Jean Jaurès

Nos militants nous attendent, le pays nous regarde. Il est temps que chacun prenne à cet égard ses responsabilités face aux décisions nécessaires et de plus en plus présentes. C'en est assez des petites manœuvres. Nous gagnerons, nous perdrons tous ensemble en 1993 et en 1995.
Et j'imagine que tout le monde ici est bien persuadé que 1993 conditionnera lourdement 1995.
Alors, chers camarades, je conclurai en disant que le Parti Socialiste doit aujourd'hui, et de façon urgente, revaloriser la politique. Nous devons montrer que l'action du gouvernement, même si elle a besoin de temps pour porter tous ses fruits, répond bien aux exigences de la situation. Nous devons montrer qu'il s'inspire bien des valeurs historiques qui sont les nôtres, à base de liberté, bien sûr, mais aussi de justice sociale et de solidarité, et aussi, pourquoi pas, car je ne crois pas que dès que nous nous remettrons à agir… (illisible)… soit impossible, à base de fraternité.
Aujourd'hui, nos actes et nos paroles coïncident. Cela n'a pas toujours été le cas dans l'histoire du Socialisme français. Profitons-en. Acceptons enfin tous de remplacer le rêve d'une révolution toujours remise par la réalité d'une réforme enfin entreprise. Soyons fiers de ce que nous faisons, soyons capables d'expliquer éventuellement le pourquoi de ce que nous ne faisons pas. Et alors, j'en suis convaincu, notre Parti retrouvera sa force d'attraction, nos élus, leur image de militants dévoués Nous pourrons dire, en étant lus et rejoints : "Si vous trouvez qu'il n'y a pas assez et pas assez vite ", et il est vrai qu'il est aujourd'hui en France bien des impatiences légitimes, "alors, rejoignez-nous, car c'est au Parti Socialistes et pas ailleurs que cela se passe".
La politique est indispensable. Elle est l'une des plus belles activités collectives et humaines. Nous pourrons dire demain, si nous empruntons ce chemin : rejoignez-nous, et plus nombreux. Alors, oui, vraiment, nous pourrons faire si nécessaire encore plus et plus vite, mais il n'y a pas, je crois, d'autre chemin.
(Applaudissements)

Le président - Merci. La parole est à Louis Mermaz

Louis Mermaz

Enchaînant avec Gérard Fuchs, je dirai que l'on va plutôt gagner les élections de 1993. D'abord parce que l'on n'est pas si mal, pour commencer à parler ainsi, et ensuite parce que les autres sont très malades et que l'on ne voit pas d'ailleurs comment ils pourraient guérir tellement rapidement.
Alors, serions-nous condamnés à rester au pouvoir comme d'autres à vivre éternellement ? Evidemment, cela ne saurait nous satisfaire. Mais, la situation politique étant ce qu'elle est, on voit mal comment nous n'aurions pas à nouveau la majorité relative. Nous le devrons tout de même à nos mérites. Gérard Fuchs s'est donné la tâche un peu difficile de nous auto-encenser ou plutôt de tirer un bilan positif de ce que nous faisons tous ensemble, ce qui est toujours plus difficile que de se critiquer soi-même, surtout au Parti Socialiste.
Le Parti Socialiste demeure, quoi qu'on en dise, l'axe de la politique française ;

après 8 ans de pouvoir, et même 10. Car, après tout, François Mitterrand demeurant Président de la République, nous n'avons jamais été complètement exclus du pouvoir. Le Parti Communiste est affaibli mais il n'est pas mort. Il existe tout de même, ce qui peut être utile, y compris aux Socialistes. Les écologistes sont là. Jusqu'à quel niveau ? On n'en sait rien. Mais, après tout, ils devraient plutôt voter pour nous au second tour. Quant à la France Unie, on ne sait pas encore très bien ce que c'est. On a longtemps considéré que parce que… (illisible)…

… a déjà fait. Sinon, on se demanderait si nous sommes au pouvoir et si nous ne sommes pas dans la situation des enfants auxquels on dit : quand tu seras grand...! Quand nous serons au pouvoir...!

Cela ne veut pas dire seulement : avoir un Président de la République, un gouvernement qui corresponde à nos vœux, et à l'élection desquels nous avons participé. Cela veut dire : tenir beaucoup. Pouvoir changer la société, cela, c'est un autre problème. Mais nous avons déjà fait des réformes, alors on les rappelle, tout le monde, c'est un peu logomachique, quand on est entre nous, on a créé des emplois, on a fait le RMI. Ce n'est pas la Droite qui l'a fait, c'est la Gauche. On consacre beaucoup d'argent aux investissements de l'avenir, comme l'Education nationale, le crédit formation. On a rétabli l'impôt sur la fortune, même s'il ne fait qu'écorner les grandes fortunes. On a commencé de mieux taxer les plus-values dans le dernier budget. On a fait une loi pour encadrer les loyers dans les grandes villes. On a engagé la réforme de la taxe d'habitation. On a amélioré la négociation entre partenaires sociaux sur la précarité. Et on a créé le poste, la fonction de conseiller du salarié et je pense que ce sera définitif, que la seconde lecture viendra avant les vacances parlementaires.

Mais ce qui intéresse surtout les Français et les militants, c'est ce qu'on va faire maintenant. Il y a devant nous de grands chantiers. Des propositions de loi, des projets gouvernementaux se préparent : la maîtrise des sols, la spéculation foncière, la loi de préemption. Je pense que le groupe déposera une proposition de loi dans les prochains jours.

Les bas et les moyens salaires, le Président de la République en a parlé, c'est une affaire contractuelle, de négociations. Mais même les… (illisible)… attachés à la politique contractuelle conviennent que s'il ne sortait rien des négociations - je pense moi aussi que le 31/12/92 comme date butoir est un peu lointaine - ce serait désespérant pour les salariés. Il faudrait peut-être là aussi savoir légiférer. Nous nous y préparons car, étant donné le rapport de force entre patronat et syndicat, nous avons besoin de la loi ; nous en aurons besoin longtemps pour que les plus faibles soient soutenus précisément par la loi. Il faudra se préoccuper de l'application des lois Auroux et de leur extension. Mais nous pensons qu'il est prudent d'en parler d'abord avec les syndicats de salariés et bien entendu, pourquoi pas, avec les syndicats patronaux.

Et puis, il y a la préparation du budget de 1991. Nous nous félicitons de ce que Michel Rocard et son gouvernement aient accepté l'année dernière que l'on en discute longtemps à l'avance. Il y aura une seconde rencontre avec Michel Rocard, Pierre Bérégovoy et Michel Charasse jeudi prochain à Matignon ; et une

troisième réunion au mois de juillet pour réfléchir sur ce que nous allons faire du rapport Hollande ; car il ne faut pas laisser tout et son contraire s'accréditer. Il faudrait vite dire ce que nous souhaitons faire à partir du moment où on a une analyse du contenu des patrimoines : imposer certaines plus-values, continuer la réforme fiscale comme on a commencé - même si c'est patient, prudent et lent ; accentuer les priorités qui ne sont pas seulement celles du groupe et du Parti mais aussi celles du gouvernement : l'Education nationale, le logement ; le logement social, on est encore loin du compte. C'est mieux que sous d'autres gouvernements ; mais il faut faire un effort accru.

Trois priorités sont communes au gouvernement et au groupe : l'Education nationale, la recherche, le logement, car s'il n'y avait plus de priorités, cela n'en serait plus, mais nous souhaitons aussi faire un effort pour l'environnement, l'emploi et la formation professionnelle, la justice et l'aménagement du territoire.

Il faut préparer aussi la contribution sociale généralisée, contribution pas cotisation, dont nous souhaitons qu'elle soit progressive et qu'elle permette d'alléger par contre-partie les charges sociales qui pèsent sur les salariés les plus modestes.

Et puis, il faudra probablement se préoccuper de ce qui se passe à FRAMATOM, peut-être par la loi, car il n'est pas normal qu'un nouveau pan du service public s'écroule sous les coups de boutoir du privé.

Ce n'est pas cela l'ambition des Socialistes, ce n'est pas cela l'économie mixte. Il ne suffit pas de la revendiquer, il faut la défendre et la promouvoir.

Alors, si nous faisons cela au cours de l'année 1991 et si nous continuons ainsi les années prochaines, de cela découlera notre stratégie.

Notre stratégie, c'est de rassembler pour les prochaines élections et pour les consultations intermédiaires, ceux qui sont capables de soutenir ce programme.

Je ne désespère pas, pour ma part, que nous puissions dans une certaine mesure commencer à retrouver les Communistes. Il y a chez eux à travers beaucoup de sclérose, un début de frissonnement et nous avons vu qu'à partir du moment où on commençait à leur parler, à nouveau, on pouvait discuter et au moins obtenir sur la taxe d'habitation, dont ils n'avaient pas très bien saisi les tenants et les aboutissants, parce qu'on ne leur avait pas dit grand chose, au moins une abstention positive.

Donc, il y a une majorité de gauche à l'Assemblée Nationale, endormie et après tout, si on pouvait la réanimer en certaines circonstances, cela permettrait peut être de faire une politique de caractère social, car je ne crois pas qu'on ira très loin en matière de politique sociale uniquement en allant à la pêche de quelques suffrages centristes qui sont bien nécessaires quand on a la majorité relative pour passer des caps, mais qui ne permettront pas probablement avant longtemps de signer de façon très sociale notre politique ni celle du gouvernement.

Le rassemblement de la Gauche, comme disait Henri Barbusse, de vieilles idées neuves à force de n'avoir jamais servi.

Les écologistes, la France Unie, on l'a dit, avec nous pas à notre détriment... je ne répéterai pas ce qui a été excellemment dit par les orateurs précédents sur le

front républicain, cette espèce de melting-pot, de consensus mou qui nous affaiblirait et ouvrirait une voie extraordinaire au Front National.
Il faut rassembler sur notre programme, sur nos idées, sur le projet de transformation de la société, ce qui n'interdit pas le temps d'un scrutin de faire nous-mêmes ou de bénéficier de la part des autres des désistements qui honorent la reconnaissance des valeurs républicaines, mais ne confondons pas les choses, le front de défense républicaine, ce n'est pas le front républicain. Il faut que les programmes économiques et sociaux demeurent différents. C'est cela honorer la démocratie.
En quelques mots de conclusion, Marcel Debarge a excellemment parlé des séquelles du Congrès de Rennes. Il faut vivre avec, nous n'y pouvons rien, en espérant que le temps les effacera et que nous serons tous unis pour réaffirmer par rapport aux autres notre identité.
Si les conditions dans lesquelles s'est déroulé le Congrès de Rennes n'ont pas permis de dégager les lignes de force qui étaient pourtant sous-jacentes à travers les diverses motions, il faut faire en sorte que le projet dont vient de nous parler Michel Charzat cette fois ci le permette.
Tracer des perspectives, dire ce que nous entendons par ce mot de "nouveau" à la construction duquel nous voulons participer, nous ne serons pas les seuls à le construire. Les idéologies ont vieilli, c'est normal, ce n'est pas nouveau ; les systèmes aussi ; le système Communiste, ce n'est pas la peine d'être long pour en faire la démonstration, mais le système libéral aussi est bien usé et ce qu'il produit est souvent pourri.
Le pragmatisme est à la mode, mais rassurez-vous, les idées ne sont pas mortes, les idées, les idéologies, celles de la Gauche, celles de la Droite réapparaîtront.
A nous de relancer le débat d'idées. A nous de faire en sorte que nous échappions, surtout le Parti Socialiste, à une certaine tentation d'autocensure qui dans le même temps induit les comportements de frustration et de masochisme, car c'est vrai que nous avons le scrupule de ne pas gêner le gouvernement, même ceux qui le critiqueraient, le plus, de façon positive, bien entendu. Nous avons la pudeur de ne pas faire apparaître un fossé ou trop de différences entre nos intentions, nos projets, la réalité plus lente et plus dure, et la force des idées, la force des propositions que nous avancerons comme Socialistes.
Cela ne sera pas gratuit et cela aura forcément une incidence y compris sur l'action quotidienne des Socialistes.
Alors, voilà, profitons de cette période de réflexion pour nous poser les questions difficiles sur lesquelles il ne faut pas improviser, mais sur lesquelles il faut être audacieux, et sachons que le Parti Socialiste n'est pas forcément lié à l'action quotidienne, ni du gouvernement, ni de son groupe parlementaire, même s'il vaut mieux qu'entre les réflexions, les propositions du Parti et l'action gouvernementale et législative, il y ait, c'est évident,; quelques relations de cause à effet. Mais comment faire avancer la communauté, tout en sachant que les nations perdureront ?
Comment répondre à l'unification allemande qui sera faite dès la fin de l'année et qui pose des problèmes d'équilibre au sein de la communauté ?

Fondation Jean Jaurès

Comment répondre au rendez-vous de l'unité économique ? Comment répondre à l'appel des pays de l'est, à la nécessité d'étendre l'Europe ? Comment répondre aux relations privilégiées que nous devons avoir absolument avec les pays du Maghreb ? Comment construire la société mixte qui suppose qu'il y ait un grand secteur public ? Et en attendant, pendant qu'on en parle on qu'on en rêve, il faut éviter que l'on mette la main sur FRAMATOME.
Comment concevoir ce que sera, dans les prochaines années ou au siècle suivant la nation française, mais la nation française au cœur de l'Europe ?
Comment démocratiser la France, son économie ? Comment faire que la justice soit plus juste - et c'est son rôle - ? Comment faire que l'Education nationale permette de répondre aux défis du siècle et permette aussi aux classes populaires, par un autre système de bourses, d'avoir droit à des études longues ?
Comment faire que le logement permette l'accession à la propriété de tous, et puis la maîtrise et la possession des sols dans les villes ?
Comment changer les relations entre salariés et direction, dans les entreprises ? Comment associer le personnel à la gestion des entreprises ?
Voilà tout ce que nous avons à faire. Nous serions plus à l'aise pour le faire si nous étions dans l'opposition. Mais comme il ne nous appartient pas d'y retourner et que je pense que nous sommes assurés, si nous ne faisons pas de bêtises, d'être encore longtemps aux affaires, eh bien, sans trop nous dédoubler, il faut à la fois gérer, transformer faire des réformes et inventer.
Il faut, à travers la gestion, sauver un certain nombre de valeurs collectives à une époque où la tendance chez chacun, y compris chez les plus modestes, est certainement plus à l'individualisme qu'aux valeurs collectives.
Il faut faire en sorte que nous proposions aux Français à la fois des pistes de réflexion et parler de desseins, de grands desseins. Notre pays n'a jamais été bien dans sa peau que lorsqu'il savait s'abstraire de la vie quotidienne pour avoir des idées générales ; aujourd'hui qui pourrait le mieux avoir des idées générales, forcément Socialistes, que le Parti Socialiste ?
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Guidoni.

Pierre Guidoni

Au cours des différentes interventions que nous avons entendues depuis ce matin, mais plus encore dans la dernière de Louis Mermaz, beaucoup de questions ont été posées et d'une certaine manière cela va avec cette période de grand questionnement que l'on promettait tout à l'heure à propos du projet.
J'avais jusqu'à ces dernières semaines l'illusion d'avoir des réponses à non pas toutes les questions, mais à quelques-unes d'entre elles, et puis, je me trouve dans la situation fâcheuse où je me présente devant vous les mains à peu près vides, puisque dans la dernière période, c'est M. Fouroux qui a dit fort justement mieux que je ne saurais le faire, ce qu'il faut penser de certains mythes de politique économique et de certaines tartes à la crème de la politique fiscale, puisque notre ami Harlem Désir a redécouvert les vertus de la nation

républicaine, et puis qu'il n'est pas jusqu'à M. Tapie qui n'ait ébloui les chaumières par quelques remarques de bon sens sur l'intégration et sur l'Europe, ce qui prouve que ce qui pouvait apparaître il y a encore quelques semaines, au moment du Congrès de Rennes, comme des éléments de singularité fait maintenant partie, je ne dirai pas du patrimoine commun des Socialistes, cela c'est déjà acquis depuis notre motion unique à la fin du Congrès, mais presque du patrimoine commun du pays.

Alors, vous comprendrez que dans cette situation je me contenterai de centrer mon intervention sur quelques points que je considère comme essentiels, et d'abord sur celui qui nous interroge le plus, qui est la mutation que notre pays est en train de connaître avec tous ses aspects parfois très inquiétants et dont Le Pen est finalement plus le symptôme que la cause.

Je crois que nous vivons une crise profonde de la société française. Je crois que nous avons affaire autour de nous à un corps social travaillé par l'inquiétude, la peur du lendemain, l'incertitude sur ses valeurs, et il me semble que tout les éléments que nous avons, y compris ce qu'on nous rappelait tout à l'heure sur l'état actuel de l'opinion confirment ce diagnostic que l'on peut porter sur les sentiments profonds qui sont aujourd'hui à l'œuvre et qui cheminent dans les profondeurs de notre pays.

Il ne nous semble pas qu'il y ait de réponse sans réflexion beaucoup plus approfondie que nous ne l'avons fait jusqu'ici sur ce que nous sommes nous-mêmes, sur ce que nous voulons nous-mêmes et, par conséquent, sur le miroir que nous tendons à notre peuple lorsque nous souhaitons qu'il se retrouve, se reconnaisse et reprenne ses esprits.

Mes chers camarades, il y a à peine un an encore, on nous prêchait la fin de l'exception française, et beaucoup de penseurs, beaucoup d'idéologues, tous n'étaient pas très éloignés des allées du pouvoir, nourrissaient ce rêve un peu fou de penser que lorsqu'on aurait enfin débarrassé la France de tout ce qui fait sa particularité dans le concert des nations, de tout ce qui la singularise, au moins depuis la révolution française, une fois ôtée cette administration trop centralisée, ces grands appareils idéologiques qui incombent eux aussi croît-on à une logique d'Etat, une fois disparu le lien entre la liberté de chacun et la liberté de tous, à travers la loi républicaine, alors apparaîtrait enfin une société normale, c'est-à-dire en réalité américaine, anglo-saxonne.

C'était oublier que les sociétés naissent de l'histoire et un peu de la géographie, qu'elles ont chacune leur logique, et leur dynamique propre, et lorsqu'en France on détruit la République, ce n'est pas à Jefferson qu'on revient mais au maréchal Pétain. La France, sans la République, c'est Vichy, puisque au-delà de la bataille que nous devons mener, sur le plan du racisme et de la xénophobie, nous savons bien que ce qui se traduit à travers le phénomène Le Pen va beaucoup plus loin, c'est toute la tradition non-démocratique, non-républicaine qui n'a jamais été vaincue, qui n'a jamais totalement disparu de la vie politique française et en tout cas de l'inconscient de notre peuple qui à chaque occasion, dès qu'on lui en laisse la possibilité, renaît et ressurgit.

C'est cela et pas autre chose, et pas des raisons d'opportunité, de consensus, qui

Fondation Jean Jaurès

exige que nous ayons les idées claires sur un certain nombre de questions et notamment sur la question de la citoyenneté, parce que finalement la question de la citoyenneté renvoie à la définition de la nation, et que c'est cela la question qui nous est posée aujourd'hui très largement par l'incertitude et le malaise que nous voyons dans notre peuple.
Un Français c'est un citoyen de la République française, c'est la seule définition possible. Essayez d'en trouver une autre. L'histoire, l'origine, l'hérédité, la langue, vous retrouverez Le Pen là où vous l'attendez le moins ! Le seul critère c'est la citoyenneté. La citoyenneté est le seul critère républicain de la nationalité, mais cela veut dire à ce moment là qu'on ne peut pas jouer avec le droit de vote.
Et moi, quand je me suis prononcé au Bureau exécutif comme mes camarades pour le texte que nous avons finalement adopté à l'unanimité, je n'ai pas eu le sentiment de faire des concessions à l'air du temps, ou de rechercher je ne sais quel accord d'un après-midi, j'ai pensé qu'il était temps que nous renoncions à une idée fausse qui brouille à la fois pour nos militants et pour nos électeurs le lien nécessaire entre citoyenneté et nationalité ; la bonne voie ce n'est pas de faire des citoyens à deux vitesses, de permettre aux uns de voter aux élections locales, et aux autres aux élections générales, de telle façon que le geste du vote perdra progressivement toute signification, tous les exemples étrangers l'ont bien montré, c'est d'avoir la volonté d'intégrer à la communauté nationale, à la communauté des citoyens de faire des citoyens de la République avec tous ceux, quelle que soit leur origine, qui vivent et qui travaillent sur notre sol, et cela c'est une politique digne de la Gauche et c'est une politique compréhensible par l'opinion publique à laquelle il suffirait finalement d'être expliquée, et défendue, clairement, sans qu'à chaque fois dès que nous avons le moindre risque, ou que nous sommes attentifs à ce genre de risque, nous le corrigions aussitôt… (illisible)… nuances, repli stratégique, et retour en arrière.
Mais c'est vrai aussi pour les discussions que nous avions sur le mode de scrutin. La Droite, que je n'appellerai pas républicaine, Gérard, la Droite civilisée dans notre pays, il lui appartient en effet de clarifier ses positions par rapport au Front National, il lui appartient en effet de choisir politiquement et de montrer qu'elle a, si elle les a, des valeurs différentes de celles de, je ne dirai pas de Le Pen tout seul, de tout ce qu'il charrie et transporte avec lui, de tout ce passé dont je parlais tout à l'heure.
Est-ce que nous devons élaborer un mode de scrutin pour sauver la Droite d'elle-même ?
Est-ce que nous devons choisir un mode de scrutin avec pour seul souci d'éviter à la Droite d'avoir à faire ce choix ?
Et voilà pourquoi je crois, je ne suis pas, moi, comme tant d'entre vous, un grand technicien des problèmes électoraux, voilà l'argument qui m'a conduit à penser que le système des super-cantons n'était pas le meilleur et à préférer le système qui a eu en effet l'appui de la majorité du Bureau exécutif.
Parce que je crois que dès aujourd'hui, et de plus en plus, au fur et à mesure que les semaines et les mois passeront, le devoir du Parti Socialiste est de penser à

lui-même et de veiller à ses propres intérêts. Je ne sous-estime pas l'intérêt qu'il y à avoir des voisins plus ou moins amicaux qui peuvent devenir des alliés, en effet à condition qu'ils existent par eux-mêmes, et pas à nos dépends.
Je ne sous-estime pas le fait que nous devons, très au-delà de nos propres rangs, rassembler les hommes et les femmes de bonne volonté, prêts à se reconnaître dans la majorité présidentielle, à condition qu'ils ne défendent pas une ligne politique et un projet politique qui soit clairement contradictoire avec le nôtre.
Mais je crois que le front républicain dans ce pays c'est nous, et qu'un Parti Socialiste qui serait vraiment républicain, qui serait porteur des valeurs de la République clairement, pour l'ensemble de l'opinion, n'aurait pas à se poser un certain nombre de questions, peut-être parce que tout simplement c'est chez nous, et avec nous que viendraient combattre tous ceux qui ont envie de faire reculer Le Pen, de le battre et de le faire disparaître.
Que dire, mes chers camarades, au-delà, sur la politique économique et sociale ? Nous allons parler beaucoup dans la journée de demain, je serai donc très bref, et j'ai remarqué en plus que nous sommes là entre responsables politiques, nous avons tous une certaine expérience, nous tenons un discours nuancé et ces discours, malheureusement, ne sont pas toujours très audibles, ou en tout cas ne sont pas toujours assez clairs pour être compris à l'extérieur.
Alors, vous me pardonnerez, très exceptionnellement, de dire quelques phrases un tout petit peu taillées à la serpe.
Quel est le problème ? Accélérer la négociation sur les bas salaires ? Sans doute...
Améliorer substantiellement le sort des catégories les plus défavorisées ? Nous sentons bien que ceci répond aux nécessités immédiates.
Améliorer le service public... essentiel. Education, santé, transports, logements et particulièrement logement social. On sent bien que c'est une priorité immédiate et qui nous renverrait aux problèmes précédents, parce qu'il n'y aura pas de vraie lutte contre le Front National et de vraie lutte pour l'intégration s'il n'y a pas un gigantesque effort - tous les élus le savent - fait sur le logement social, sur la restructuration des banlieues, sur un immense effort d'équipements collectifs.
C'est plus difficile, car nous nous heurtons aussitôt aux cruelles, et ô combien cruelles - comme j'aime cet adjectif - réalités budgétaires.
On nous dit qu'elles sont imposées par la politique européenne. Je regrette que Jacques Delors nous ait quittés depuis quelques instants. Ce n'est pas vrai ! On peut le faire croire aux téléspectateurs quand on le dit avec beaucoup d'autorité à la télévision, on ne peut pas dire ce genre de chose devant un Comité directeur du Parti Socialiste avec des responsables qui connaissent leur dossier. Ce n'est pas vrai !
Aucun règlement européen n'exige que se poursuive cette politique de paupérisation de l'Etat, de diminution des ressources de l'Etat, qui réduit finalement à peu de chose dans la réalité les ambitions sociales que pourtant nous nourrissons tous, très légitimement.
Nous pensons tous, et nous l'avons écrit, qu'il n'est pas possible de mener une

politique conforme à nos souhaits et à notre idéal, et d'avoir en même temps pour objectif pendant cinq ans, dix ans, combien de temps encore, la baisse des prélèvement obligatoires. C'est l'un ou c'est l'autre.
Nous savons tous que nous ne financerons pas une grande, audacieuse, ambitieuse politique sociale sur la base d'une réduction, encore une réduction, du déficit budgétaire que rien ne nous oblige à faire, et une réduction d'impôts dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'elle prête à discussion.
On ne fera pas une politique sociale sans argent, on ne fera pas une politique sociale sans ressources pour l'Etat, on ne fera pas de politique sociale en diminuant les recettes, et c'est une manœuvre un peu dérisoire de reporter la discussion sur les dépenses avant d'avoir répondu à cette question là.
Je vois bien à qui il faut plaire, je vois bien qui il ne faut pas effrayer, je vois bien à qui il faut envoyer des signaux positifs, comme on dit, dans le langage codé qui fait le charme de l'activité gouvernementale, mais croyez-moi mes chers camarades, cela dit maintenant, il est urgent d'envoyer des signaux positifs chez nos militants, chez nos électeurs, chez les travailleurs de ce pays, chez ceux qui se sont éloignés de nous et qui aujourd'hui doivent nous rejoindre.
Alors, que tous ceux qui veulent une nouvelle étape sociale, que tous ceux qui insistent sur l'urgence du social, que tous ceux qui en font une priorité dans l'année qui vient, en tirent et très vite les conséquences budgétaires et financières !
Je termine d'un mot, sur des problèmes qui eux aussi ont été évoqués et qui me paraissent eux aussi mériter une mise au point.
Mes camarades, j'ai parfois l'impression de rêver, on va mettre à l'ordre du jour des discussions du Parti et du Comité directeur l'union économique et monétaire, monnaie unique, monnaie commune, banque centrale. Ignorez-vous que tout cela est réglé depuis un an au moins ! Enfin, le statut de la banque centrale, nous l'avons appris par une déclaration d'ailleurs extrêmement intéressante du ministre des Affaires étrangères à l'Assemblée Nationale, il y a quelques semaines : "la Banque centrale, dont l'indépendance est désormais acquise, etc.".
Croyez-moi, mes chers camarades, il se peut que je m'exprime sur ces questions, nous en avons souvent parlé avec Gérard Fuchs, au fur et à mesure que nous voyons l'un et l'autre les choses avancer, mais ne nous donnons pas le ridicule d'avoir là-dessus, six mois après que les vraies décisions aient été prises, une délibération du Parti !
Et d'une certaine manière, j'espère ne pas avoir à en dire autant sur le problème des institutions européennes, encore que là, si j'en crois les informations dont nous disposons, il resterait une marge d'appréciation et de discussion imposée d'ailleurs beaucoup plus par les circonstances et par le poids des réalités que par la volonté des uns ou des autres.
Mes chers camarades, Gérard Fuchs appelait, il y a un instant, au ressaisissement, au redressement du Parti, nous voyons bien au travers tous les exemples dont je viens de parler, qu'entre nous, de fructueux débats peuvent encore se poursuivre qui ne recoupent pas exactement nos frontières

traditionnelles. Qu'avons-nous gagné à Rennes ? Le fait que nous sommes tous aujourd'hui sur un pied d'égalité et que, dans une motion unique, tous les Socialistes ont le même droit à la parole et peuvent de la même façon travailler au service de leur Parti. Que pouvons-nous souhaiter pour l'avenir ?
Eh bien, que de tout cela naissent des convergences et des rassemblements qui nous permettront, tous ensemble, d'y voir plus clair et d'agir de façon encore plus efficace… Oui, tu as raison, Louis, de parler de la majorité de gauche comme d'une endormie. Qui réveillera cette belle au bois dormant ? J'aimerais bien que ce soient nous.
(Applaudissements)

Le président - Jean Le Garrec, puis Gilles Martinet.

Jean Le Garrec

Très jolie formule, Pierre, à cette heure de l'après-midi, formule utile !
Il y a un moment, dans nos débats, où il y a toujours un aspect redondant dans les thèmes abordés. Nous sommes dans l'intimité de cette salle. Je vais donc poursuivre en prenant seulement trois points.

- Le problème du Front National.
- Le problème de l'intégration et du droit de vote.
- Et le problème de la nouvelle étape sociale, et en continuant ce qui me paraît être l'amorce de la réflexion que nous voulons engager sous l'autorité du Premier secrétaire, dans les travaux qui ont été confiés à Michel Charzat.

Problème du Front National.
Il a été abordé déjà par plusieurs orateurs avec qui je me suis senti assez d'accord, et je voudrais quand même y revenir. J'ai l'impression que nous ne percevons pas assez que nous sommes en train de passer d'une situation à une autre, d'une situation où nous percevions le Front National comme un mouvement extrémiste, dangereux, à une autre situation où le Front National se situe en enjeu de pouvoir et en objectif de pouvoir.
Je crois que nous n'y prenons pas assez garde. Dans la perception qui en est faite par l'opinion, dans la perception qui en est faite par la presse, dans les discours mêmes de certains hommes politiques de droite, c'est déjà rentré dans les faits, et je crois qu'il faut qu'on mesure cette dimension. Il y a non pas un changement de degré, mais un changement total de situation politique.
Autour du noyau dur historique, traditionnel en France, des 2, 3% d'extrémistes de droite, sont en train de s'agglomérer au fur et à mesure des mois qui passent, non seulement des pans de mouvement salarial, déçus, angoissés, regrettant, mais aussi resurgissant tout ce qui a fait le fondement politique, idéologique, du pétainisme et du vichyssme.
Il suffit pour s'en convaincre d'aller voir l'exposition des affiches sur la période de Vichy qui a lieu actuellement aux Invalides. Elle n'est pas très grande, cela prend une heure, mais c'est frappant de voir la résurgence des thèmes, des valeurs, de la tradition du retour à la terre, du refus de toute vision ouverte de la

Fondation Jean Jaurès

société et, en définitive, de la captation de l'angoisse de ce qui fait se situer dans un monde violent, angoissant, déséquilibré de ceux qui refusent ce monde. C'est cela, la situation que nous vivons.
C'est vrai que nous sommes toujours dans la dominante raciste, antisémite et xénophobe. Je dirai que c'est le fonds de commerce que l'on cultive, mais nous sommes passés insensiblement à un projet politique de national populisme qui ausculte et prend en compte tous les problèmes de la société. Laurent Fabius le disait ce matin, il a raison, c'est le rapport à l'organisation syndicale, c'est le rapport au SMIC, c'est le rapport à l'IVG, c'est le rapport à l'argent, et en cela, on retrouve le fil d'une vieille tradition catholique de la méfiance et du rapport à l'argent ce n'est pas par hasard si une partie de l'église catholique est en train d'être sensible à ces thèmes. Regardez la manière dont le pèlerinage de Chartres a été reçu à Notre Dame de Paris. Regardez la réapparition de cantiques dont on voit le grotesque et le ridicule dans cette remarquable émission qui s'appelle "Histoires parallèles", à travers la projection des actualités de 1940 : sauvons, sauvons la France, avec le Sacré Cœur.
On en est là. Alors, insensiblement, mais c'est en train d'empoisonner non seulement une couche de plus en plus large de l'électorat, on en voit les résultats, mais aussi de l'opinion, et je crois qu'il nous faut bien prendre conscience qu'il y a là une démarche parfaitement précise, avec une utilisation scientifique du langage, du vocabulaire, des mots. Ce serait une grave erreur que de croire que des mots atroces comme "Durafour crématoire" sont des erreurs. Ce n'est pas vrai. C'est voulu, c'est calculé, il y a eu déjà des précédents dans notre histoire, je dirai même avec une utilisation scientifique du décor, de la musique, avec une utilisation scientifique des références sexuelles, du discours à la bête qui est dans toute société, si ce n'est dans tout individu.
Cela rappelle des textes bien précis. Il suffit de relire un certain nombre de livres, comme un remarquable qui s'appelle "le dernier civisme", qui vient d'être traduit il y a quelque temps en France.
Il y a là, je crois, un point important à prendre en compte, me semble-t-il, je peux me tromper, j'oserai presque dire que je souhaite me tromper, nous sommes engagés dans une lutte frontale qui est une lutte morale, c'est évident, mais qui est surtout une lutte politique et idéologique et que le Parti Socialiste sera le principal acteur si ce n'est le seul acteur de cette lutte. Il est de notre responsabilité fondamentale de regarder cela, de l'étudier, de l'analyser. C'est tout à fait clair quand on écoute les trois heures de discours de Mme Stirbois quand nous avons eu le débat sur le racisme. C'était un discours très précis, construit, par des intellectuels du Club de l'Horloge et autres, elle ne faisait que lire. Trois heures. Des références historiques tout à fait précises, l'utilisation du léninisme, par exemple, et je passe...
Je crois donc tout à fait fondamental qu'on s'attaque à ce problème-là avec les moyens d'une réponse politique. J'ai demandé au Premier secrétaire du Parti Socialiste la mise en place d'un groupe de travail sur le Front National. Le Premier secrétaire a bien voulu donner son accord, il l'a évoqué devant le Bureau exécutif de mercredi dernier. Je souhaite que cette décision soit perçue

comme une décision importante, et non pas comme ça, pour faire plaisir à un souhait que j'exprimerais. Je souhaite que ce soit une décision de tout le Parti et du Comité directeur, que nous puissions à la rentrée débattre d'un texte qui analyserait non seulement les thèmes, les comportements, les environnements, mais aussi la littérature dont je comprends très bien qu'elle répugne tellement qu'aucun de nous n'ose la toucher, ne serait-ce qu'avec des pincettes, mais elle existe, elle est diffusée, elle se multiplie sous toutes les formes.
Il y a, à l'heure actuelle, une imprégnation d'une partie de la haute fonction publique, d'une partie de l'université, d'une partie de l'armée et d'une partie de la police et si on n'a pas le courage de se dire ça, nous sommes des amateurs en face de professionnels.
Je souhaite donc très fort que ce groupe de travail non seulement se mette en place, cela va être fait à partir de la semaine prochaine mais que tous ceux qui travaillent là-dessus, tous les intellectuels que vous pouvez connaître, les historiens, puissent alimenter ce groupe de travail. Je crois savoir qu'il y a eu un rapport très intéressant de notre camarade Weber, lors des journées du Pré Saint-Gervais. Connaissant Weber et son intelligence, je suis persuadé que son rapport est tout à fait intéressant. Il serait agréable qu'il soit communiqué à l'ensemble du Parti comme élément. Il le sera, merci. Comme élément de cette réflexion. Et je demande instamment à tous les camarades qui, sur le terrain, ont des informations sur les réseaux, sur les comportements, sur les comportements, sur les influences, qu'ils le fassent connaître.
Je n'ai pas, me semble-t-il, nous n'avons pas le droit de dire plus tard, comme cela s'est produit avec beaucoup d'autres mouvements dans notre histoire : "ah ! si nous avions su ! "
Peut-être que j'exagère le péril. Tant mieux. Je le souhaite, mais quand on commence à rentrer dans des situations où une organisation extrémiste de rupture représente 15% de l'électorat et se trouve à Villeurbanne avec un affrontement direct gauche-extrémistes, on a intérêt quand même à regarder de plus près…
Et cette réponse appartient, non pas à je ne sais quel front républicain, mais à la Gauche, oui, en totalité, et donc pour la partie quand même la plus importante, au Parti Socialiste, même si par ailleurs le fait de trouver des compagnons de route et des hommes de courage est tout à fait important, cela va sans dire, et à ce titre nous ne pouvons que saluer la décision de Carignon, en regrettant qu'il n'y ait aucune réaction par rapport à l'autre décision de soutien du Front National dans la même élection - ceci a été dit par le Premier secrétaire.
Voilà le premier point.

Le président - Tu abrèges.

Jean Le Garrec - Oui. Je n'aborderai pas le dernier point.

Le président - Il y a quinze orateurs.

Jean Le Garrec - Bien, j'abrège.
Deuxième problème, je n'évoquerai pas le troisième : le problème de l'immigration, ou plutôt de la situation des travailleurs étrangers en France. Je préfère d'ailleurs - ce n'est pas simplement un problème de linguistique - qu'on évite entre nous de parler d'immigration. Je crois qu'on est aussi là dans une situation tout à fait nouvelle où il y a une stabilisation de la population d'origine étrangère en France et en utilisant ce mot d'immigration on traduit une situation qui était celle des années 50, 60, 70, qui n'est plus celle d'aujourd'hui, ce n'est pas simplement un problème de langage.
Personnellement, en 1977, et sous la responsabilité du Premier secrétaire, François Mitterrand, j'ai proposé au Comité directeur le premier rapport qui définissait la politique des travailleurs immigrés en France, adoptée par le Comité directeur de l'époque, et préconisé ce droit de vote aux élections municipales.
Vous vous doutez bien que si j'ai proposé cela à cette époque, je n'ai guère changé d'avis.
Et pourtant, je ne suis pas du tout en désaccord avec le texte du Bureau exécutif.
D'une part, je voudrais qu'on arrête de lier le problème du droit de vote à la politique d'intégration. C'est un élément d'une politique, mais je ne sais jamais, moi, où commence une intégration et assurément je ne sais pas quand elle se termine.
L'hypothèse qui consisterait à dire : c'est l'aboutissement d'une politique d'intégration, n'a pas de sens. On ne sait pas où cela commence, on ne sait pas où cela se termine.
C'est tout simplement un espace de droit nouveau, comme d'ailleurs les travailleurs immigrés ont conquis des espaces de droits nouveaux y compris électoraux à l'intérieur de l'entreprise, de représentation syndicale, de vote pour les prud'homales, de vote pour les élections à la sécurité sociale... On n'a pas agité je ne sais quel chiffon rouge ! C'était des espaces de droits nouveaux.
Je suis convaincu que cet espace de droit nouveau, nous devrons l'aborder, pour une raison bien simple : dans trois ans, quatre ans, cinq ans, nous serons en situation sur le plan communautaire de créer cet espace de droit nouveau pour les populations étrangères communautaires vivant en France, c'est-à-dire qu'il y aura le droit de vote aux élections municipales pour les Portugais, les Espagnols et autres membres de la Communauté. Et si nous n'allions pas plus loin, quelle situation nous créerions ? Eh bien, celle de cibler uniquement la population d'origine maghrébine, c'est-à-dire de créer encore plus dangereusement les schémas d'une rupture, d'une cible, et ce en liant cela à ce qui se passe en Algérie.
Je crois donc que ce problème est posé devant nous. Il est vrai que la décision du Bureau exécutif, équilibrée, pouvait être interprétée comme un recul, alors qu'elle n'est pas un recul.
Recul par rapport à quoi?
Recul par rapport à un droit ? Nous ne pouvons pas le réaliser. Donc, il n'y a pas recul.

Recul par rapport à un objectif ? Nous le maintenons.
Tout le problème vient de la communication sur cette position et je crois effectivement que dans la communication de cette décision, en pré-annonce de la décision du bureau, dans le débat avec le gouvernement il y a eu une mauvaise lecture de la position du Bureau exécutif. J'ai dû d'ailleurs, assez rudement, m'en expliquer publiquement avec le Premier Ministre.
Donc, je pense que ce serait une erreur de relancer le débat sur un texte nouveau. Il faut rester sur le texte du Bureau exécutif et bien considérer qu'il y a un droit que nous ne pouvons pas réaliser, mais un objectif que nous devons maintenir et que c'est le débat politique des mois à venir qui doit permettre la réalisation de cet objectif.
Je crois que cette communication a été lourde pour nous, elle a troublé beaucoup de camarades et je le comprends, il faut rétablir maintenant les choses en état, rester sur ce texte et l'expliquer politiquement, non seulement au Parti, mais aussi à tout notre environnement.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Gilles Martinet, et ensuite Marie-Thérèse Mutin

Gilles Martinet

Permettez-moi, pendant seulement quelques minutes, de parler de politique internationale.
Nous avons assisté en spectateurs aux grands bouleversements de l'est européen. En spectateurs passionnés sans doute, mais en spectateurs.
Et maintenant, nous devons avoir conscience que nous sommes des acteurs dans les suites de ces événements. Nous, c'est-à-dire le pays, le gouvernement, qui auront à intervenir sur des plans multiples.
D'abord, parce qu'il faut apporter une aide à ces pays, une aide financière, une aide en formation, une aide sous des formes très diverses.
Ensuite, parce que l'effondrement du système Communiste remet en cause, d'une certaine manière, la stratégie de l'alliance Atlantique.
Enfin, parce que nous serons amenés à soutenir les forces authentiquement démocratiques qui se développent dans ces pays face à ce qui demeure de l'Etat totalitaire et nous voyons en Roumanie que ce n'est pas rien, mais aussi face à des courants nationalistes, populistes, autoritaires, qui s'appuient, qui profitent des énormes difficultés économiques qu'implique la transformation des économies étatisées et administrées de ces pays.
Sur ce dernier point, c'est-à-dire le soutien des forces démocratiques, il n'y a aucune divergence entre nous.
Mai il existe, en revanche, un problème sur lequel des opinions contraires s'expriment, dans la Gauche et dans la Droite, dans le Parti et hors du Parti, et sur lequel nous avons des débats transversaux (mais nous n'avons pas encore eu un véritable débat entre nous et je crois que ce débat devient tout à fait nécessaire), je veux parler des conséquences de l'unification de l'Allemagne sur

Fondation Jean-Jaurès

les perspectives européennes.
Sans doute personne aujourd'hui ne nie le caractère inéluctable de l'unification allemande. Comme tu l'as dit, d'ici la fin de l'année ce sera une réalité.
Mais des voix s'élèvent pour dire que, du fait de cette unification, les objectifs européens qui étaient les nôtres se trouvent remis en cause, que l'Europe, la petite Europe disent certains, c'est dépassé et qu'il faut seulement raisonner aujourd'hui à l'échelle de l'Europe tout entière, Union soviétique comprise.
Eh bien, je ne partage pas du tout ce point de vue, parce qu'il existe des pays avec lesquels il est possible de poser des problèmes d'intégration et des pays avec lesquels, pour encore de longues années, on ne pourra parler que d'association.
La libre circulation des hommes, des biens et des capitaux, qui est à la base de la construction communautaire, ne peut pas, et ne doit pas, être imposée à des pays qui, dans un premier stade de leur redressement économique, auront besoin d'une certaine protection et qui ne pourront pas, par ailleurs, permettre à leurs travailleurs d'émigrer vers l'ouest. Ils ne pourront pas le leur permettre et nos pays ne le leur permettront pas davantage. Donc, il y a là une situation qui ne nous permet pas de traiter les pays de l'Europe orientale et centrale comme nous traiterons les pays de la Communauté et, demain, les pays de l'association du libre échange, qui, eux, sont en mesure d'adhérer à la Communauté.
En vérité, je vois dans un certain discours sur la grande Europe une manière de fuir le vieux défi que soulèvent l'existence de la puissance allemande et le risque de son hégémonie.
Personne ne peut fuir cette question. Elle existe. Je ne suis d'ailleurs pas sûr qu'on puisse mieux la résoudre en continuant à fonder toute notre action sur l'axe franco-allemand, car je crois qu'il est nécessaire de donner à l'intégration (pour laquelle, pour ma part, il n'y a pas d'alternative) un caractère plus démocratique, non seulement par rapport aux institutions, au Parlement européen, mais par rapport aux rapports de forces et aux rééquilibrages qui peuvent intervenir au sein de la Communauté elle-même.
Naturellement, j'admets qu'on puisse avoir des opinions différentes, mais je crois qu'il ne faut pas laisser le débat s'instaurer en dehors de nous. Il faut que nous l'ayons au sein du Parti.
Nous avons constitué une Commission internationale qui s'est réunie tout à l'heure et on vous fera un compte rendu de ses travaux. Je crois que c'est un endroit qui, avec les deux secrétariats internationaux, constitue le lieu où doit être préparé ce débat, car il serait mauvais de l'avoir sans préparation, sans que les problèmes aient été clairement et nettement posés.
Mais ce débat, il nous faut l'avoir à tout prix, parce qu'autrement nous subirons des influences extérieures, nous ne nous présenterons pas au pays avec une position cohérente.
On me dira : mais, il existe tout de même un gouvernement que nous soutenons et ce gouvernement va prendre des positions...
Bien entendu ! Mais je crois qu'il y a, non pas une opposition, mais une différence entre ce que peut être une démarche gouvernementale et ce que peut

être la démarche d'un parti comme le nôtre.
Le problème de l'hégémonie allemande, le gouvernement ne peut pas le poser en ces termes. Mais nous, si nous voulons avoir l'audience d'une opinion qui craint précisément cette hégémonie, eh bien, nous devons le poser tout à fait clairement.
Donc, j'espère que les travaux de la Commission internationale, associée aux deux secrétariats internationaux, nous permettront d'avoir, d'ici la fin de l'année, un Comité directeur consacré non pas entièrement mais en grande partie au problème européen, au problème de l'avenir de l'Europe dans le nouveau contexte de politique internationale qui existe aujourd'hui.
Et croyez-moi, si nous arrivons à aboutir, après un bon et franc débat, à des positions communes sur cette question, alors aux yeux de l'opinion le Parti Socialiste aura marqué un grand point.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La parole est à Marie-Thérèse Mutin.
L'orateur suivant dans la discussion générale sera Thierry Mandon mais, avant, nous entendront rapidement les rapporteurs des quatre Commissions.
Marie-Thérèse Mutin ?

Marie-Thérèse Mutin

Mes camarades, puisque nous sommes réunis en Comité directeur pour débattre de la situation politique et, accessoirement, prendre des décisions, je vais tenter d'expliquer la raison pour laquelle on aurait pu prendre une autre position que celle du Premier secrétaire, donnée il y a deux jours à la radio, à propos de Villeurbanne. Peut-être n'est-il pas trop tard, puisqu'il accepte lui-même d'être mis en minorité sur cette question...
D'abord, réjouissons-nous que le travail d'implantation du Parti Socialiste à Villeurbanne ait permis à notre camarade (une femme, il faut le souligner, c'est rare) d'être en tête du ballottage. Réjouissons-nous que Carignon ait plus de conscience démocratique que les "Verts". Réjouissons-nous d'être demain la seule alternative au Front National.
Repousser l'idée du front républicain, c'est très bien.
Mais qu'est-ce que cela signifie si dans la foulée on prend l'engagement d'un désistement réciproque systématique face à Le Pen ?
Depuis trois ans on pratique cette ligne, rappelons-nous.
En Champagne-Ardenne, il faut aider Stasi à rester président de la région. Aux législatives, aux municipales, il faut soutenir des hommes, que nous avons toujours combattus parce qu'ils sont modérés, face aux durs du RPR dont par ailleurs nous dénonçons l'alliance sans état d'âme avec l'extrême droite localement lorsque c'est leur intérêt.
Et à Dreux nous appelons nos électeurs à voter RPR pour faire barrage à leur allié potentiel. Est-ce que les résultats plaident en faveur du maintien de cette

Fondation Jean-Jaurès

ligne ? A Dreux cela n'a pas empêché le Front National de remporter le siège, au contraire.
Les résultats du scrutin montrent que c'est dans les communes les plus à gauche que notre consigne n'a pas été suivie. A partir du moment où nous sommes tous unis, gauche et droite, contre Le Pen, il tient la seule alternative au pouvoir. Le consensus, même républicain, lui offre un espace qu'il occupe avec une grande aisance.
De plus, dire que nous n'hésiterons pas à appeler au vote à droite, c'est accréditer l'idée que la situation de Dreux peut se reproduire. C'est-à-dire que nous pourrons à nouveau être absents du scrutin. L'important serait peut-être de nous demander comment le Parti Socialiste principale force de la Gauche peut arriver à n'avoir le choix qu'entre la Droite et l'extrême droite, à être seulement spectateur. La seule façon de redevenir acteur c'est de reprendre le combat politique.
Qu'est-ce que la démocratie sinon l'affrontement normal, nécessaire, entre deux projets de société, entre la Gauche et la Droite ?
La politique consensuelle est vécue par les militants, par les électeurs, comme une perpétuelle reculade face à la Droite. Je vais prendre moi aussi une métaphore sportive : un boxeur qui fuit le combat peut éviter le KO, mais en aucun cas il ne peut gagner. Revenons au combat politique contre la Droite plutôt qu'entre nous. D'où vient le désenchantement de nos électeurs quand trois sur quatre ont boudé les urnes à Villeurbanne ?
En premier lieu il vient de l'accroissement des inégalités, tout le monde le dit. Le Front national se nourrit de cette injustice sociale.
Mais il ne suffit plus de poser le problème, il faut que nous apportions les réponses et les solutions.
Nous avons proposé une solution reprise partiellement dans le texte d'accord d'après Congrès, improprement appelé "Motion de synthèse" par notre Premier secrétaire, mais qui lui au moins nous dit qu'elle était générale, alors que je viens d'apprendre par Gérard Fuchs qu'il y avait une majorité et une minorité. J'espère qu'on va savoir avant la fin du cette réunion qui est dans la majorité et qui est dans la minorité. Nous sommes prêts quant à nous qui avons proposé une solution, à discuter des propositions des autres courants. Demain peut-être, à la réunion sur les inégalités. Le texte, rassemblé à gauche, précise aussi : "Ce n'est que sur des orientations fermes et une stratégie claire que l'on peut fonder la victoire".
Nous voilà donc d'accord sur le constat. L'élaboration de notre projet nous permettra de formaliser une stratégie claire et des orientations pour la victoire. Il est temps.
Enfin je voudrais terminer par une interrogation, une question que nous posent un nombre d'enseignants. Les bruits sont de plus en plus insistants sur les tractations entre l'épiscopat et le ministère de l'Education national pour obtenir le mercredi comme jour réservé à l'instruction religieuse. C'est une question qui est posée, j'espère qu'on va me répondre.
Est-ce que l'expérience tentée dans quelques départements pilotes, qui oblige les

établissements à reporter les cours du mercredi matin au samedi matin, n'est pas un moyen détourné de donner satisfaction à l'épiscopat contre enseignants et parents ? Que pouvons-nous répondre à cette interrogation ? J'espère que vous me donnerez la réponse et je vous en remercie.
(Applaudissements)

Le président - Je vais maintenant donner la parole aux rapporteurs.

Marie-Noëlle Lienemann

Je voudrais intervenir sur un point de méthode à propos de l'ordre du jour. Systématiquement, au Comité directeur, c'est la même chose. Dans le débat de politique générale, il y a les grands, les ténors ; cela dépend, selon que l'on est puissant ou misérable. Je pensais que le Socialisme, c'était tout de même une certaine égalité de traitement. Je trouve que les camarades qui ont fait le travail de rapporteur doivent aussi être entendus, mais après le débat général ; peut-être que les camarades resteront davantage. Car, on peut multiplier par trois le Comité directeur, on arrivera toujours à être un petit nombre quand ce sera le débat de fond.
Je souhaite donc que l'on puisse entendre tout le monde, que le débat de politique générale soit clos, et qu'ensuite on puisse entendre les rapporteurs.

Le président - Marie-Noëlle, il était prévu dans l'ordre du jour que les rapports des Commissions seraient présentés à 17 heures. Il est 18 heures. Nous sommes en retard sur l'ordre du jour et, donc, pas en avance.
Quant au fait qu'il y ait égalité de traitement entre puissants et misérables, je n'accepte pas cette remarque car il a été dit au début du Comité directeur que chaque courant désignait l'ensemble de ses orateurs et que le temps était réparti à partir de là. Tu n'étais pas là ce matin, tu avais certainement d'autres obligations ; mais tu es malvenue à cette heure-ci de faire cette remarque.

Marie-Noëlle Lienemann - Je t'avais téléphoné hier. Cela ne m'arrêtera pas pour parler. C'est une question de méthode de travail. C'est toujours comme cela. Ce n'est pas mon cas personnel, cela ne me gêne pas de parler dans le vide ; sinon, je ne serais plus au Parti Socialiste depuis un bon moment.
Simplement, je dis qu'il n'est pas normal que l'organisation des travaux soit faite de telle manière que l'on considère qu'il y a les queues de comètes. D'autant que je t'ai téléphoné hier pour te demander que l'on modifie l'ordre du jour pour qu'il y ait un vote sur l'immigration.

Le président - Il aura lieu ; ce n'est pas la peine de retarder maintenant le débat.

Marie-Noëlle Lienemann - Comme dans les assemblées générales de 1968, avec quatre pelés à la fin !

Le président - Pour l'instant, il y a du monde et j'espère qu'ils resteront jusqu'à

Fondation Jean Jaurès

la fin. Et s'ils s'en vont avant, je tiens tout de même à faire la remarque que l'on se bat pour être au Comité directeur titulaire ou suppléant et que la moindre des choses est de rester jusqu'à la fin de la séance.
(Applaudissements)
Bien. Nous passons aux rapports des Commissions.
Commission de politique intérieur : qui fait le rapport ?... Personne ?...
Nous passons donc à la Commission internationale. C'est Pierre Guidoni qui fait le rapport.
Pierre, tu as la parole.

Pierre Guidoni

Chers camarades, la Commission internationale s'est réunie sous la présidence de Catherine Coutard, avec la présence de Gérard Fuchs et moi-même qui avons pu apporter à nos camarades les informations qui leur paraissaient utiles sur la politique internationale du Parti et sur les derniers événements qui ont attiré notre attention.
Un débat s'est engagé sur le rôle que pourrait jouer cette Commission dans la vie du Parti puisqu'il s'agit désormais d'une Commission permanente. Nous avons tracé plusieurs principes auxquels nous essaierons de nous tenir.
Le premier est que l'ensemble des camarades du Comité directeur qui sont inscrits dans cette Commission recevront toute la documentation issue du secrétariat international et du secrétariat aux affaires européennes de manière à disposer de l'ensemble des documents qui leur permettront de participer utilement aux discussions.
Le second est que pour notre prochain Comité directeur nous allons tâcher de définir deux grands sujets qui nous permettront de centrer la discussion et de participer réellement à l'élaboration collective du Parti. Gérard Fuchs proposait qu'une partie de cette discussion soit consacrée au problème des institutions européennes et j'ai moi-même proposé que nous consacrions le deuxième sujet à un des grands débats de politique internationale qui apparaîtra utile à ce moment : Europe de l'est, Afrique.
Peut-être y aura-t-il d'ici là d'autres événements qui exigeront de notre part une réflexion collective.
Nous avons également commencé à évoquer un certain nombre de points très liés à l'actualité : aussi bien les récentes élections algériennes que les événements qui se sont déroulés en Roumanie, que le mouvement qui est en train de se produire dans la plupart des états d'Afrique francophone et qui prend naturellement une importance d'autant plus grande que le sommet de la Baule est en train de se réunir et que le Président de la République a fait, lors de son voyage à Madagascar les déclarations qui n'ont pas échappé à votre vigilante attention.
Nous avons aussi essayé de réfléchir plus largement à la ligne directrice, la boussole qui devait nous guider pour apporter une réponse non pas unique mais cohérente à cet ensemble d'événements. La conclusion à laquelle nous étions arrivés est que lorsque nous nous fixons comme ligne directrice pour le Parti lui-

Fondation Jean Jaurès

même, l'idée de démocratie, de pluripartisme, de régime respectueux de toutes les libertés, respectueux des Droits de l'homme, alors nous trouvions ce fil nous permettant de définir une attitude à la fois lorsque le pouvoir roumain tombe le masque et dévoile son véritable visage ; alors qu'en Algérie se produit cette montée du mouvement islamique, alors que les forces démocratiques et laïques qui ont notre sympathie et notre appui n'ont pas encore donné et ne se sont pas encore engagées dans la bataille électorale - ce qui pourrait tout changer - raison pour laquelle nous ne devons pas céder à l'alarmisme ou au catastrophisme qui a un peu trop facilement saisi les médias.
Il n'est pas inutile de rappeler, lorsqu'il s'agit du Moyen-Orient, d'Israël, de la Palestine, à la fois notre amitié traditionnelle pour le peuple israélien, notre solidarité avec la revendication de dignité du peuple palestinien et, donc, notre souhait de voir coexister sur cette terre, en paix, en coopération, deux peuples et deux états.
Bref, ces revendications de démocratie et de liberté, de pluripartisme que nous voyons s'appliquer déjà dans certains pays d'Afrique noire et dont nous espérons qu'elles permettront d'apporter une réponse à la crise de société, à la crise de renouvellement du pouvoir qui existe actuellement aussi bien en Côte d'Ivoire qu'au Gabon et au Bénin, nous voyons s'en dessiner déjà les premiers signes que nous avons encouragés et que nous devons continuer à encourager.
Voilà ; un débat très rapide. Gérard souhaitera peut-être ajouter quelques mots mais je crois que nous avons également évoqué très vite l'ensemble des problèmes qui le concernent, particulièrement ceux liés à la construction européenne et à la sécurité, Gérard nous ayant fait un rappel particulièrement clair sur quelques-unes des réalités des négociations de désarmement actuelles et, par conséquent, la manière dont se pose dans les faits le problème de la défense et du budget de la défense.
Je n'ai pas grand chose à ajouter, sinon le souhait que nous ayons lors du prochain Comité directeur une réunion encore plus fructueuse puisqu'elle sera nécessairement plus longue.
Chers camarades, je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Qui est le rapporteur de la Commission économie et social ?...
Commission de politique intérieure, Gérard Le Gall veut dire un mot.

Gérard Le Gall

Sous la présidence de Gérard Lindeperg, une quarantaine de camarades se sont réunis dans cette Commission politique intérieure et problèmes de société. C'est votre serviteur qui a fait le rapport sur l'état de l'opinion.
S'en est suivi un débat sur les différents éléments qui pouvaient permettre de caractériser l'opinion : perception de l'exécutif, etc. ce que j'ai abordé dans mon intervention au Comité directeur ; donc, je ne le reprendrai pas.
Une petite réflexion pour réfléchir sur le statut de ces Commissions. A l'évidence, les thèmes peuvent s'imposer dans certains intitulés de Commission

: politique étrangère, comme vient de le rappeler Pierre Guidoni.
En revanche, dans des Commissions comme la nôtre, politique intérieure, problèmes de société, il faudra qu'au préalable nous privilégions un ou deux thèmes : état de l'opinion, bien sûr, mais beaucoup d'autres aspects comme débat institutionnel etc. pour que la discussion ne soit pas trop générale à chaque fois. Il va donc falloir un peu cadrer les choses. Cette Commission devra trouver son statut et ses marques. Mais je crois que le débat était très intéressant.
Merci.

Le président - Merci. Commission "vie du Parti". C'est Yannick Bodin qui vient nous en parler.

Yannick Bodin

Mes chers camarades, la Commission "vie interne" était présidée par Daniel Vaillant et le sujet essentiel qui nous a préoccupé était celui de la révision des statuts de notre Parti.
Vous savez que le Congrès de Rennes a confié au Comité directeur un double mandat, d'une part d'inscrire dans les statuts nationaux les dix propositions communes qui ont été adoptées par les militants lors des votes en section, dont je n'y reviens pas, vous connaissez les dix articles en question. Il y avait un autre volet à ce mandat qui était de prendre en compte les propositions qui étaient les décisions de principe adoptées par le Congrès et d'en faire des articles rédigés.
En effet, un certain nombre de propositions ont été adoptées à l'unanimité ; il y a eu synthèse de Rennes sur ces questions là. Il fallait ensuite réécrire bien entendu les nouveaux articles.
C'est pourquoi le Bureau exécutif a mis en place un groupe de travail avec l'ensemble des sensibilités du Parti ; nous nous sommes réunis plusieurs fois et sommes arrivés à faire des propositions communes à l'unanimité et de nouvelles rédactions.
Nous en avons fait part aux camarades de la Commission vie interne tout à l'heure et c'est toujours à travers cette unanimité que je reprendrai brièvement ces propositions qui sont les plus importantes dans la vie du Parti pour les années qui viennent.
Le matériel distribué : vous savez que maintenant il s'agit d'une carte et d'un seul timbre annuels.
D'autre part, il appartiendra au Comité directeur de fixer des règles de répartition des ressources provenant du financement public des partis.
En ce qui concerne ensuite les adhérents, ils auront le droit de vote à partir de six mois de présence dans le Parti et lorsqu'ils seront à jour de leurs cotisations.
Un autre principe est maintenant inscrit à l'article 16 : le vote est secret.
En ce qui concerne la question des mandats, qui avait fait l'objet d'une longue discussion, nous nous sommes mis d'accord sur le principe suivant et rédigé ainsi : le nombre de mandats est égal au nombre d'adhérents au 31 décembre de l'année, sachant que la liste sera vérifiée chaque année par le Comité directeur,

Fondation Jean Jaurès

mais chaque section et chaque fédération ne pourra utiliser comme nombre de d'adhérents que le nombre de mandats correspondant au nombre d'adhérents autorisés à voter, c'est-à-dire présents, ayant plus de six mois de présence dans le Parti à jour de leurs cotisations au jour du vote en section.
Enfin, dernière proposition: les fédérations ne seront plus représentées par un seul délégué, mais par un nombre de délégués proportionnel aux effectifs des fédérations.
Enfin, pour terminer, je demanderai, au nom du groupe de travail et au nom de la Commission que le Comité directeur donne mandat au Bureau exécutif pour mettre en place un autre groupe de travail pour rédiger la phase suivante, c'est-à-dire le règlement intérieur et le code électoral dont nous avons parlé à Rennes. Ceci afin de vous présenter un nouveau rapport au prochain Comité directeur le 29 septembre.
Nous demanderons également, à partir d'aujourd'hui, à toutes les fédérations, de mettre leurs statuts fédéraux en conformité avec les nouveaux statuts nationaux du Parti et cette mise en conformité sera vérifiée par le même groupe de travail.
Enfin, sur une question particulière qui était posée par la Commission vie interne, des initiatives seront prises au niveau du Secrétariat national aux fédérations afin que soient mis en place les comités régionaux.
Pour les statuts comme pour les règlements intérieurs, nous essaierons de faire en sorte de fabriquer le meilleur texte possible, mais chacun sait très bien que le texte ne remplacera jamais la volonté et le plaisir de militer ensemble.
(Applaudissements)

Le président - Un complément de Jérôme Lambert.

Jérôme Lambert

Mes chers camarades, en application de nos règles statutaires, quelques camarades à l'occasion du Congrès, avaient déposé des demandes de réintégration suite à exclusion prononcée à leur égard par le Parti, que ce soit en application de l'article 80 ou par les Commissions départementales ou nationale des conflits.
Je vous rappelle que seules ont été recevables les demandes de réintégration qui émanaient de camarades ayant fait l'objet d'une telle mesure d'exclusion passé le délai de deux ans ; c'est dire que beaucoup de camarades n'ayant pas respecté le délai de deux ans entre le moment de leur exclusion et le moment de leur réintégration ont vu simplement leur demande rejetée comme étant hors délai, hors statuts.
Il reste heureusement certains camarades qui, dans le respect des statuts, ont demandé leur ré-adhésion au Parti, et c'est au Congrès ou à la convention de les accepter, mais nous avons reçu mandat à l'occasion du Congrès de Rennes de réexaminer ces demandes.
Il s'agit des camarades Dominique Mul, de la fédération de l'Isère, de l'ancienne section de Champagnet, camarade Quiel, de la fédération de Haute Garonne, section de Carbone, camarade Jean Pousson, de la fédération de Haute-Garonne,

Fondation Jean Jaurès

section de Montejo, camarade Michel Cazamasou, de la fédération de la Dordogne, section de ville.
Marcel Valade, de la fédération de la Dordogne.
Il va sans dire qu'en application des statuts nous avons demandé l'avis des fédérations et que cet avis, pour les 5 camarades, a été positif.
Donc, Monsieur le président, il faudra mettre aux voix ces propositions.

Le président - On vous propose donc la réintégration de ces 5 camarades.
Y a t-il des objections ? Il n'y en a pas.
Les conclusions sont adoptées.
Jean Marie Le Guen, sur ce même rapport a la parole.

Jean-Marie Le Guen

Je saisis cette occasion pour faire part de deux problèmes majeurs que nous avons eus et en liaison avec la direction du Parti nous n'avons pas eu satisfaction sur des points graves.
D'abord, nous avons été, nous, militants de la fédération de Paris et de la région parisienne, invités par la poste à aller soutenir le Président de la République et Mandela, sans qu'il y ait eu contact avec l'organisation.
Nos militants se sont trouvés confrontés à des groupes hostiles, en particulier du Parti Communiste, il y a eu des échauffourées.
Aujourd'hui, vous savez sans doute qu'il y a eu depuis des semaines un combat sur les mal logés à Paris. Depuis une semaine, j'avais demandé à ce que le service d'ordre national du Parti vienne nous épauler, sachant qu'il y aurait des incidents avec des groupes minoritaires.
Daniel Vaillant est intervenu auprès de la Direction nationale mardi dernier, j'ai moi même eu Gérard Wetzel hier pour demander que quelques camarades du service d'ordre viennent. Nous avons été à la manifestation, nous avons deux militants blessés, je suis écœuré, écœuré de ces pratiques…

Pierre Mauroy - Ne fais pas d'incident, ne dramatise pas.

Jean Marie Le Guen - Je ne fais pas d'incident, je ne dramatise pas, le droit de manifester, pour les Socialistes, à Paris, est un problème, si nous ne sommes pas capables d'avoir un minimum de solidarité sur ces questions, je ne sais pas où nous allons... c'est un minimum de défense du Parti et des militants.
(Applaudissements)

Le président - Avant de conclure sur le rapport de cette Commission, je dois formellement faire voter sur les propositions que Bodin a faites concernant les statuts.
Y a t-il des objections ?
On considère que les propositions faites par Yannick Bodin sont adoptées, je vous remercie.

Fondation Jean-Jaurès

Pierre Mauroy

Sur ce point, je veux m'exprimer, d'ailleurs je n'ai pas grand chose à dire, dans la mesure où je ne connais pas exactement les faits, mais je ferai moi même le rapport. Par conséquent, j'aurai l'explication. Pour le moment, je ne peux pas.
Le service d'ordre, oui, oui, dépend-il de la coordination, d'Henri Emmanuelli.. ? Bon... Excusez-moi, je dirai les choses comme elles doivent être dites. En tout cas, s'il s'agit simplement d'un problème qui rebondit... (mouvements)... mais tu n'es pas dans le coup Henri... bon... je sais les arbitrages que j'ai rendus, et je veux croire qu'on n'est pas dans des péripéties tout à fait secondaires... en tous les cas, s'il en était ainsi, je le dirai au Comité directeur.
Pour le reste, j'ai demandé à la coordination, Marcel Debarge qui est responsable en l'occurrence, du service d'ordre, par décision que j'ai prise après une discussion avec Henri, d'ailleurs, où les choses ont été tout à fait claires, ce qu'il en était, il m'a dit que la demande du service d'ordre est arrivé vendredi, qu'il n'a été informé que vendredi... Vendredi, hier, il y avait quelques membres du service d'ordre, je pense, je ne sais pas s'ils sont allés avec vous ou non... en tout cas il était difficile sans doute de les avoir... On m'a dit que compte tenu des délais de saisine, on avait été dans l'impossibilité de mobiliser le service d'ordre, je vais vérifier cela.
En tout cas, je t'assure et j'assure le Comité directeur que ce ne sont pas des problèmes secondaires qui peuvent interférer et que j'estime que le service d'ordre devait être à cette manifestation ; si le service d'ordre n'est pas mobilisé comme il le faut par ceux qui en ont la responsabilité et ceux qui, fonctionnaires du Parti, ont le devoir de le mettre en mobilisation, je dois dire au Comité directeur que je me chargerai personnellement de dissoudre le service d'ordre, parce qu'un service d'ordre qu'on ne peut pas mobiliser par définition ce n'est plus un service d'ordre.
Voilà ce que je voulais dire au Comité directeur.

Le président - Dernier rapporteur pour les Commissions : Catherine Mabrut-Lissonde, pour la Commission économique et sociale. Je te demande d'être très brève, s'il te plait. Il faut le faire mais je te demande de le faire très rapidement.

Catherine Mabrut-Lissonde

La Commission s'est réunie brièvement. Le rapport sera très bref et j'espère qu'elle aura l'occasion de travailler un peu plus longuement sur un secteur aussi important que le secteur économique et social.
Elle s'est interrogée sur son fonctionnement, et a répondu à la question de la manière suivante.
Il s'agit, rapporte cette Commission, d'être un organe politique qui oriente les choix du Paris après avoir travaillé en relations avec les études qui sont menées ou en relations avec les Commissions des différents secteurs qui devront lui communiquer leurs rapports.
C'est donc dans cette Commission, qui est l'organe politique du Parti, que

pourront être orientées les choix qui seront faits par les Comités directeurs.
Il y a eu à la Commission une forte demande que cet organe fonctionne d'une manière politique.
Ensuite nous avons abordé les questions de fond, très rapidement également. Nous avons effleuré les questions économiques et un camarade a exprimé la difficulté qu'il y aurait à pouvoir dégager suffisamment de moyens pour faire une politique sociale suffisamment ambitieuse en tous cas qu'il pouvait y avoir ce risque.
C'est à peu près la seule observation faite sur les problèmes économiques, et il faudra travailler un peu plus dans la Commission pour approfondir ces questions.
Par contre les interventions sur le secteur social ont été importantes et préparent sans doute la journée de travail de demain qui apportera beaucoup de grains à moudre à notre réflexion.
On peut dire que le Parti a refusé, que les gens de la Commission refusent de s'engager sur le terrain de la précarité... La précarité génère la précarité au lieu de l'emploi, c'est un constat fait par un intervenant.
Ensuite nous avons pensé exprimer aussi que le social, au lieu d'être un frein à l'économie, comme souvent l'opposent les patrons, peut être un moteur de l'économie car on s'aperçoit que dans les pays où le secteur social est développé on constate le développement et la richesse. Il n'y a pas d'antinomie.
Je fais cette observation, je veux rapporter fidèlement le travail de la Commission.
Nous avons souhaité que soient appliqués les droits des travailleurs qui sont, semble-t-il - et c'est un constate que j'ai fait personnellement - de plus en plus bafoués dans les entreprises, notamment les PME et les PMI. Il est donc indispensable que la Commission travaille sur le développement du droit social dans les petites et moyennes entreprises.
Nous avons fait quelques propositions qui seront reprises largement demain.
D'abord, renforcement du rôle des inspections du travail,
Développement et augmentation de leurs moyens en appliquant assez strictement, même fortement, les sanctions en la matière, sur les heures supplémentaires notamment, sur un certain nombre de choses, ce qui génèrent des inégalités.
Ensuite, nous avons suggéré que les aides publiques soient conditionnées au respect strict des droits par les entreprises, notamment avec une priorité qui est le plan de l'égalité professionnelle.
Nous souhaitons également qu'un travail soit accompli en ce qui concerne les PMI et les PME, car le constat notamment des zones moins développées sur le plan industriel est que c'est seulement dans ce secteur que se développera l'emploi et c'est un secteur où les salariés sont finalement livrés plus encore qu'ailleurs à l'arbitraire patronal.
La Commission a également souhaité qu'il soit réfléchi et imposé au secteur public et aux entreprises nationalisées de peut-être donner l'exemple à l'avenir.
Enfin, nous avons souhaité aussi qu'il soit mené une réflexion sur le rôle des

Collection Jean Jaurès

organisations syndicales et les moyens qu'un parti démocratique comme le nôtre et au pouvoir pouvait donner à ces organisations.
Pour conclure, le souhait est que le Parti Socialiste réinvestisse le secteur entreprise. Le secrétaire aux entreprises, qui s'est exprimé dans cette Commission, à laquelle il travaille évidemment, sa Commission devra apporter ses réflexions. Il a indiqué qu'il y avait dans ce secteur une véritable crise que tous les camarades présents à cette réunion, toutes tendances confondues, avaient fait le même constat.
Donc, je crois que dans cette Commission aussi il a été exprimé et je rejoins tout à fait le point de vue d'une camarade, c'est que lorsqu'un camarade émettra une idée, une opinion, que cette idée peut faire avancer ce que nous souhaitons dans le Parti, elle soit étudiée, pas rejetée sous prétexte qu'il appartiendrait à telle ou telle sensibilité.
Je crois que nous devons rechercher ce qui nous rassemble et ce qui nous rassemble tout de même c'est notre engagement à gauche.
(Applaudissements)

Le président - Merci Catherine Mabrut-Lissonde.
En votre nom, je remercie l'ensemble des rapporteurs pour leurs travaux de Commission, ils n'ont pas eu beaucoup de temps pour travailler, mais l'expérience est positive quand même et j'espère qu'au prochain Comité directeur, surtout s'il siège sur deux jours, nous pourrons consacrer plus de temps aux travaux des Commissions.
Nous reprenons la discussion générale, Thierry Mandon, puis Marie-Noëlle Lienemann.

Thierry Mandon

Mes chers camarades, je voudrais consacrer l'essentiel de mon propos à la question du partage des fruits de la nouvelle croissance, un peu à titre apéritif par rapport à la discussion que nous aurons demain matin, tant je suis convaincu, comme vous tous, qu'il n'y a pas de question plus urgente, et que beaucoup de réponses que nous cherchons aujourd'hui, lors de ce Comité directeur, pour lutter contre l'extrême droite, pour donner un contenu précis à la nouvelle étape sociale, ou simplement pour reconquérir notre électorat, passent par cette interrogation.
Saurons-nous, oui ou non, continuer la croissance mais en l'apprivoisant, en la mettant pleinement au service de ceux qui nous font confiance, bref les Socialistes, après avoir réhabilité la notion d'entreprise, lors du premier septennat, sauront-ils réhabiliter la notion de croissance lors du second en l'associant systématiquement à une action de lutte contre les inégalités ?
Soit nous sommes capables, tous ensemble, de montrer que c'est le retour de la croissance qui permet que se réduisent durablement les inégalités et alors les efforts faits depuis dix ans n'auront pas été vains, soit au contraire il apparaîtra que le retour de la croissance ne profite qu'à certains, alors nous perdrons tout, probablement pour longtemps. L'enjeu est donc d'importance, il mérite qu'on'

Fondation Jean-Jaurès

aborde avec franchise, sans chercher derrière tel ou tel propos la volonté de nuire, d'ailleurs chacun ici le reconnaîtra, toute vérité n'est pas forcément bonne à dire, mais il faut préférer un parti qui débatte ouvertement à un parti dans lequel le dialogue ne se réduirait qu'à l'échange de communiqués de presse.
Cette question du partage des fruits de la nouvelle croissance, je pense qu'il faut l'aborder à partir de trois idées.
Première idée, rapidement : si croissance il y a aujourd'hui, elle est le fruit de la conquête collective de la nation depuis 1981, et si elle est revenue, on ne le dira jamais assez, c'est d'abord grâce à nous.
Ces efforts, que nous avons demandés, ont créé chez les gens parfois un sentiment d'acceptation, parfois de la résignation, parfois de l'attente, et quand les gens sentent que le train se remet en marche, il est normal qu'ils souhaitent en être, et il est compréhensible que ceux qui ont le sentiment de rester sur le quai, s'inquiètent.
Volonté collective donc, simple effort de justice au sens premier du terme social que de partager les efforts choisis et acceptés par tous, ce qui - deuxième idée - donne à l'Etat et au gouvernement le devoir d'en orchestrer la redistribution.
Il n'y a rien d'étonnant à ce que, quand cela va mieux, ce sont ceux à qui ont a demandé les efforts, qu'on s'adresse, ce que les gens aujourd'hui attendent de nous et nous le faisons, c'est qu'après avoir demandé des efforts, l'Etat organise lui-même contre les blocages contre tous les corporatismes, contre les intérêts particuliers, la redistribution des fruits des efforts, prudemment certes, pour ne pas remettre en cause les résultats, mais résolument, en confiant parfois cette tâche aux partenaires sociaux quand cela est nécessaire, mais en agissant. Les Français, aujourd'hui, ne veulent pas d'un état spectateur, comme le souhaitent les libéraux, ils ne se contentent pas, ou de moins en moins, d'un Etat régulateur, ils veulent tout simplement un Etat acteur. Peut-être n'en sommes-nous pas suffisamment convaincus nous-mêmes ?
Enfin, et c'est plus important, il faut apprécier le partage des fruits de la croissance dans toute sa dimension.
Problème de pouvoir d'achat, oui, problème de perspective de carrière oui, problème d'emploi évidemment, cela relève de la redistribution, mais à y bien regarder le problème est bien plus profond.
Pendant les années d'efforts, les gens ne se sont pas seulement serrés la ceinture, mais ils ont aussi assisté sans toujours comprendre, à des changements profonds ce qui fait qu'aujourd'hui, après la crise, on ne peut plus redistribuer comme avant la crise.
Le problème fondamental aujourd'hui, et nous y reviendrons probablement demain sur cette nouvelle étape sociale, évidemment ce sont les modalités, les formes de la redistribution, mais plus profondément, c'est l'insécurité sociale qui depuis des années peu à peu, a travaillé le corps social, a érodé un pacte social, un contrat social que justement nous avions pour mission de préserver, et quand les gens aujourd'hui attendent des hausses de revenus, quand ils se disent "oui, il faut que je gagne plus", ils se disent dans le même temps "pourrais-je conserver durablement mon travail", "quand j'aurai 50 ans, est-ce qu'on me

gardera ? ", "mes revenus seront-ils garantis et demain pourrais-je me loger avec eux ? ", "mes enfants pourront-ils se payer des études supérieures, trouveront-ils un vrai travail ? ", c'est sur ce terrain de l'insécurité sociale qu'il faut répondre, au risque que sinon nos électeurs se précipitent dans les certitudes scandaleusement rassurantes dans de l'extrême droite, nous échouerons la nouvelle étape sociale si nous nous contentons d'indispensables mesures sociales, il faudra agir aujourd'hui, il faudra améliorer la situation des plus faibles, mais il faudra aussi et dans le même temps donner le jalon du parcours des prochaines étapes sociales, bref donnons plus oui, mais dans le même temps garantissons mieux.

Parfois la question sociale ne s'analyse pas toujours en terme de dépense ou de recette, elle repose aussi sur des principes le moment est venu en même temps que nous partagions mieux, de réaffirmer ou de savoir reformuler un certain nombre de principes qui sont tout simplement la vison que nous avons du contrat social, c'est-à-dire la vision que nous avons de la société.

Ces deux choses peuvent-elles être menées simultanément ? Nous cherchons à tracer des voies, tous nous devons agir dans le quotidien, mais nous devons aussi - je reprends le mot de Louis Mermaz tout à l'heure - être audacieux et il est possible d'être audacieux dès aujourd'hui, sur au moins 4 terrains.

Premier terrain, le terrain européen : l'Europe repose sur trois piliers, l'économie, le monétaire, le social. Nous disons tous que ces piliers doivent avoir la même force pour ne pas déséquilibrer la construction européenne. Nous déplorons tous les retards de l'Europe sociale.

Agissons, et disons-le clairement dès aujourd'hui, pour qu'avant la prochaine conférence intergouvernementale sur l'union politique, dans le domaine social, les décisions du Conseil soient dorénavant prises à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité. C'est ce qui s'est passé ces dernières semaines pour le travail atypique ou le travail précaire, c'est significatif : pendant que nous votions en France un texte de loi, en Europe parce que la règle qui prévaut aujourd'hui c'est l'unanimité, la Commission refusait ou renvoyait des dispositions qui justement devaient donner un contenu concret sur ce point à l'ordre social. Cela est possible aujourd'hui comme il est possible aujourd'hui que notre Parti se batte pour que la charte sociale soit intégrée à la construction européenne, c'est-à-dire au traité. Dès aujourd'hui cela peut être fait, dès aujourd'hui cela doit être dit très clairement car c'est à ce prix que nous rassurerons, que nous sécuriserons les nôtres.

Le deuxième terrain est celui de la sécurité sociale : parmi les grandes craintes diffuses des Français, l'inquiétude pour l'avenir des régimes de retraite est sans doute l'une des préoccupations majeures des Français. De ce point de vue-là, cette semaine a été tout à fait révélatrice. Alors que nous discutions - et on a raison de le dire, de le répéter, de vouloir faire avancer ces dossiers - des bas et moyens salaires, dans le même temps, mercredi ou jeudi, un quotidien qui d'ailleurs ne nous est pas favorable titrait en gros sur les retraits et sur d'éventuelles menaces qui pèseraient sur leur financement.

Ce simple élément fait échouer toute opération forte que nous conduisons sur le

terrain des bas et moyens revenus. Il est temps, mes camarades, que les Socialistes disent qu'ils sont attachés à la retraite à 60 ans. Le Président, le Premier Ministre l'ont fait, mais il est temps aussi qu'ils disent qu'ils sont attachés à un certain système de retraite ; ce système a un nom, c'est le système de retraite par répartition. Cela peut être fait dès aujourd'hui très simplement par une proposition de loi, voire par une proposition d'amendements au préambule de la constitution de 1946. Il y a là un terrain sur lequel dès aujourd'hui nous pouvons agir, nous battre et, là encore, répondre profondément au sentiment d'insécurité sociale.

Troisième terrain : celui des services publics : cette semaine un séminaire s'est tenu sur la modernisation des services publics, cela aussi c'est indispensable, chacun ici le sait. Mais, puisque le travail est fait sur le plan de la modernisation des services, comment les améliorer ? Comment faire pour qu'ils fonctionnent mieux ? Il est temps aussi de s'inquiéter et de s'intéresser au public.

Dans notre conception de la modernisation du service public, nous passons beaucoup de temps - et nous avons raison de le faire - pour le service, et trop peu de temps pour le public. Moderniser le public, c'est donner à l'étudiant les moyens financiers d'assurer une scolarité supérieure. Moderniser le service public en pensant au public, c'est donner aux justiciables qui gagnent moins de 8000 F les moyens concrets de pouvoir engager une action en justice car chacun sait ici que ces moyens concrets, il ne les a pas aujourd'hui.

Moderniser le service public de la santé en pensant au public, c'est probablement aussi améliorer, réfléchir au système d'aide médicale légale : dossier des bourses, dossier de l'aide judiciaire légale, dossier de l'aide médicale légale.

Il est possible dès aujourd'hui d'ouvrir ces dossiers. Là encore, nous répondrions au climat d'insécurité sociale profond qui tenaille les nôtres.

Enfin, un dernier mot : l'emploi. Le Président de la République l'a dit avec force, il faut améliorer les conditions de carrières et de salaires. Cela passe par une redéfinition du SMIC. Je partage avec Louis Mermaz la façon dont cela doit se passer : négociation d'abord, et si cela traîne action législative, mais il faut aussi répondre sur le domaine de la formation, particulièrement adressée aux bas et aux moyens niveaux de revenus.

Pour cela, une modification de la loi de 1971 sur la formation professionnelle est possible dès aujourd'hui à l'occasion de ses vingt ans. Créons un véritable droit individuel à une formation qualifiante pour les ouvriers et les employés les moins bien formés, avec un double objectif : élever les compétences, mais aussi prévenir et adapter aux mutations. Cela peut être fait, cela doit être fait dès aujourd'hui.

Sur le domaine de l'emploi toujours, il faut remettre sur le tapis au cœur de nos réflexions la question de la réduction du temps de travail : 35 heures, 32 heures, 30 heures, semaine de 4 jours. Difficile de tracer la barrière, mais l'horizon est certain. La réduction du temps de travail liée à l'organisation nouvelle du travail permettra la création d'emplois. Probablement, dans le cadre d'une économie nationale, il sera difficile rapidement de faire avancer cette idée. Demandons,

cela est possible aujourd'hui, que se tienne une réunion de tous les Partis Socialistes européens, consacrée à cette seule et unique question. Chacun d'entre nous le sait, dans le cadre européen, nous pourrons faire avancer cette idée. Là encore, dès aujourd'hui, cela peut être fait.
Cela a été dit tout à l'heure, notamment par le groupe de travail sur l'emploi, lions dès aujourd'hui encore l'attribution d'aides publiques aux entreprises à un certain nombre d'obligations sociales qu'elles concernent l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ou qu'elles concernent l'application des lois Auroux, dont il faudra bien un jour faire en sorte qu'elles soient appliquées.
Je conclus en disant que toutes ces actions qui peuvent être faites aujourd'hui ne coûtent pas immédiatement beaucoup, qu'elles auront un effet politique certain, car nous garantirons mieux la situation de ceux qui luttent aujourd'hui, et je suis convaincu que c'est sur ce plan de l'insécurité sociale qu'il faut aussi répondre. Quand nous pensons nouvelle aide étape sociale, donnons plus, redistribuons plus, créons, redéfinissons un certain nombre de droits nouveaux ou de droits acquis depuis longtemps, que les quinze années que nous avons traversées ont patiemment, lentement, mais irréversiblement érodés. C'est sur ce terrain là qu'il faut que nous réussissions la nouvelle étape sociale.
(Applaudissements)

Le président - Merci. Marie-Noëlle Lienemann.

Marie-Noëlle Lienemann

Chers camarades, j'ai écouté avec attention l'intervention de notre camarade Charzat sur la préparation du projet, car je crois que c'est un point tout à fait essentiel, on ne cesse de le répéter, nous avons besoin de nous re-doter de repères, d'horizons, et d'un projet, quels que soient les termes que les uns les autres utilisent.
Je voudrais quand même, par rapport à son intervention, poser un certain nombre de questions ou faire des remarques.
D'abord, je trouve que, dans la présentation et dans le texte écrit, l'accent est davantage mis sur la question de la place de la France que sur la question du modèle Socialiste. Or, pour moi, je suis fondamentalement convaincue qu'il faut réfléchir à la question d'identité nationale. Mais pour moi, la question essentielle aujourd'hui, c'est celle de la pertinence d'un certain nombre de transformations d'inspiration Socialiste, et donc une certaine redéfinition de ce qu'est le Socialisme. Je ne crois pas que cette question soit française. Je pense qu'au mieux, elle est mondiale, mais en tout cas européenne. Je souhaite que, dans la préparation de notre projet - et j'avais déjà eu à plusieurs reprises l'occasion d'en parler à Pierre Mauroy qui m'avait donné son accord de principe sur cette démarche - nous ayons un temps de réflexion avec les Socialistes européens, qu'on ne consacre pas simplement sous la forme de grand colloque où l'on a entendu chacun de nos grands leaders dire tout le bien qu'ils pensaient du Socialisme, mais que l'on passe un temps, par exemple, dans nos régions ou

Fondation Jean Jaurès

dans nos fédérations, à inviter des Socialistes des autres fédérations des Partis Socialistes Européens pour entendre ce qu'ils disent. La fédération de Paris a pris une bonne initiative qui était, par exemple, de discuter avec des Socialistes européens de l'écologie. Une partie des camarades présents ont découvert un monde qu'ils ignoraient. La façon dont les SPD posent un certain nombre de questions est ignorée de nos camarades et moi, je suis persuadée, par ailleurs, que la question de la co-détermination qu'on appelle cogestion est, de toute façon, une question qu'il faut défendre au fond, parce que le Socialisme, c'est quand même la question du pouvoir des travailleurs. Ce n'est pas simplement le problème de répartir les fruits de la croissance. C'est fondamentalement la question du mode de développement de la lutte contre les inégalités.
Je ne crois pas que ces questions soient dépassées. On ne réglera pas nos problèmes d'identité sur la question de l'identité française. En tout cas, pour ma part, j'ai presque plus de préoccupations du front Socialiste que du front républicain. Je souhaite que cette dimension soit prise, qu'on organise cette dimension européenne de notre réflexion.
Deuxièmement, je crains les grandes conventions "fourre tout", le grand projet, moyennant quoi, pour arriver à être unanimes sur le grand projet, parce que cela fait mauvais genre d'être divisé sur le grand projet, eh bien, on continue à mettre plein de sujets fondamentaux, des phrases lénifiantes, censées faire notre ligne politique.
J'attends avec impatience la grande phrase qui va nous expliquer la politique africaine de la France et du Socialisme dans le grand projet que nous allons débattre. J'attends avec impatience la grande formule de synthèse que nous allons avoir sur l'énergie nucléaire, sur l'environnement. J'attends avec impatience la grande discussion que nous attendons sur la stratégie de défense et sur le désarmement, et j'attends aussi de voir la formulation que nous allons trouver en la matière sur les crédits bancaires.
Je redoute la grande formule d'unanimité sur le droit de vote des immigrés. Je crois qu'on ne peut pas considérer que la Convention nationale doit complètement nous dispenser de conventions thématiques qui ont besoin d'être approfondies et qui méritent un travail spécifique et une confrontation avec les militants, car c'est la grande crainte, la troisième, que j'ai, c'est que nous substituions à cette réflexion thématique avec les militants un débat de colloque, sympathique, toujours heureux de se rencontrer entre camarades, mais enfin les colloques, on connaît : le président de la Commission truc muche... chacun va faire sa déclaration en cohabitant. Il n'y a même plus vraiment argument, est-ce qu'on est pour, est-ce que l'on est contre sur ce sujet, etc.
Ensuite, les militants sont là en spectateurs. Ils sont très contents de voir qu'ils ont des gens très brillants qui disent un certain nombre de choses intelligents.
Cela dit, quand il s'agit de se retrouver sur le terrain pour faire un tract ou répondre dans une entreprise à tel problème, eh bien, le militant est très démuni.
Je crois fondamentalement qu'un colloque ne nous dispense pas d'une action par le vote ou par la réflexion des militants de choix qui sont fondamentaux comme la nouvelle étape sociale ou la lutte contre les inégalités.

On aurait pu souhaiter que le Congrès y consacre son énergie mais je ne pense pas qu'on puisse réduire notre réflexion à un grand débat fourre-tout avec des colloques thématiques où aucune sanction par le vote de personne ne viendrait arrêter des décisions et des propositions concrètes.
Je souhaite donc qu'il y ait un certain nombre de conventions thématiques au moins sur les points que j'ai cités : l'Afrique, et là qu'on n'attende pas les calendes grecques, parce que l'histoire va nous rattraper ; quel grand silence sur le Gabon, mes camarades, silence diplomatique qui risque de se retourner politiquement contre nous si nous continuons sur cette lancée. Je pense que sur le nucléaire cela ne peut pas attendre parce que, comme j'ai eu l'occasion de l'écrire dans le journal Le Monde, si on ne décide pas maintenant sur le nucléaire, dans 3 ou 4 ans on n'aura plus le choix. Si vous n'avez pas orienté budgétairement la recherche, les économies d'énergie et un certain nombre d'alternatives, je connais le coup classique : on n'a plus le choix...
Il y a des sujets qui sont importants pour l'opinion publique comme le nucléaire et j'aurais aimé que le Bureau exécutif ait la même diligence vis-à-vis de l'opinion sur ce point qu'avec le droit de vote des immigrés parce que les sondages sur le nucléaire sont très majoritairement pour l'arrêt, en tout cas pour une pause dans le construction de centrales nucléaires en France, très massivement depuis Tchernobyl, les sondages de l'opinion en ce domaine, on s'en moque, par contre, sur le droit de vote des immigrés, cela compte.
Sur ces questions, on ne peut pas attendre. Sur le désarmement, si on progresse, je crois qu'il faudrait concrétiser.
Je voudrais terminer parce que j'ai été assez longue sur le droit de vote des immigrés. Pour ma part, je voudrais m'attacher à un problème de forme, et vous lire un texte signé par un certain nombre de camarades, qu'on souhaite soumettre à votre vote. Je voudrais donc m'attaquer à un problème de forme.
Le Bureau exécutif n'a pas mandat de délibérer sur les orientations politiques de fond du Parti. Quand il y a une urgence il peut trancher, mais sur un sujet comme le droit de vote des immigrés, que l'on sait sensible aux militants Socialistes, seul le Comité directeur, d'après nos statuts, a mandat pour prendre une décision, au moins sur un texte d'orientation. Le texte du Bureau exécutif en lui-même ne me parait pas constituer un recul. Mais, comme par hasard, j'aime beaucoup la formule de Louis Mermaz, au moment du Congrès, ce n'est pas le texte qui compte, c'est le contexte. On est dans ce cas défigure avec le droit de vote des immigrés Le texte du Bureau exécutif, à la limite, je le trouve tout à fait correct. Seulement le contexte s'est mis en œuvre. Bien sûr il y a la presse infâme qui aurait travesti notre pensées. Je trouve quand même que quand on connaît le fonctionnement des réseaux et de la presse dans notre pays, on sait que ce n'est quand même pas le cas.
Secondo : le Premier Ministre lui-même a ré-indiqué à la tribune de l'Assemblée qu'il remerciait les Socialistes d'avoir fait un geste en renonçant, etc.

Louis Mermaz - Le Garrec a répondu : très bien.

Mari-Noëlle Lienemann - Absolument ! Il n'empêche que le message avait été entendu par les plus hautes sphères de l'Etat, comme étant un renoncement.
Moi je crois qu'il faut re-clarifier notre position, il faut que les choses soient claires vis-à-vis de l'opinion; puisqu'on n'a pas été compris, mon cher Pierre, eh bien, il faut qu'on s'explique, que l'on explique exactement quelle est notre position et qu'on redéfinisse quel est le point de vue du Bureau exécutif.
Je crois que le texte qu'on vous propose indique l'ensemble des arguments que j'aurais développés ; il suffit: de le lire.
"Après la réunion du 16 mai du Bureau exécutif, l'opinion publique et une partie des militants pensent que le Parti Socialistes a renoncé au droit de vote des immigrés aux élections locales.
Si les termes du texte du Bureau exécutif sont beaucoup plus mesurés, il convient de préciser avec clarté et force quelles sont nos positions, celles du Parti, sur ce sujet important.
1) Nous réaffirmons que les Socialistes sont attachés au droit de vote aux élections municipales.
En effet, intégration civique et intégration sociale vont de pair. Et la participation active, à travers le vote, de tous les habitants, aux décisions qui concernent leur vie quotidienne est un progrès souhaitable de la démocratie.
2) Les Socialistes constatent que François Mitterrand, dans sa "Lettre aux Français", que : La Grande-Bretagne, la Hollande, les pays scandinaves sont même allés jusqu'à reconnaître à leurs immigrés un droit de regard - par le vote - sur des décisions politiques locales ou nationales. Même si je sais que vous êtes, dans votre grande majorité, hostiles à une mesure de ce genre, je déplore personnellement que l'état de nos mœurs ne nous la permette pas".
Leur tâche est de faire avancer la prise de conscience de vos concitoyens en faveur de ce droit.
Il faut observer que sur la durée les sondages d'opinion montrent plutôt un progrès.
Le moment n'est ni au recul ni au renvoi de cette question à des jours meilleurs, sinon cela constituerait une faiblesse, on conforte les thèses racistes et xénophobes.
"3) Les élus Socialistes doivent tous s'engager immédiatement, comme l'indiquait le Bureau exécutif, afin de "promouvoir les initiatives prises sur le terrain par les municipalités pour associer à la vie de la cité les femmes et les hommes de nationalité étrangère". Un bilan de ces expériences pourrait être établi d'ici trois ans. Une campagne d'action sera organisée par la FNESR sur ce point.
4) Il nous faut avancer suffisamment vite sur le terrain pour légiférer dans les meilleurs délais.
Notre Congrès n'a guère permis le débat au fond sur le thème de l'immigration et le Bureau exécutif n'a pas reçu mandat pour délibérer sur des orientations en lieu et place du Congrès.
Aussi convient-il qu'une Convention nationale du Parti Socialiste permette la délibération collective sur un texte qui figerait nos interprétations globales sur

Fondation Jean Jaurès

l’intégration."
Ce texte est signé de : Marie-Noëlle Lienemann, Françoise Gaspard, Isabelle Thomas, Mohamed Mebtoul, Jean-Christophe Cambadélis, Guy Allouche, Jean-Luc Mélenchon, Julien Dray, Kalis, D... (je ne sais pas son prénom)... Didier Manier, Jean-Pierre Worms.
Je souhaite qu’il soit soumis au vote des membres du Comité directeur et je voudrais insister sur un point, c’est qu’on a depuis longtemps des désaccords connus avec nos camarades du CERES, qui au moins les expriment clairement.
Je voudrais quand même inciter Pierre Guidoni à lire avec attention les débats du Sénat et de l’Assemblée Nationale sur les raisons qui ont fait que, durant des années, au nom de la République, des républicains ont considéré que les femmes ne devaient pas avoir le droit de vote parce qu’elles n’étaient pas libérées et n’avaient pas l’entière citoyenneté, car elles ne travaillaient pas et étaient aveuglées par la religion !
(Applaudissements)

Le président - Pierre Mauroy ?

Pierre Mauroy

Je ne vais pas reprendre longuement cette affaire, puisque j’ai éprouvé le besoin de m’expliquer lorsque je suis intervenu devant le Comité directeur.
Je pose un problème de fond, à savoir que le Bureau exécutif n’avait pas qualité pour prendre une décision.
Je regrette de dire que, sur ce plan-là, d’abord, en ce qui concerne notre motion de synthèse du Congrès, je t’ai dit qu’il n’y avait pas de référence à ce problème.
Ensuite, quand le gouvernement tente une grande opération d’opinion, comme il le faisait, manifestement pour se concilier davantage l’état d’esprit des Français puisque tous les sondages nous montraient que les Français, de plus en plus, étaient absolument contre (et si, assez curieusement, lorsque, moi-même, je me suis exprimé, cela a fait une espèce de show médiatique et il y avait eu une poussée des Français pour finalement l’accepter - ils étaient encore minoritaires mais il y avait une nette augmentation - en fait on était dans un climat de dégradation qui explique d’ailleurs la montée du Front National et un certain nombre de données, mais je pense que Gérard pourrait nous expliquer beaucoup plus longuement ce qui s’est passé sur ce plan-là, on ne va pas reprendre ces explications... il y avait un véritable effondrement, en tous les cas une volonté des Français de ne pas entendre parler de cela), il faut quand même que le Parti travaille avec lui et non pas aux antipodes de ce qu’il fait !
Dès lors qu’il y avait la première table ronde sur le racisme, à laquelle nous avons participé, à laquelle je devait participer comme représentant du Parti et m’exprimer, et surtout la seconde, je vous demande de considérer ce qui serait advenu si le Premier secrétaire du Parti Socialiste s’était abstenu de s’exprimer disant que, sur ce point (qui a été repris par les uns et les autres, à la deuxième table ronde) le Parti Socialiste n’avait pas pris position et qu’il fallait convoquer une convention pour savoir exactement ce qu’il devait faire !

Fondation Jean-Jaurès

Je crois qu'il était indispensable que le Parti Socialiste, au contraire, prenne une position et une position claire.
Voilà pourquoi, chère Marie-Noëlle, je suis obligé de rejeter ton argumentation en ce qui concerne l'environnement juridique. Et de toutes manières, lorsque le Bureau exécutif prend des décisions, il est parfaitement évident que nous sommes toujours soumis à la loi du Comité directeur, qui confirme ou qui peut infirmer telle ou telle décision, et que nous acceptons tout à fait les décisions du Comité directeur.
Deuxièmement, je voudrais ajouter (mais sur ce plan-là je ne vais pas revenir au fond) que le Bureau exécutif avait une très grande majorité et que j'étais largement minoritaire sur les positions qui étaient les miennes. Dans ces conditions, j'ai essayé d'être très constructif et de bâtir, au niveau du Bureau exécutif, une position qui pouvait être la position commune du Parti. C'est ce que nous avons fait, je crois, dans les meilleures conditions, à partir d'un excellent texte qui ne permet à personne de dire que nous avons abandonné cette proposition.
De plus, j'ajoute que cette proposition, même si nous le voulions, même si l'on approuvait ton texte, même si l'on voulait le rendre opératoire immédiatement, nous serions dans l'impossibilité, pour des raisons constitutionnelles, de la faire aboutir au cours de cette législature.
Dans ces conditions, nous maintenons notre position de principe, c'est parfaitement clair, mais nous avons estimé qu'elle n'était pas d'actualité et je pense qu'au cours de cette législature elle n'est pas d'actualité. Nous ne pouvons pas la faire aboutir et nous ne pouvons pas faire deux opérations à la fois : séduire l'opinion et chercher l'apaisement, d'un côté, et d'un autre côté provoquer l'opinion.
Nous avons opté clairement pour une position et je pense que le Comité directeur voudra bien confirmer la position du Bureau exécutif et, par conséquent, à ma demande, appuyer la décision qui a été prise par le Bureau exécutif, en estimant que la requête que Marie-Noëlle a introduite auprès du Comité directeur est sans objet.
Merci.
(Applaudissements)

Marie-Noëlle Lienemann - Le contexte n'est pas contradictoire au texte du BE...

Le président - Non, écoutez...

Pierre Mauroy - Un mot en ce qui concerne le contexte.
Ecoutez, mes camarades, n'exagérons pas.
En ce qui concerne le contexte, les uns et les autres prennent des habitudes de faire des petits bavardages, de faire des petites annonces... cela leur arrive, tantôt ce sont les uns, tantôt ce sont les autres...
Si on était beaucoup plus silencieux, si on attendait la décision du Bureau exécutif, si on laissait le soin à celui qui est désigné par le Bureau exécutif, à son

Fondation Jean Jaurès

Premier secrétaire ou à tel ou tel Secrétaire national qualifié d'en faire part, on se porterait beaucoup mieux.
Evidemment, dès lors que chacun prend la liberté d'annoncer son petit truc, il est évident que dès lors que déjà 1, 2, 3 avaient annoncé que le Parti allait plutôt vers l'abandon, d'ailleurs, bien souvent, les déclarations étaient très fortes... oui, oui ! Ceux-là s'engageaient sans doute au niveau de courants, ou je ne sais quoi... parce que les courants sont bien là quelquefois pour ennuyer le Parti, mais j'observe que lorsqu'il faut prendre ses responsabilités, il n'y a plus que des courants d'air... (rires)... Eh oui ! (applaudissements)... il n'y a qu'un courant qui a été parfaitement clair, c'est celui-là, et alors là, nous avons entendu la voix pathétique de Pierre Guidoni nous demandant effectivement d'abandonner cette proposition, et je t'en donne acte, très bien... il n'en a pas été ainsi partout, il y a eu nécessairement, dans ces conditions, avec le jeu des médias, l'impression qu'on abandonnait, et ensuite, quand le Bureau exécutif est venu dire : "on ne l'abandonne pas, mais il n'est pas d'actualité", il y a des subtilités qui sont comprises au 7ème degré par les Socialistes, mais qui ne sont pas tout à fait comprises par l'opinion.
Voilà pourquoi tu as raison, en ce qui concerne le contexte, il y a eu quelques difficultés. Mais, tu chercherais dans ta maison ces difficultés, peut-être que tu en trouverais quand même quelques-uns, ma chère Marie-Noëlle Lienemann !
(Applaudissements)

Le président - Marie-Noëlle, tu maintiens ta demande de vote sur ce texte ?

Marie-Noëlle Lienemann - Absolument, mais ce n'est pas un vote contradictoire à celui du BE...

Le président - Le débat est clos.
Est-ce que tu maintiens ta demande de vote ?

Marie-Noëlle Lienemann - Absolument.

Le président - Je mets donc aux voix...

Françoise Seligmann - Comme je vais m'abstenir sur ce texte je tiens à m'expliquer.
En fait, je serais d'accord avec l'essentiel de ce qui a été dit, sauf la partie sur la mise en cause du Bureau exécutif, avec laquelle je ne suis pas tout à fait d'accord.
C'est la raison pour laquelle je m'abstiendrai.

Marie-Noëlle Lienemann - Je veux bien enlever la partie sur le bureau... (rires)... C'est le fond qui importe.

Le président - Tu as déposé un texte, tu demandes un vote, je le mets aux voix.

Fondation Jean Jaurès

Je demande aux membres du Comité directeur de se prononcer. Que ceux qui sont pour le texte lèvent la main, avec la carte de titulaire ou de suppléant du Comité directeur...

Jean-Luc Mélenchon - Tu ne peux pas refuser qu'on enlève trois phrases.

Le président - Enlevez trois phrases si vous voulez.

Jean-Luc Mélenchon - Voilà. Il est bien entendu que ces trois phrases, qui pourraient heurter les camarades et les mettre en contradiction, sont retirées. Nous en restons donc au fond de nos propositions.

Le président - Je mets aux voix le texte, moins les trois phrases qui ont été retirées.
Que ceux qui sont pour l'approbation de ce texte veuillent bien lever leur carte.
8 voix.
Que ceux qui sont contre veuillent bien lever la main.
Je crois que la démonstration est faite... Abstentions ?
3.

Jean-Luc Mélenchon - Claude, avec ta permission, peut-on savoir au juste combien nous sommes ?... Il nous a semblé compter plus de 8 mains... (mouvements divers, protestations)...

Le président - Je veux bien recommencer.
Que ceux qui votent le texte relèvent leur carte.
9.
Il n'y en a pas 8, il y en a 9. Je t'en donne acte.
Je vous remercie.
Il y a encore, en principe, quatre orateurs inscrits.
Jean-Paul Bachy... mais je crois qu'il n'est plus là.
Marie-Paule...?

Dans la salle - Compte tenu du débat qui vient d'avoir lieu, il est clair que mon intervention n'a plus beaucoup d'intérêt.
Je voulais précisément parler du texte que nous avions adopté concernant le droite de vote des immigrés, rappeler qu'il réaffirmait ce vote comme un objectif et que ce qui me semblait important était qu'aujourd'hui nous nous mettions, dans les fédérations, là où nous sommes, à essayer de faire vivre ce droit.
Donc, je crois que maintenant que nous en avons reparlé, nous sommes tous d'accord et le nouveau texte confirme que tout le monde est pour le droit de vote des immigrés et qu'on doit s'y atteler. Par conséquent je n'ai plus grand chose à dire.

Fondation Jean-Jaurès

Le président - Merci.
Il reste Isabelle Thomas est Alain Barrau.
C'est non pour Isabelle Thomas... Alain Barrau, oui ?

Alain Barrau - Bien sûr !

Le président - Alors, pour trois minutes.

Alain Barrau

Chers camarades, à cette heure-ci, je ne vais pas développer l'ensemble des éléments que je voulais aborder sur la politique de la ville, mais en revanche, je voudrais, puisque notre Comité directeur se tient à quelques jours de réunions gouvernementales sur le sujet, que le Parti puisse aussi donner son sentiment sur cette question.
J'ai fait partie de ceux, comme tous ceux qui quittent la salle maintenant, qui ont été très heureux quand le Premier Ministre, lors de son discours d'investiture, a annoncé qu'une des caractéristiques de sa politique allait être de s'attaquer aux quartiers, aux citoyens, en un mot aux cages d'escaliers.
Je pense que le fait d'avoir créé une délégation à la ville, réunissant les efforts est une très bonne chose. Je crois, en revanche, que nous ne pouvons pas aujourd'hui continuer avec si peu de moyens.
La première vague des contrats de ville, 13 villes choisies avec seulement une au sud de la Loire, ce n'est pas possible.
Les moyens pour le développement social des quartiers, 300 sites, 100 sites de plus si on augmente avec d'autres éléments, des moyens qui sont sans commune mesure avec ce qui est utilisé par ailleurs pour les grandes infrastructures d'équipement, ce n'est pas possible.
Une volonté de mettre en œuvre à la fois la politique dans les quartiers et la politique de conseils de préventions, c'est très bien. Là aussi, cela nécessite un certain nombre de dispositions.
Donc, sans plus développer ce sujet, je demande que le Parti, par son Premier secrétaire, demande au gouvernement et au Premier Ministre, que pour le budget 1991 il y ait un effort accru de fait pour cette politique dans les villes et dans les quartiers. C'est un élément fort de lutte contre les exclusions. C'est un élément fort de lutte pour essayer de faire reculer le Front National. Et surtout, c'est un élément fort qui permet d'agir sur le terrain, de manière interministérielle, et en associant tous ceux qui veulent pouvoir agir avec les collectivités, les Conseils généraux, les Conseils régionaux, les associations par rapport à cela.
C'est un élément qui, me semble-t-il est de consensus au sein du Comité directeur. Donc, de manière à faire économiser le temps, je demande qu'il y ait un vœu unanime du Comité directeur transmis au gouvernement sur ce sujet.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - On peut considérer que le vœu exprimé par Alain Barrau est pris

Fondation Jean Jaurès

en charge par le Comité directeur ? D’accord.
Merci.
La séance est levée.
Je vous invite à être nombreux demain au colloque la maison de la Chimie.

Coll. Fondation Jean-Jaurès